

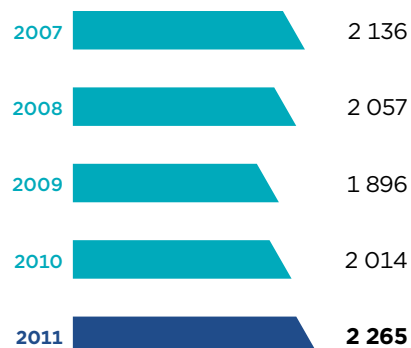
RAPPORT ANNUEL 2011
La performance
constructive



Chiffres clés

CHIFFRE D'AFFAIRES

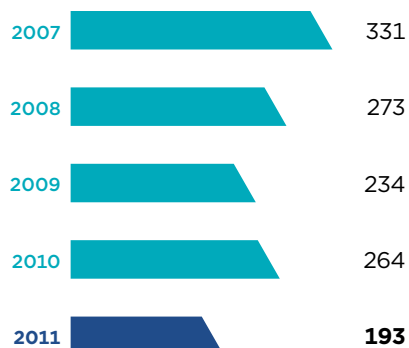
(en millions d'euros)



Le chiffre d'affaires 2011 progresse de 12,5% et de 9,6% à périmètre et taux de change constants.

RÉSULTAT NET

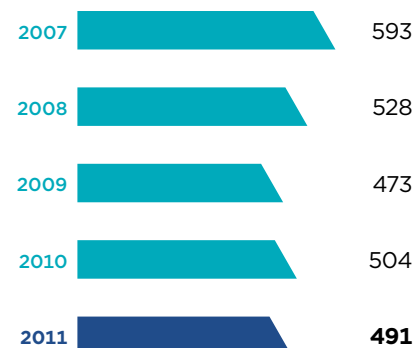
(en millions d'euros)



Le résultat net consolidé s'établit à 193 millions d'euros, soit 8,5% du chiffre d'affaires.

EBITDA

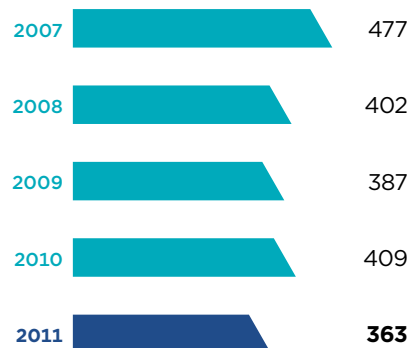
(en millions d'euros)



La marge d'EBITDA s'établit à 21,7%.

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

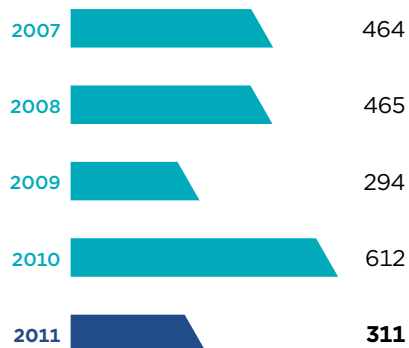
(en millions d'euros)



La capacité d'autofinancement reste élevée à 363 millions d'euros en 2011 et a permis de dégager un *cash-flow* libre après investissements industriels de 83 millions d'euros.

INVESTISSEMENTS TOTAUX

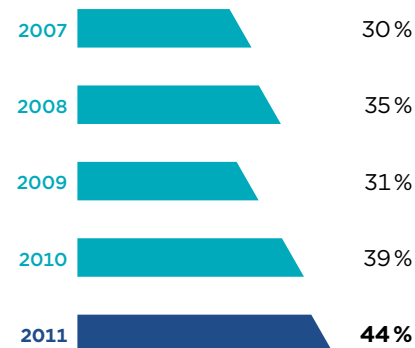
(en millions d'euros)



Les investissements 2011 ont été marqués par la montée en puissance des investissements réalisés en Inde dans le cadre de la construction de l'usine de Vicat Sagar Cement.

ENDETTEMENT NET / CAPITAUX PROPRES

(en %)



Le *gearing* s'établit à 43,8% au 31 décembre 2011.

▼ Ciment ▼ Béton & Granulats ▼ Autres Produits & Services

CHIFFRE D'AFFAIRES OPÉRATIONNEL

(en pourcentage du total)

L'activité réalisée dans le Ciment, le Béton et les Granulats, cœur de métier du Groupe, représente 85% du chiffre d'affaires opérationnel.



EBITDA

(en pourcentage du total)

Bien qu'en retrait sur l'année 2011, le niveau de marge opérationnelle démontre la résistance et la solidité financière du Groupe.



ACTIFS EMPLOYÉS

(en pourcentage du total)

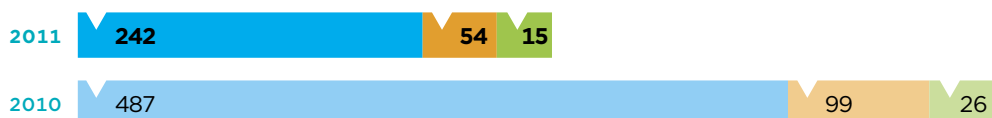
Les actifs employés sont stables entre 2010 et 2011.



INVESTISSEMENTS

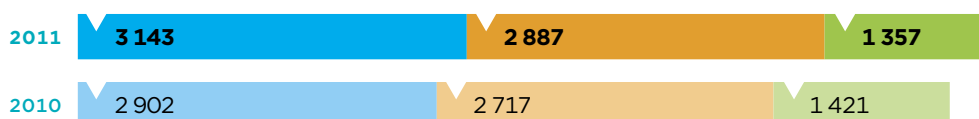
(en millions d'euros)

Les investissements se sont élevés à 311 millions d'euros en 2011, reflétant principalement les projets en cours de réalisation en Inde.



EFFECTIFS MOYENS

L'effectif moyen progresse de 4,9% du fait de la montée en puissance des activités en Inde et au Kazakhstan.



LE GROUPE VICAT

Profil	1
Message du Président	2
Message du Directeur Général	3
Axes stratégiques	4

3 MÉTIERS, 5 ZONES

France	8
Europe	14
États-Unis	18
Afrique & Moyen-Orient	20
Asie	26

DYNAMIQUE DU GROUPE

Développement et innovation	36
Ressources humaines	38
Responsabilité sociétale	41
Environnement	42

ACTIONNARIAT ET GOUVERNANCE

BOURSE ET COMMUNICATION FINANCIÈRE

ÉLÉMENTS FINANCIERS

- 1- L'usine de Bharathi Cement dans l'Andhra Pradesh (Inde)
- 2- Une ingénieure R&D du centre de technique Louis Vicat de L'Isle d'Abeau
- 3- Vase en béton réalisé par Creabéton Matériaux
- 4- Le Centre Pompidou de Metz (France)
- 5- La carrière de l'usine de Konya Çimento (Turquie)



CHIFFRES
CLÉS



La performance constructive

Depuis plus de 150 ans,
Vicat est un groupe cimentier

CHIFFRE D'AFFAIRES

2265 M€

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

193 M€

EFFECTIF MOYEN

7387

11 IMPLANTATIONS DANS LE MONDE

France, États-Unis, Suisse,
Italie, Turquie, Kazakhstan,
Inde, Sénégal, Égypte, Mali,
Mauritanie

3 MÉTIERS

CIMENT

50,2 % du chiffre d'affaires

BÉTON & GRANULATS

36,1 % du chiffre d'affaires

AUTRES PRODUITS & SERVICES

13,7 % du chiffre d'affaires

ENVIRONNEMENT



Vicat agit pour améliorer les performances environnementales de ses usines, pour embellir le paysage et contribuer à l'élimination très contrôlée des émissions de l'industrie.



Jacques Merceron-Vicat
Président

Le Groupe poursuit son développement et renforce sa solide structure financière

En 2011, les pays développés ont dû faire face à la persistance de la crise économique et financière, et certains pays en voie de développement à des crises politiques ou de régime.

Dans cette conjoncture difficile, l'activité du groupe Vicat a globalement continué à progresser avec des évolutions contrastées selon les zones géographiques.

Les États-Unis, toujours perturbés par un marché de la construction en demi-teinte, ont néanmoins vu leurs volumes augmenter en fin d'année.

Dans un contexte d'évènements sociaux et politiques majeurs, les résultats en Égypte, excellents en 2010, ont fortement baissé en 2011. Ils devraient s'améliorer dans la perspective de l'élection présidentielle en juillet 2012 qui devrait favoriser une stabilisation et un rétablissement de la sécurité dans le pays.

La France, la Suisse, l'Afrique de l'Ouest et la Turquie ont conduit leurs activités de manière dynamique en améliorant sensiblement leurs performances.

Le Kazakhstan a connu une première année d'activité satisfaisante dans un environnement de prix favorable.

L'Inde, avec Bharathi Cement, a poursuivi sa pénétration commerciale dans les principaux États du

Sud tout en préservant ses prix de vente, grâce à sa marque bénéficiant désormais d'une forte notoriété. Le démarrage de l'usine Vicat Sagar Cement au second semestre 2012 viendra compléter notre dispositif et positionnera le Groupe en tant qu'acteur important dans le Sud de l'Inde.

La diversité géographique des implantations Vicat a permis de répartir les risques et de stabiliser l'EBITDA en 2011 par rapport à 2010 (hors élément non récurrent en 2010 en Égypte correspondant à la révision rétroactive du montant de la taxe sur le ciment).

Le Groupe est déterminé à poursuivre sa stratégie d'augmentation des capacités de production, de réduction des prix de revient et donc de tirer pleinement profit en 2012 de l'ensemble des investissements réalisés dans le cadre du plan Performance 2010, de poursuivre la montée en puissance de Jambyl Cement au Kazakhstan et de Bharathi Cement en Inde, et au second semestre, d'effectuer la mise en route de l'usine de Vicat Sagar Cement au Karnataka.

Ses réserves de capacité, modernes et performantes, permettront au Groupe de conforter ses positions et de saisir les opportunités de croissance des pays où elles sont implantées.

La maîtrise des prix de revient, notamment par l'augmentation de la part des combustibles de substitution, la hausse des prix de vente chaque fois que cela sera possible, constituent nos priorités en 2012; de même que la réduction de l'endettement afin de donner au Groupe la flexibilité nécessaire à sa croissance externe.

Le Groupe poursuit son développement et renforce sa solide structure financière. Il perpétue également sa longue tradition de recherche et d'innovation afin d'offrir à ses clients des produits et un service de la meilleure qualité.

Pour atteindre ces objectifs, le Groupe s'appuie, encore plus que jamais en période de crise, sur ses valeurs culturelles fortes partagées par ses collaborateurs que sont notamment la passion de notre métier, la réactivité, la proximité du terrain, la détermination, l'intégration harmonieuse de nos activités sur les sites où nous sommes implantés.

Confiants dans notre capacité à réussir l'avenir, le dividende sera proposé à 1,5 € l'action.

2012 devrait bénéficier de la montée en puissance de l'activité en Inde et au Kazakhstan

L'année 2011 a été atypique et donne, pour le groupe Vicat, des résultats en trompe l'œil, dont la baisse masque une solide résistance face à un environnement politique et économique difficile.

Malgré la baisse de plus des deux tiers de la rentabilité de Sinaï Cement en Égypte, le Groupe, fort de son développement en Asie (Kazakhstan et Inde) et de l'efficacité opérationnelle de son dispositif industriel, maintient quasiment son niveau d'EBITDA.

La structure du compte de résultat est profondément modifiée par la baisse de la contribution de l'Égypte où nous étions exonérés d'impôt sur les résultats, alors qu'augmente celle des autres pays d'implantation du Groupe où la fiscalité est soumise aux taux de droit commun.

2012 devrait bénéficier d'une stabilité croissante de l'environnement des affaires et, pour le groupe Vicat, de la montée en puissance de son activité au Kazakhstan et en Inde où il dispose, sur des axes logistiques importants, d'usines ultramodernes de grande capacité.

S'il n'est pas envisagé d'opération majeure de croissance externe en 2012, le démarrage, au second semestre, de l'usine indienne de Vicat Sagar Cement viendra concrétiser ce projet *greenfield* dont la construction a débuté il y a moins de deux ans. Ce dernier projet absorbera une part importante des investissements industriels du Groupe, dont le montant global est prévu stable, ce qui permettra l'amorce de la réduction de l'endettement, dans le cadre d'une stratégie prudente de consolidation des acquis des dernières années.

En 2011, le groupe Vicat a consolidé son bilan en renégociant et en diversifiant ses sources de financement tout en augmentant la maturité moyenne de sa dette qui s'établit maintenant à plus de cinq ans.

Le Groupe a accentué ses efforts de recherche et développement, orientés vers la recherche de performances accrues, d'amélioration de l'environnement et de facilité de mise en œuvre des produits.

Vicat est l'une des rares entreprises du secteur des matériaux de construction à pouvoir proposer des solutions de matériaux à base minérale qui permettent de couvrir les besoins des constructeurs, du gros œuvre aux finitions. Ainsi, une structure



Guy Sidos
Directeur Général

baptisée « Solutions Constructives » a été mise en place. Sa vocation est d'apporter des réponses aux exigences nouvelles d'efficacité thermique et de confort des constructions modernes. Des partenariats, parmi lesquels un important programme de recherche avec l'Institut National de l'Énergie Solaire, ont été lancés afin de contribuer à cette approche systémique du bâtiment.

Acteurs de nombreuses réalisations, les 7 400 collaborateurs du groupe Vicat ont montré une nouvelle fois leur professionnalisme, leur engagement et leur efficacité. Je les en remercie chaleureusement.



▲ L'usine de Jambyl Cement à Mynaral (Kazakhstan)

Un développement maîtrisé du Groupe

Le Groupe privilégie un développement maîtrisé dans ses différents métiers associant de manière équilibrée une croissance interne dynamique, soutenue par l'investissement industriel pour répondre aux besoins des marchés, et une politique de croissance externe sélective pour aborder de nouveaux marchés présentant un potentiel de croissance attractif ou accélérer son intégration verticale.

Croissance interne dynamique

Sur les marchés où il est présent, le Groupe maintient un effort constant d'investissement industriel visant :

- d'une part, à moderniser son outil de production pour améliorer l'efficacité et la performance économique de ses usines et avoir ainsi la capacité industrielle à répondre à une situation de concurrence accrue ;
- d'autre part, à augmenter ses capacités de production pour accompagner le développement de ses marchés et

conforter ou accroître ses positions de leader régional.

Le Groupe a ainsi achevé en 2009 le plan Performance 2010 qui a permis d'augmenter ses capacités de production de ciment d'environ 50% depuis fin 2006 tout en améliorant la productivité de son outil industriel. Il dispose ainsi à ce jour d'un potentiel de capacité qui permettra de saisir les opportunités de croissance.

Croissance externe sélective

La stratégie du Groupe est de pénétrer de nouveaux marchés par le métier du ciment et ce de manière très sélective. Dans sa démarche de croissance externe, le Groupe vise ainsi à satisfaire l'ensemble des critères suivants :

- une localisation à proximité d'un marché important et disposant d'un potentiel de croissance attractif ;
- une maîtrise foncière des réserves géologiques à long terme (objectif de 100 ans pour le ciment) et une sécurisation des autorisations d'exploitation ;
- une contribution nette du projet aux résultats du Groupe à court terme.

Ainsi le Groupe a conclu en avril 2010 l'acquisition d'une participation majoritaire dans la société Bharathi Cement dans le Sud de l'Inde. Elle dispose depuis fin 2011 d'un outil de production très moderne d'une capacité de 5 millions de tonnes de ciment.

Le Groupe peut aussi saisir des opportunités d'entrer sur de nouveaux marchés en développement, par la construction d'usines nouvelles dites *greenfield*. De tels projets sont examinés de manière sélective dans le respect des critères de croissance externe du Groupe énoncés précédemment.

Le Groupe a mis en service fin 2010, au Kazakhstan, une usine *greenfield* de 1,1 million de tonnes de capacité. Il avait pris le contrôle majoritaire de ce projet en décembre 2007. En juin 2008, le Groupe a signé un partenariat majoritaire en Inde en vue de la construction d'une usine *greenfield* de 5,5 millions de tonnes dans l'État du Karnataka. La construction de la première phase du projet a commencé en 2010. Elle sera mise en service au second semestre 2012.

Un développement par métier

Le Groupe se concentre de façon prioritaire sur son métier d'expertise historique, le Ciment, puis se développe par intégration verticale sur les marchés du Béton prêt à l'emploi et des Granulats afin de sécuriser son accès aux marchés de consommation du ciment. Il bénéficie, par ailleurs, de synergies avec des activités complémentaires, exploitées sur certains marchés, pour conforter son offre et renforcer son positionnement régional.

Le Ciment est le métier principal du Groupe, sur lequel il fonde son développement et sa rentabilité.

Le Groupe se développe dans le métier du Béton prêt à l'emploi pour renforcer son fonds de commerce cimentier. Ce développement s'opère en fonction de la maturité des marchés et de leur intégration dans cette filière de production industrielle du béton. L'objectif est de constituer un maillage autour des cimenteries et à proximité des marchés de consommation soit par la création d'installations industrielles, soit

par l'acquisition de certains acteurs de ce marché.

La présence de Vicat dans le métier des Granulats vise à apporter une réponse globale aux besoins de ses clients en matériaux de construction et à sécuriser les ressources de granulats nécessaires au développement du béton prêt à l'emploi. Le développement dans ce métier repose sur des acquisitions et des investissements industriels visant à augmenter la capacité des installations existantes, ainsi qu'à ouvrir de nouvelles carrières et installations.

Un développement géographique

58%

Part du chiffre d'affaires hors de France.

35%

Part du chiffre d'affaires dans les pays émergents.

Le Groupe est aujourd'hui implanté dans onze pays. Il réalise 58% de son chiffre d'affaires hors de France dont près de 18% dans les autres pays européens, 7% aux États-Unis et 35% dans les pays émergents (principalement Égypte, Mali, Mauritanie, Sénégal, Turquie, Kazakhstan et Inde).

La part de l'activité réalisée hors de France devrait continuer à se développer au fil des prochaines années du fait des augmentations de capacités réalisées dans les usines existantes

et aussi grâce à la mise en services des usines *greenfield*.

La stratégie du Groupe vise à conjuguer les investissements dans des pays développés, générateurs de *cash-flows* plus réguliers, et dans des pays émergents offrant d'importants potentiels de croissance à plus long terme mais pouvant connaître des fluctuations de marché plus marquées, contribuant ainsi à une diversification de son exposition géographique et une judicieuse répartition de ses risques.

STRATÉGIE DU GROUPE EN 2011

La stratégie développée par le Groupe démontre en 2011 sa robustesse dans un environnement macroéconomique défavorable.

En s'appuyant sur une situation financière saine, avec un niveau de *gearing* et de *leverage* qui restent parmi les plus faibles du secteur, le Groupe a achevé en 2009 son plan Performance 2010 de croissance interne amenant une réduction des coûts de production générée par la modernisation de l'outil

industriel et l'augmentation des capacités de production du Groupe au Sénégal, en Suisse et en Turquie.

La cimenterie de Jambyl Cement au Kazakhstan a été mise en service le 1^{er} avril 2011 et a vendu plus de 500 000 tonnes sur l'exercice.

L'opération de croissance externe engagée en Inde avec Vicat Sagar Cement se poursuit suivant le calendrier prévu. Avec l'acquisition de la société Bharathi Cement, le Groupe a renforcé

et accéléré son développement dans le Sud de l'Inde vendant ainsi plus de deux millions de tonnes de ciment en Inde en 2011.

En 2011, le groupe Vicat a consolidé son bilan en renégociant et en diversifiant ses sources de financement tout en augmentant la maturité moyenne de sa dette. Sur cette base, le Groupe poursuivra prudemment sa politique d'acquisition en respectant les grands équilibres du bilan.

ACTIVITÉS

3 métiers

5 zones

Le Groupe exerce dans 11 pays ses métiers principaux que sont le Ciment, le Béton prêt à l'emploi et les Granulats. Ces métiers représentent 85% du chiffre d'affaires opérationnel. Il dispose par ailleurs d'activités complémentaires, qui confortent ses métiers principaux, en France et en Suisse.



Ciment ▼
 Béton & Granulats ▼
 Autres Produits & Services ▼

	Total	États-Unis	France
Chiffre d'affaires	2 265 M€	165 M€	938 M€
% du total	100%	7%	41%
EBITDA	491 M€	-9 M€	202 M€
% du total	100%	-2%	42%



► L'usine de Bharathi Cement dans l'Andhra Pradesh (Inde)

Europe	Afrique & Moyen-Orient	Asie
403 M€	411 M€	348 M€
18%	18%	15%
102 M€	122 M€	74 M€
21%	25%	15%
Suisse Italie	Égypte Sénégal Mali Mauritanie	Turquie Kazakhstan Inde

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉS

▼ Ciment

38 %

▼ Béton
& Granulats

39 %

▼ Autres Produits
& Services

23 %



► La construction du viaduc de Saint-Gervais en Haute-Savoie, d'une longueur de 240 mètres

Ciment

5 cimenteries
3,4 millions de tonnes
vendues

Conjoncture sectorielle

L'activité du Bâtiment a retrouvé des hauts niveaux en 2011. Le nombre de logements autorisés progresse de 16,4% à plus de 521 000 unités. Les logements commencés sont en hausse de 20,2% à 406 000 unités.

Dans le secteur non résidentiel, les mises en chantier progressaient de 14,3% à fin octobre après plusieurs années de recul de l'investissement dans ce domaine.

La baisse des concours aux collectivités locales génère un impact négatif sur

les investissements et l'activité du secteur des travaux publics. L'activité devrait afficher une croissance de 1,5% de son chiffre d'affaires pour l'année 2011.

CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Livraisons intérieures	18 091	19 542	+8,0%
Importations	1 693	1 807	+6,7%
Consommation totale	19 784	21 349	+7,9%

La consommation de ciment en métropole a connu un retournement de situation en 2011 avec une progression de 7,9%. La progression 2011 fait suite à trois années de baisses consécutives et a été portée par la reprise d'activité dans le bâtiment couplée à une situation météorologique très favorable.

Activité commerciale

En 2011, Vicat enregistre une croissance de ses ventes de 11,9% à un niveau supérieur à celui de la consommation (+7,9%). La progression a été soutenue par l'intégration de Thiriet, un mix produit favorable, et des grands chantiers tels que le Carré de Jaude à Clermont-Ferrand et l'A89, ainsi qu'une situation météorologique très favorable dans les Alpes.

VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Domestique	2 819	3 154	+11,9%
Export	298	276	-7,5%
Total	3 117	3 430	+10,0%

▼ Vue aérienne de l'usine de Montalieu en Isère



Vicat a concentré ses efforts sur les ventes en métropole et accuse à l'export un repli de 7,5%. L'effet mix produit cumulé aux tonnes livrées sur les grands chantiers a eu un impact négatif sur les prix moyens qui terminent en légère régression.

Marche des usines

L'année 2011 a été marquée par une forte reprise de l'activité dans toutes les usines. Celle de Montaliou a dépassée son record historique de production et l'usine de Xeuilley s'est rapprochée de ses meilleurs niveaux de production.

Les améliorations de productivité induits par ces bons niveaux d'activité et l'augmentation des volumes de combustibles de substitution utilisés n'ont néanmoins pas permis de compenser l'augmentation des prix de revient due au renchérissement de l'énergie thermique et de l'électricité.

Investissement

Le volume des investissements a été adapté en fonction des incertitudes de la conjoncture économique, aussi ont-ils été réduits à ceux permettant soit un développement des volumes de combustibles de substitution, soit une amélioration de nos services à nos clients ou à des investissements de renouvellement de certains équipements.

Béton & Granulats

141 centrales à béton
3,2 millions de m³ vendus
42 carrières de granulats
11,3 millions de tonnes vendues

Conjoncture sectorielle

Après une année 2010 stable (+0,4% *versus* 2009), le marché national du Béton prêt à l'emploi (BPE) a progressé de plus de 10% en 2011. Outre la reprise dans le secteur résidentiel, l'activité a également été favorisée par la combinaison du report des chantiers de décembre 2010 pour raisons d'intempéries et des conditions météorologiques très favorables tout au long de l'exercice 2011.

En ce qui concerne les granulats, la tendance cumulée à fin décembre au niveau national est de l'ordre de +4%, le marché français s'établissant ainsi à 377 millions de tonnes en 2011.

Activité du Groupe

VOLUMES VENDUS

	2010	2011	Écart
Béton (milliers de m ³)	2867	3165	+10,4%
Granulats (milliers de tonnes)	10346	11251	+8,7%

NOMBRE DE SITES

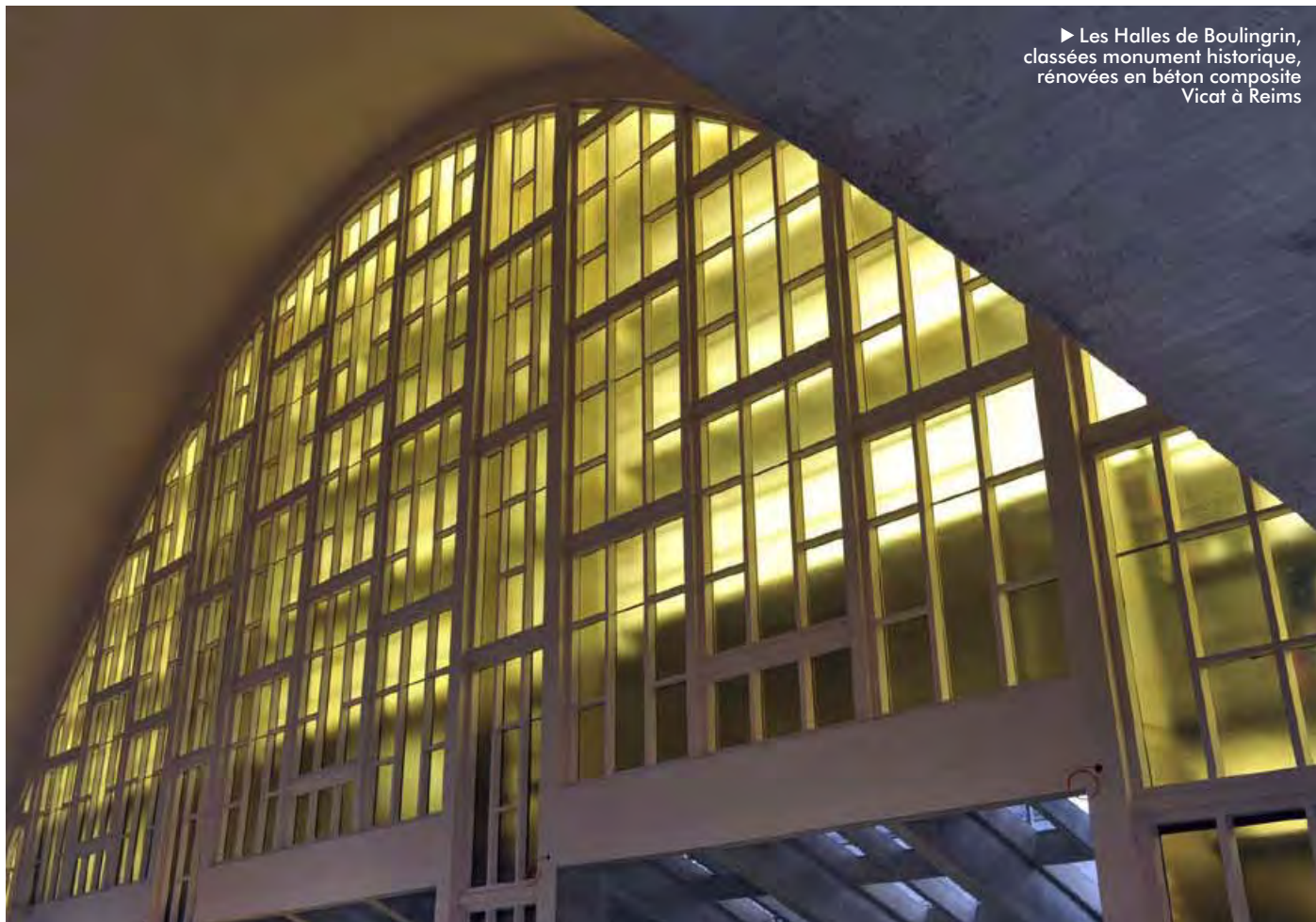
	2010	2011	Écart
Centrales à béton	141	141	=
Carrières de granulats	41	42	+1

Le béton Vicat a suivi le marché et augmenté ses volumes de béton de 10,4%. Cette progression a été soutenue par l'intégration de la société Thiriet, acquise fin 2010. En dépit des tensions présentes sur le marché, les prix moyens de vente de l'activité Béton de Vicat sont orientés à la hausse.

► Les installations de la carrière de granulats de La Courbaisse dans les Alpes-Maritimes



► Les Halles de Boulingrin, classées monument historique, rénovées en béton composite Vicat à Reims



Les développements de bétons spéciaux et la réduction des coûts ont fait l'objet de programmes spécifiques.

Les volumes de granulats vendus en 2011 ont progressé de 8,7 % par rapport à l'année 2010 avec quelques disparités régionales et notamment de bonnes performances du secteur Auvergne, du secteur Lorraine avec la poursuite du chantier RFF et du secteur PACA. Les prix de vente sont en hausse sensible par rapport à 2010.

L'évolution des sites en 2010 et 2011 est marquée par l'intégration des quatre carrières de Thiriet et l'arrêt de trois carrières dont deux restent des sites de traitement.

Qualité et sécurité

Pour le dispositif BPE, les efforts menés dans les domaines de la qualité et de la sécurité sont reconnus par les renouvellements de la certification ISO pour trois ans et de la certification OHSAS pour un an. En matière de sécurité, la performance d'une réduction du taux de fréquence par trois en trois ans récompense les efforts engagés dans ce domaine.

En matière de qualité, l'activité Granulats, qui poursuit son intégration de la démarche de certification OHSAS dans le système de management, a obtenu le renouvellement de la certification ISO 9001. En matière de sécurité, elle enregistre un taux de fréquence en baisse de 20 % et un taux de gravité stable par rapport à 2010.

Investissement

Pour le BPE, les investissements se sont concentrés sur le maintien de l'outil de production, le développement des bétons spéciaux, la sécurité et l'environnement, avec notamment le démarrage de la nouvelle centrale de Somain en remplacement d'Escaudain.

En matière d'investissements matériels, l'opération la plus marquante de l'année pour l'activité Granulats a été le changement de l'installation de La Courbaisse (Nice) qui permettra de tirer le meilleur parti de ce site de roche massive remarquable dans l'arrière pays niçois. En outre, des investissements lourds ont été réalisés pour maintenir nos réserves foncières.

Autres Produits et Services



▲ L'activité de déneigement de SATM

nement de l'offre vers les produits à plus forte valeur ajoutée est en cours de mise en œuvre. Il a notamment conduit à se désengager de certains marchés pour des raisons de rentabilité.

La société a lancé la construction d'une chaudière à bois qui permettra, à compter sa mise en service prévue début 2013, de baisser le prix de revient.

VOLUME DE VENTE

	2010	2011	Écart
Impression Écriture (milliers de tonnes)	25618	23 224	-9,4%
Sacherie (milliers de sacs)	61146	66 113	+8,1%
Chiffre d'affaires (M€)	40,0	41,3	+3,3%

Papeteries de Vizille IMPRESSION ÉCRITURE

Conjoncture sectorielle

Après une activité 2010 de bon niveau en volume, l'activité papetière a décroché dès avril 2011 pour finir en baisse de 15% en moyenne annuelle. La tendance des prix des matières premières, en hausse depuis l'été 2010, s'est partiellement retournée au dernier trimestre. Les prix de vente ont connu une hausse constante tout au long de l'année pour s'effriter à partir de novembre.

Activités du Groupe

Les gammes historiques destinées aux secteurs de l'édition et de la banque ont subi les baisses de volume alors que les gammes de papiers ingraisables et de haute sécurité récemment développées ont continué leur progression. Un plan de reposition-

Papeteries de Vizille SACHERIE

Conjoncture sectorielle

On note une stabilité des volumes à un bon niveau sur l'ensemble des marchés même si le marché du BTP s'est tendu en fin d'année. Les prix des krafts ont atteint un cours historique avec une légère décreue en fin d'année.

Activités du Groupe

Vizille a profité de la concentration de ses concurrents pour développer ses volumes et augmenter régulièrement ses prix sans parvenir à compenser totalement la hausse du kraft. Suite à l'augmentation de capacité de production de fin 2010, l'année 2011 a permis une progression des rendements de production.

SATM & filiales

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (PAR ACTIVITÉ)

Millions d'euros	2010	2011	Écart
Transport	74,0	85,4	+15,4%
Grands Travaux	14,0	34,1	+143,6%
Total	88,0	119,5	+35,2%

Activité Grands Travaux

En 2011, l'activité Grands Travaux a été très supérieure à celle de l'année 2010 en chiffre d'affaires et en volume, avec un second semestre en nette progression par rapport à celui de 2010. L'année 2011 a ainsi été marquée par :

- l'obtention du marché de fourniture des bétons dans le cadre des travaux préliminaires du futur réacteur EPR de Penly,
- l'obtention du marché de fourniture des bétons destinés au bâtiment 218 sur le site du CEA à Valduc,
- la forte activité sur l'autoroute A89, liée essentiellement aux travaux de revêtement dans le cadre des tunnels de La Bussière, de Chalosset et du Violay,
- la poursuite de la fourniture des bétons pour le bâtiment d'essais 411, sur le site du CEA à Valduc,
- la poursuite de la fourniture des bétons destinés aux voussoirs de la future galerie de sécurité du tunnel routier du Fréjus.

Activité Transport

Le secteur a connu une embellie en 2011 avec un retournement en fin d'année. La hausse moyenne du carburant sur 2011 se situe à 17 % par rapport à la moyenne de 2010.

Dans ce contexte le chiffre d'affaires de ATM Transport est en progression de 15,5 % par rapport à 2010, notamment du fait d'une augmentation du volume d'activité, et plus particulièrement sur l'activité Citerne, ainsi que d'un repositionnement et confortement de la part de marché sur Lyon et Grenoble.

Vicat Produits Industriels

(Produits Chimie du Bâtiment)

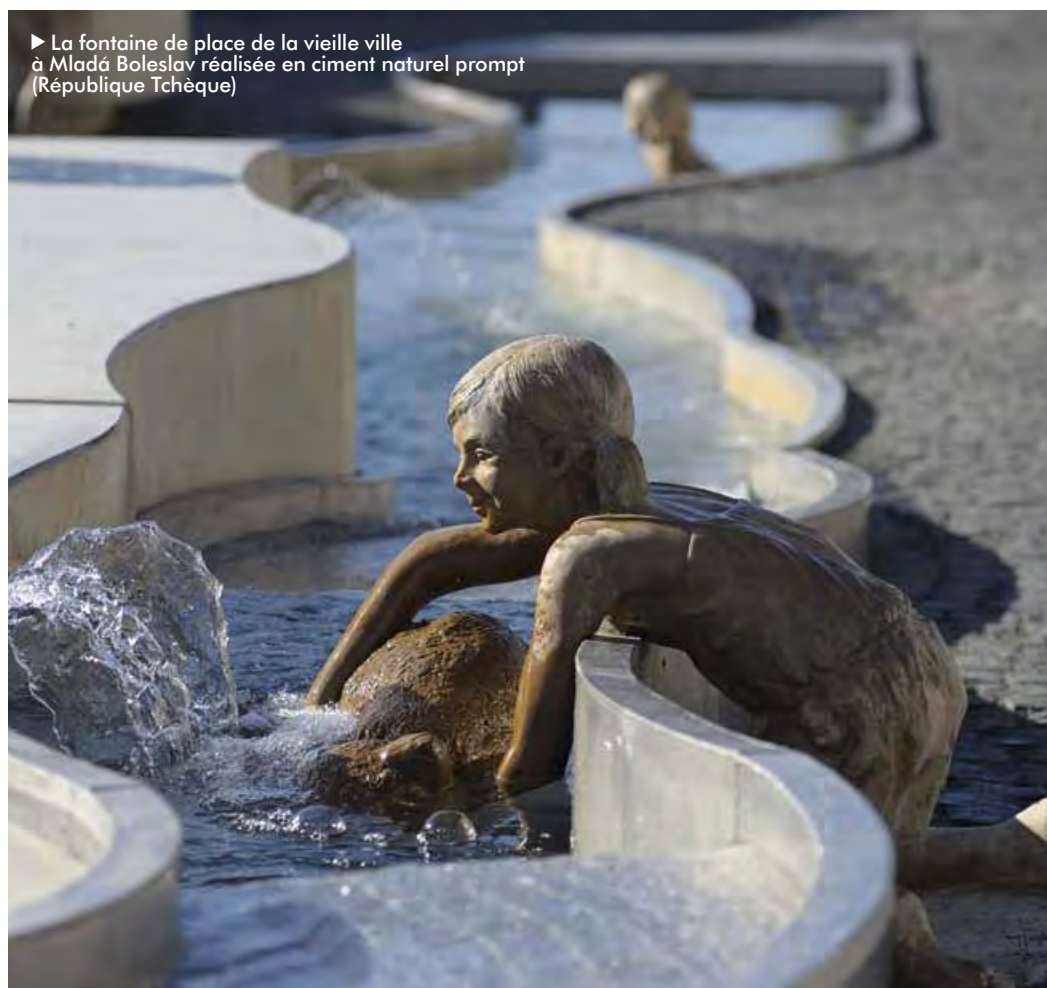
Conjoncture sectorielle

Après une croissance du marché de 10 % en volume au premier semestre, un fléchissement de l'activité a été constaté sur le troisième trimestre. Ce ralentissement a toutefois été atténué sur le dernier trimestre, grâce notamment à de bonnes conditions météorologiques. Les tensions sur les prix ont été vives sur l'ensemble des familles de produits. Une pression a aussi été constatée sur les prix des matières premières.

Activités de VPI

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Millions d'euros	2010	2011	Écart
Bâtiment	39,7	44,1	+11,1%
Bricolage	19,2	21,6	+12,5%
Génie Civil	4,5	3,6	-20,0%
Total	63,4	69,3	+9,4%



► La fontaine de place de la vieille ville à Mladá Boleslav réalisée en ciment naturel prompt (République Tchèque)

Dans ce contexte de marché, VPI a repris son développement en termes de volumes de ventes. Le plan d'action commercial axé sur les produits à marque VPI, les colles à carrelage et les produits d'isolation thermique par l'extérieur porte ses fruits :

- le pôle Bâtiment représente 64 % (63 % à fin 2010) du chiffre d'affaires de VPI. En complément du plan d'action commerciale, le plan d'action marketing a supporté cette activité grâce en particulier aux opérations « Solutions Confort »,

- le pôle Bricolage représente 31 % (30 % à fin 2010) du chiffre d'affaires total. Cette activité a été soutenue par d'importantes opérations commerciales avec les grandes enseignes de la distribution Bricolage,
- le pôle Génie Civil représente 5 % du chiffre d'affaires de VPI (7 % à fin 2010). Comme en 2010, la baisse du poids relatif est liée à l'absence de chantiers notables dans la gamme Technia.

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉS

▼ Ciment


37 %

▼ Béton
& Granulats

36 %

▼ Autres Produits
& Services

27 %



► La façade d'un bâtiment du groupe Swatch, à Cormondrèche, réalisée en Béton Fibré à Ultra Hautes Performances (BFUP), un béton six fois plus résistant que les bétons courants

Suisse

Ciment

1 cimenterie
0,9 million de tonnes
vendues

Conjoncture sectorielle

Comme en 2010, la demande de logement est restée soutenue. Les taux d'intérêts bas et les incertitudes sur les marchés boursiers drainent des fonds pour de nombreux projets immobiliers. Dans un contexte de croissance et de finances publiques saines, les investissements en infrastructures se sont poursuivis, soutenant l'activité des travaux publics.

CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Livraisons intérieures	4 533	4 687	+2,9%
Importations	425	500	+17,6%
Consommation totale	4 978	5 187	+4,2%

La consommation de ciment reflète la bonne conjoncture du secteur de la construction. On constate en revanche une pression accrue des importateurs sur le marché.

Activité commerciale

VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Total	840	880	+4,8%

À l'image du marché Suisse, les ventes de Vigier ont été dynamiques. Le prix net départ est en hausse.



▲ L'usine de Reuchenette

Marché de l'usine

En 2011, l'usine de Reuchenette a vendu 880 000 tonnes.

La hausse de la production et l'atteinte de bons ratios techniques sur le fonctionnement de l'usine n'ont pas permis de compenser intégralement l'incidence de la hausse du coût de l'énergie sur le prix de revient. Le nombre de thermies par tonne de clinker est stable et le taux de substitution augmente pour atteindre plus des deux tiers des thermies consommées.

Investissements

Les investissements du projet d'augmentation de capacité sont terminés à l'exception d'un silo à ciment qui permettra d'accroître la flexibilité d'expédition.

ENVIRONNEMENT



L'amélioration du taux de substitution de l'usine a été rendue possible par une utilisation accrue des combustibles issus de la biomasse (plus du quart du besoin total) et plus particulièrement le bois. Par ailleurs, une installation visant à réduire les émissions de NOx a été installée.

Suisse

Béton & Granulats

22 centrales à béton
0,8 million de m³ vendus
21 carrières de granulats
2,9 millions de tonnes vendues

Préfabrication

122,8 millions d'euros de chiffres d'affaires opérationnel

Conjoncture sectorielle

À l'image du secteur de la construction, le marché du béton et des granulats a progressé. Pour le Béton prêt à l'emploi comme pour l'activité Ciment, les régions frontalières sont confrontées à la concurrence étrangère qui profite de la baisse de l'Euro et fait pression sur les prix. Le secteur des granulats a connu une dynamique de marché comparable.

Investissements

Les sociétés ont essentiellement procédé à des investissements de renouvellement à deux exceptions près: l'acquisition d'une centrale à béton supplémentaire dans le Jura dans le cadre des livraisons à un chantier d'autoroute et l'augmentation de capacité de l'installation de granulats d'Aebisholz afin de pouvoir répondre à la forte demande.

Conjoncture sectorielle

La conjoncture est restée bonne que ce soit pour les produits dits d'infrastructures (tuyaux, regards, trottoirs) ou les produits de jardins (dalles, murs, garages). Pour ces derniers, vendus au grand public, les volumes sont très sensibles aux conditions météorologiques.

Activité du Groupe

VOLUMES VENDUS

	2010	2011	Écart
Béton (milliers de m ³)	481	756	+ 57,5%
Granulats (milliers de tonnes)	2 444	2 917	+ 19,4%

NOMBRE DE SITES

	2010	2011	Écart
Centrales à béton	19	22	+ 3
Carrières de granulats	21	21	=

En plus d'une conjoncture favorable, nos régions ont bénéficié de plusieurs chantiers qui ont permis une hausse des ventes de Béton prêt à l'emploi de 17,5% à périmètre constant. Les prix ont pu être augmentés, sauf dans la région de Bâle.

► Réalisation par Vigier Béton d'une galerie de délestage pour éviter les crues



Italie



▲ Un élément de façade Véna® réalisé par Creabéton Matériaux

Activité commerciale

Confrontée assez directement à la pression des importateurs, l'activité de préfabrication a dû défendre ses parts de marché pour partie au détriment de ses prix de vente. Le marché étant extrêmement soutenu, les volumes de vente ont augmenté et compensé l'effet prix. Ceci est d'autant plus remarquable que nos sociétés avaient effectué des livraisons importantes à des grands chantiers autoroutiers.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

	2010	2011	Écart
Volume de vente (milliers de tonnes)	391	410	+5,0%
Chiffre d'affaires (M€)	105,7	122,8	+3,3%

Marché de l'usine

Les fortes ventes ont engendré un taux d'utilisation des usines en hausse, permettant d'enregistrer des gains de productivité. Les premiers lots importants de traverses pour le chantier du Gothard ont été fabriqués avec la machine prévue à cet effet.

Ciment

1 centre de broyage
2 terminaux
0,4 million de tonnes vendues

Conjoncture sectorielle

Le secteur du bâtiment, dans son ensemble, reste en forte récession. Dans le secteur public, à la réduction des chantiers il faut ajouter les retards de paiement de l'administration qui mettent en difficulté les entreprises.

CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Consommation totale	34 283	32 500	-5,2%

Le marché italien a été différemment affecté par les pertes de volume suivant les régions: Italie du Nord: -5,3%, Italie Centrale: -0,7%, Italie du Sud: -2,7%, Sardaigne: -10,0%. Les pertes en volume concernent tant le secteur du bâtiment que le secteur des travaux publics. Les exportations aussi sont en baisse de presque 25%.

Activité commerciale

VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Total	279	365	+30,8%

Après une année 2010 marquée par une forte baisse des volumes, l'année 2011 a permis un certain redressement, sans toutefois retrouver le niveau de 2009. La progression du volume a concerné l'ensemble des régions, mais de manière contrastée, et a été soutenue par un développement de la présence en Toscane et à l'export.

Le prix de vente du ciment a augmenté sur le deuxième semestre 2011.

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉS

▼ Ciment

▼ Béton

39 %

61 %



► Vue aérienne de l'usine de Ragland en Alabama (États-Unis)

Ciment

2 cimenteries
1,3 million de tonnes
vendues

Conjoncture sectorielle

Le secteur résidentiel n'a pas encore montré de signe marqué de reprise, toutefois, le nombre de mises en chantier s'établit à 607 000 sur l'année contre 587 000 en 2010. On commence à noter un léger optimisme dans l'immobilier. Le secteur non-résidentiel montre une légère reprise sur la fin de l'année 2011, soutenue par le secteur manufacturier et les services publics.

Le programme de relance du gouvernement fédéral s'est fait sentir mais ses effets sont en train de s'estomper avec la fin de la distribution des fonds affectés aux travaux routiers.

CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Sud-Est	7 210	7 242	+0,4%
Californie	6 218	6 889	+10,8%
Total USA	68 544	70 424	+2,7%

Activité commerciale

VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Total	1 212	1 267	+4,5%

Le volume des ventes de ciment dans le Sud-Est est resté au niveau de 2010, essentiellement grâce au dynamisme des filiales « Béton » du Groupe. En Californie, les volumes de ventes progressent de 6,8%, avec une hausse sensible des ventes à Los Angeles et une activité encore morose dans la vallée de San Joaquin du fait d'un marché résidentiel toujours atone.

Dans le Sud-Est les prix ont subi une érosion graduelle sensible tout au long de l'année tandis qu'en Californie, les prix sont restés à un niveau bas tout au long de l'année.

Marché de l'usine

Comme en 2010, les usines ont dû adapter leur taux de marche au niveau des ventes. Les efforts de réduction de prix de revient ont été poursuivis dans tous les domaines.

Malgré une hausse du prix du charbon, les coûts variables ont été sensiblement maintenus à leur niveau 2010 à Ragland grâce à une forte augmentation du taux de combustibles de substitution. À Lebec, les coûts variables ont pu être réduits malgré la hausse du petcoke, grâce à une baisse du prix de l'électricité résultant d'une optimisation des périodes de marche et à l'utilisation de matériaux de substitution dans le cru.

Béton

47 centrales à béton
1,6 million de m³ vendus

Conjoncture sectorielle

Comme pour le secteur cimentier, le Béton prêt à l'emploi a continué à souffrir de la crise du résidentiel, du déclin du secteur commercial et n'a profité que du programme de relance de l'administration fédérale, malgré la concurrence des centrales mobiles des entrepreneurs de travaux publics.



▲ Construction d'un pont au-dessus de la rue Lassen à Chatsworth

Activité du Groupe

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

	2010	2011	Écart
Volume de béton vendu (milliers de m ³)	1 429	1 600	+12,0%
Nombre de centrales	47	47	=

Comme le montre la hausse des volumes de 12%, les équipes « Béton » du Groupe ont su profiter des opportunités qui s'offraient sur le marché, dans le Sud-Est comme en Californie. Elles ont aussi réussi à maintenir des prix stables tout au long de l'année sur les deux régions.

Dans le Sud-Est, elles ont pu obtenir des chantiers importants dans tous les domaines: industriels avec Hyundai, services avec l'hôpital de Pell City, et travaux publics autour de Birmingham. En Californie du Sud, ce sont les travaux publics qui ont permis de terminer l'année en hausse par rapport à 2010, en particulier grâce à la reprise du chantier d'élargissement de l'autoroute la plus fréquentée à Los Angeles.

Dans le cadre d'un plan de réduction des frais généraux, les bureaux de Fresno et d'Atlanta ont été fermés et les activités administratives concentrées sur Los Angeles et Birmingham.

AFRIQUE MOYEN-ORIENT

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉS

▼ Ciment

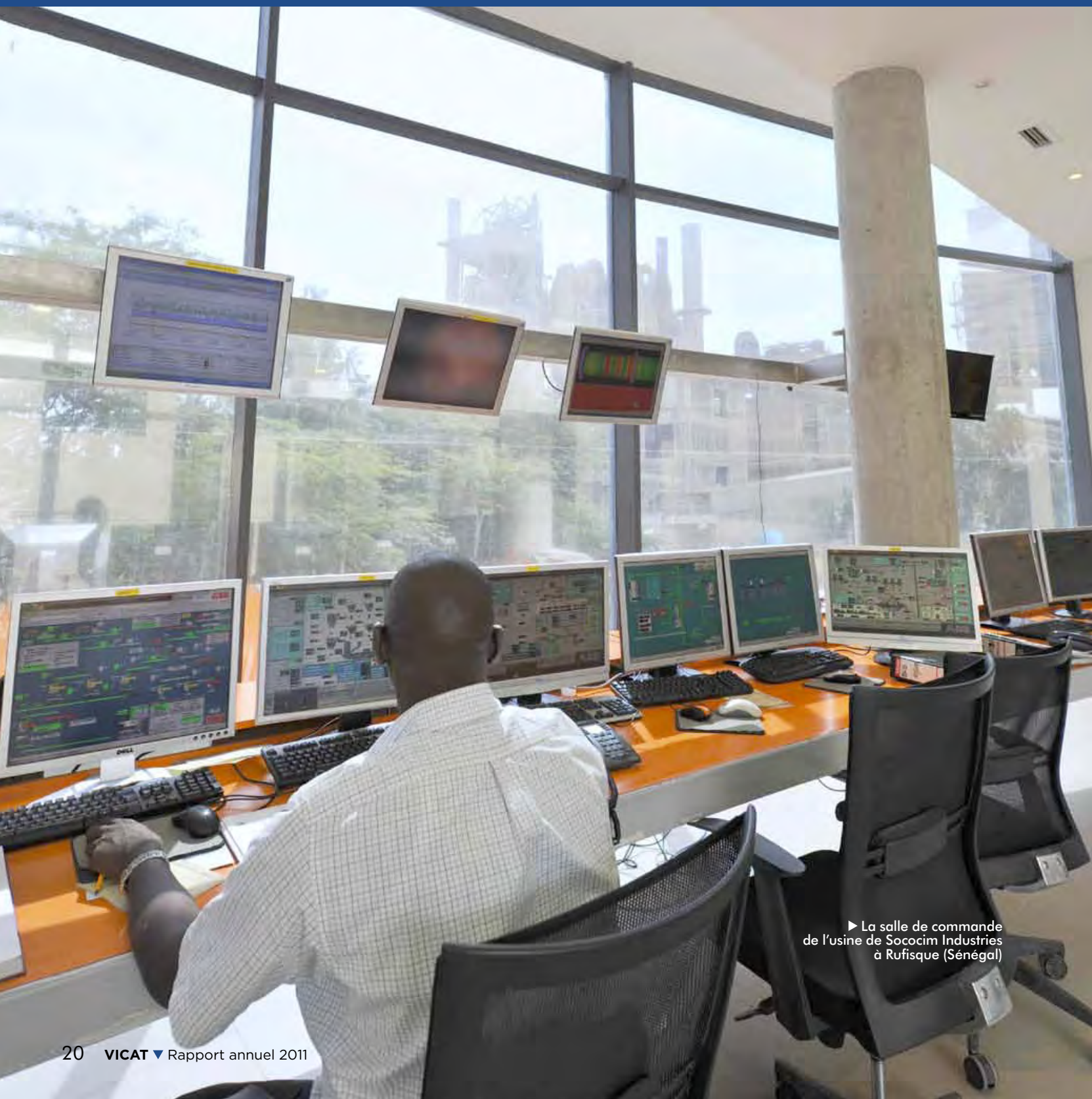
94 %

Égypte
Sénégal
Mali
Mauritanie

Chiffre d'affaires
411 M€
Collaborateurs
1093

Béton ▼
& Granulats

6 %



► La salle de commande
de l'usine de Sococim Industries
à Rufisque (Sénégal)

Égypte

Ciment

1 cimenterie
3,2 millions de tonnes
vendues

Conjoncture sectorielle

Après une année 2010 très dynamique, les secteurs de la construction et du bâtiment ont été frappés en 2011 par la baisse d'activité consécutive aux événements politiques qui ont touché l'Égypte au cours du premier trimestre.

Comparativement à l'année 2010, la consommation de ciment affiche en 2011 un recul de 1,6%. Cette baisse limitée fait suite à une hausse de 24,8% en 2010.

CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Consommation totale	49 463	48 692	-1,6%

Le premier semestre 2011 marque un recul de 5,2% alors que le second semestre s'établit en progression de 2,4%. Ce redressement s'est manifesté en fin d'année avec une croissance de 6,8% au quatrième trimestre. Ce bon résultat doit cependant être nuancé car décembre 2010 avait connu une grève des transports routiers qui avait pénalisé les ventes.



▲ L'usine de Sinaï Cement

Activité commerciale

Les ventes de Sinaï Cement ont été affectées par la révolution égyptienne. Elles affichent un recul de 14,9% à fin 2011. Les mauvaises conditions de sécurité dans le Sinaï, la pénurie de fuel lourd et les problèmes liés à la logistique dans la péninsule ont engendré une baisse des ventes.

VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Domestique	3 728	3 172	-14,9%
Export	25	20	-19,1%
Total	3 753	3 192	-14,9%

Le prix moyen de vente « sortie usine » a diminué de manière sensible. Depuis début décembre 2011, un mouvement de hausse des prix du sac sur les principaux marchés est toutefois constaté.

Marche de l'usine

En dépit des efforts de maîtrise du prix de revient, celui-ci est en augmentation par rapport à 2010 du fait de la dégradation des conditions de sécurité dans le Sinaï. La rupture de l'alimentation de l'usine en gaz naturel, à la suite d'attaques du gazoduc alimentant le site, a conduit à modifier le mix combustibles et à utiliser du fuel lourd, plus onéreux.

En 2011, l'usine d'Al Arish a cependant produit 2,6 millions de tonnes de clinker et a vendu 3,2 millions de tonnes de ciment pour satisfaire la demande de ses clients.

De même, les conséquences des événements politiques ont ralenti la mise en œuvre du plan d'investissements 2011.

Sénégal

Ciment

1 cimenterie
2,7 millions de tonnes
vendues

Conjoncture sectorielle

Le secteur du BTP au Sénégal connaît une croissance régulière depuis plus d'une décennie. Les investissements publics dans la construction de logements et le développement des infrastructures en sont les principaux contributeurs.

Ainsi, les travaux publics bénéficient d'importants investissements de l'État comme l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio, l'aéroport international Blaise Diagne, les travaux d'agrandissement du port de Dakar et de nombreux axes routiers pour connecter Dakar aux régions intérieures du pays et le Sénégal aux pays voisins.

CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Consommation totale	2 395	2 592	+8,2%

En 2011, la production de ciment au Sénégal, 4,8 millions de tonnes, a progressé de 17% par rapport à l'année précédente dans un marché local qui augmentait de 8,2% à 2,6 millions de tonnes et un marché régional d'environ 6 millions de tonnes en progression de près de 10%. Ainsi, les exportations du ciment produit au Sénégal ont augmenté de 27% à 2,1 millions de tonnes, en faisant un important contributeur à la balance commerciale du pays.

Activité commerciale

ÉVOLUTION DES VENTES

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Domestique	1 487	1 615	+8,6%
Export	748	1 037	+38,6%
Total	2 235	2 652	+18,6%

Les ventes de Sococim Industries sur le marché domestique progressent de 8,6%.

Les ventes à l'exportation sont en forte augmentation de 38,6%. Cette progression est le résultat de la politique de développement dans les pays de la sous-région notamment en Gambie, au Mali, en Guinée Bissau et au Benin.

Le prix moyen net départ est resté stable sur le marché domestique, mais l'impact de la forte progression des ventes à l'exportation pèse sur le prix global.

Marche de l'usine

En 2011, la production a fortement progressé en clinker et plus encore en ciment, résultant de la poursuite de l'optimisation des ateliers et de l'amélioration de la productivité.

Malgré l'augmentation continue des combustibles de substitution en remplacement du charbon, +14% en 2011, le prix de revient évolue à la hausse en raison de la dégradation du coût de l'électricité. Ce facteur défavorable résulte des effets combinés de la restriction par l'État de l'accès au gaz produit localement pour les opérateurs privés et du renchérissement des carburants liquides (+30% sur l'exercice).

ENVIRONNEMENT



En 2011, l'engagement de Sococim Industries pour l'environnement s'est traduit par :

- la réduction des émissions de poussières diffuses, par l'installation de nouveaux filtres à manches, de transporteurs pour éviter les reprises de matières au sol;
- l'amélioration du cadre de travail a été poursuivie par un vaste programme de réfection des locaux sociaux et de verdissement de tous les espaces de l'usine;
- la réduction des émissions de gaz à effet de serre continue grâce à l'accroissement du brûlage de coques d'arachides. Le dossier d'accréditation Mécanisme de Développement Propre a été validé dans le cadre de la Convention Cadre des Nations Unies pour le Changement Climatique (CCNUCC). Compte tenu du niveau de performances environnementales actuel de l'usine, Sococim Industries a renouvelé son accréditation ISO 14001 en décembre 2011.



► La tour
de préchauffage
de l'usine de
Socim Industries
à Rufisque

Sénégal



▲ La carrière de Bargny

▼
Béton & Granulats
 2 carrières de granulats
 3,0 millions de tonnes
 vendues

Conjoncture sectorielle

Le redémarrage du marché du BTP enregistré en 2010, avec notamment un marché des travaux publics très dynamique, s'est accéléré en 2011 avec la réalisation des nouveaux grands chantiers de l'État.

Activité du Groupe

Ce sont les ventes de basalte qui ont largement profité de cette conjoncture, tant en volume qu'en prix.

L'activité calcaire s'est maintenue au même niveau qu'en 2011. Toutefois, du fait d'une certaine pénurie en basalte,

quelques entreprises ont utilisé du calcaire pour la réalisation d'une partie de leurs travaux, permettant ainsi une sensible augmentation des ventes à terme accompagnée par une hausse des prix de vente du calcaire.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

	2010	2011	Écart
Volumes vendus (milliers de tonnes)	2 396	2 968	+23.9%
Carrières de granulats	2	2	=

Investissements

La progression des ventes de basalte enregistrée en 2011 par Gecamines a pu être réalisée grâce à un investissement important concernant la principale unité de production dont la capacité a été presque doublée ainsi que sur l'accroissement de notre parc d'engins d'extraction.

Mali

Ciment

0,6 million de tonnes
vendues

Conjoncture sectorielle

Avec une progression de 14% en 2011, le marché s'est montré dynamique, comme en 2010, dans un contexte de prix bas du fait de l'abondance de l'offre et l'amélioration progressive des voies de communication.

CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Consommation totale	1 348	1 540	+14,2%

En ce qui concerne les travaux publics, on peut souligner le ralentissement des chantiers.

Activité du Groupe

À fin décembre 2011, les ventes du Groupe sont de 561 739 tonnes dont 112 610 tonnes vendues par Ciments Matériaux du Mali (CMM) contre 438 970 tonnes en 2010 dont 88 980 tonnes vendues par CMM. Dans un contexte de concurrence accrue, le prix moyen de vente est en repli.

▼ La cité administrative de Bamako



Mauritanie

Ciment

1 centre de broyage
0,4 million de tonnes
vendues

Conjoncture sectorielle

La consommation de ciment a augmenté de 2% en 2011, du fait du faible nombre de nouveaux chantiers, et du pouvoir d'achat stagnant pour le consommateur final.

CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Consommation totale	639	652	+2,0%

Certains chantiers routiers d'État annoncés ont démarré : Kiffa – Kankossa et Atar – Tidjikja au début de cette année, ainsi qu'une cinquantaine d'ouvrages d'art et de rétention d'eau au sud du pays.

Activité commerciale

BSA Ciment a conforté sa place sur le marché mauritanien.

VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Total	166	203	+22,2%

Marche de l'usine

L'autonomie en fourniture électrique mise en place a permis de pérenniser la production et d'améliorer le taux d'utilisation du broyeur.

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉS

▼ Ciment

75 %

▼ Béton
& Granulats

24 %

▼ Autres Produits
& Services

1 %



► L'usine de Bharathi Cement dans l'Andhra Pradesh (Inde)

Turquie

Ciment

2 cimenteries
3,4 millions de tonnes
vendues



▲ Vue par un œilleton de l'intérieur d'un four en cimenterie

Conjoncture sectorielle

Le marché de la construction est resté soutenu tout au long de l'année 2011, même si un ralentissement s'est fait sentir au cours des derniers mois de l'année.

Après avoir déjà connu une embellie en 2010 avec une progression de 17,3%, la consommation de ciment en Turquie connaît à nouveau une nette augmentation estimée à +10% pour atteindre 55 millions de tonnes.

CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2010	2011 (estimé)	Écart
Marmara	12607	13251	+5,1%
Égée	4090	4520	+10,3%
Méditerranée	6732	7624	+13,2%
Mer Noire	7019	7873	+12,2%
Anatolie centrale	9519	9950	+4,5%
Anatolie de l'Est	3362	3474	+3,3%
Anatolie du Sud	4391	4845	+10,3%
Autres	2325	3570	+53,6%
Total	50 045	55 108	+10,1%

Les régions Méditerranée, Égée, (reprise des investissements touristiques) et Mer Noire (infrastructure énergie) montrent les plus fortes progressions en 2011. Après une année de forte hausse, l'Anatolie centrale affiche parmi les progressions les plus modérées.

Ces performances du marché domestique compensent le retournement des marchés exports frappés par les conséquences du « printemps arabe ». Ainsi le total des exportations, clinker et ciment en 2011, est en repli de près de 25% par rapport à 2010.

Activité commerciale

Les volumes de ventes ciment restent stables sur l'année 2011 avec :

- des ventes domestiques en progression sur l'année de 3,4%. Elles augmentent de façon plus significative à Konya Çimento profitant de la dynamique de la zone Méditerranée, et restent stables à Baştas Çimento;
- l'export en baisse de 40,8% du fait des événements affectant les pays voisins de la Turquie (Syrie, Lybie...), avec comme conséquence une baisse notable des prix vers les destinations du pourtour méditerranéen.

ÉVOLUTION DES VENTES

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Ciment	3351	3363	+0,4%
<i>Dont marché export</i>	245	145	-40,8%
Chaux (Baştas)	56	60	+7,1%
Total	3407	3423	+0,5%

Les prix domestiques « net départ », augmentent sensiblement sur l'année 2011, de manière plus marquée pour Baştas Çimento.

Marche des usines

En dehors des travaux de maintenance annuelle, l'ensemble des installations a fonctionné de façon continue durant l'année.

Les efforts concernant l'utilisation de combustibles de substitution ont été poursuivis permettant ainsi de tripler le taux de substitution à Baştas Çimento et de quasiment le doubler à Konya Çimento par rapport à l'année précédente, portant le taux de substitution global sur la Turquie à près de 9% en 2011. Les prix tarif de l'électricité ont connu une très forte hausse en fin d'année.



► Vue des deux lignes de cuisson de la cimenterie de Konya Çimento

Turquie

Béton & Granulats

36 centrales à béton
2,5 millions de m³ vendus
7 carrières de granulats
4,8 millions de tonnes
vendues

Conjoncture sectorielle

Les volumes 2011 de Béton prêt à l'emploi (BPE) progressent de plus de 10% à l'échelon national. Cette croissance continue attire de nouveaux acteurs indépendants sur le secteur. Le nombre d'installations progresse également, contribuant à intensifier le maillage géographique et la concurrence.

ÉVOLUTION DU MARCHÉ DU BPE

	2010	2011	Écart
Production (milliers de m ³)	79 680	88 000	+10,4%
Nombre d'installations	900	1 000	+11,1%

La consommation de granulats reste stable en 2011 avec un marché estimé à 210 millions de tonnes.

Les ventes de granulats sur le marché d'Ankara atteignent près de 14 millions de tonnes en 2011, en régression d'environ 18% par rapport à 2010 du fait de la fin de grands chantiers.



▲ La centrale à béton de Serick

Activité du Groupe

VOLUMES VENDUS

	2010	2011	Écart
Béton (milliers de m ³)	2 971	2 450	-17,5%
Granulats (milliers de tonnes)	5 528	4 797	-13,2%

NOMBRE DE SITES

	2010	2011	Écart
Centrales à béton	40	36	-4
Carrières de granulats	7	7	=

Les volumes de l'activité Béton prêt à l'emploi ont régressé de 17,5% en 2011, avec toutefois une baisse plus mar-

quée sur la région d'Ankara du fait de la fin des grands chantiers réalisés en 2010 et une progression sur la région Méditerranée. Les prix moyens augmentent très sensiblement, correspondant à la fois à une répercussion partielle de la hausse des coûts ciment et carburant, et plus de volumes vendus avec des services additionnels (livraison, pompage).

Sept installations de granulats sont opérationnelles en 2011 : cinq sur la région d'Ankara, une à Konya et une en Méditerranée. Les volumes semblent se replier moins que le marché. L'augmentation des prix de ventes est supérieure à l'inflation en 2011.

Kazakhstan

Ciment

1 cimenterie
0,5 million de tonnes
vendues



▲ Pupitre dans la salle de contrôle de l'usine de Jambyl Cement

Conjoncture sectorielle

L'activité du bâtiment a connu un retournement de tendance en 2011 soutenu par l'intervention des pouvoirs publics dans les infrastructures et le logement. Ainsi, le Programme National du Logement 2011-2014, vise

à construire 24,3 millions de m² de logements, essentiellement à Almaty, Astana et Aktau.

Le gouvernement kazakh a alloué 1,2 milliard de dollars à un projet de reconstruction de routes. En effet, en 2012, le pays construira des sections de l'autoroute « Europe de l'Ouest - Chine de l'Ouest » en vue d'ouvrir ce corridor routier en 2013.

En 2011, le marché du ciment a montré une tendance positive de 7,8 % en glissement annuel. Les volumes ont été assez forts durant la période estivale et ont ralenti, comme prévu, en novembre et en décembre. En 2011, les importations ont diminué de 20 %, représentant 15 % de la consommation.

CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Livraisons intérieures	4 653	5 342	+14,8%
Importations	1 146	909	-20,7%
Consommation totale	5 799	6 250	+7,8%

La progression des livraisons intérieures a été rendue possible par

le démarrage de Jambyl Cement. Dans ce contexte, la dynamique des prix a été très positive avec une atténuation des fluctuations saisonnières sur le dernier trimestre.

Activité commerciale

La commercialisation a réellement commencé au sortir de l'hiver quand l'usine a été pleinement opérationnelle, les ventes ont rapidement progressé. Jambyl Cement a totalisé plus de 500 000 tonnes de ventes avec une augmentation progressive de ses parts de marché, notamment dans les régions d'Almaty et d'Astana. La société a réussi à établir une bonne image sur le marché pour son ciment et sa marque est désormais reconnue.

Marche de l'usine

Les tests et réglages de l'usine ont été achevés à la fin du premier trimestre 2011; au total, plus de 500 000 tonnes de clinker ont été produites en 2011.

Investissement

Les principaux investissements de l'année ont visé à doter l'usine d'un stock adéquat de pièces de rechange stratégiques; la livraison de ces pièces doit s'achever début 2012.

Le village de « Samal », destiné à accueillir le personnel est en cours de livraison: 96 appartements pouvant accueillir 250 à 300 habitants seront progressivement affectés au personnel à partir du mois d'avril.

La capacité de transport de ciment de la société a été améliorée par l'achat de 100 wagons trémies supplémentaires, livrés début 2012.



► Personnel d'entretien dans l'usine Jambyl Cement à Mynaral



Inde

Ciment

1 cimenterie
1 cimenterie
en construction
2,0 millions de tonnes
vendues

Conjoncture sectorielle

La consommation de ciment dans les États du sud de l'Inde (Andhra Pradesh, Tamil Nadu, Karnataka, Kerala et Goa), ainsi que dans l'État du Maharashtra a été de 88,7 millions de tonnes sur l'année 2011, enregistrant une hausse de 0,7% par rapport à 2010, contre une croissance de 4,3% l'année précédente.

Au premier trimestre, la croissance a été de 2,5%, puis a très nettement reculé aux deuxième et troisième trimestres affichant une baisse de 1,7% sur les deux trimestres. Elle a ensuite repris au quatrième trimestre, affichant une croissance retrouvée de 4,0%.

▼ Vue de l'usine de Bharathi Polymers, le tout premier producteur en Inde de sacs en polypropylène stratifié



▲ Entrée de l'usine de Bharathi Cement dans l'Andhra Pradesh

CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Consommation sud Inde + Maharashtra	88 045	88 721	+0,7%

L'évolution de la croissance dans les trois principaux États du sud de l'Inde est négative ou faible, tandis que la croissance dans le Maharashtra est restée soutenue à 7,0 %.

Les prix de marché ont poursuivi leur croissance sur l'année 2011 dans l'ensemble des États du sud de l'Inde.

Activité commerciale

Bharathi Cement a vendu plus de 2 millions de tonnes de ciment principalement dans les États du sud de l'Inde, ainsi que dans le Maharashtra. Sa pénétration sur ce marché a été rapide grâce notamment à son réseau commercial très étoffé.

La marque Bharathi Cement bénéficie désormais d'une forte notoriété et est bien appréciée par la clientèle. Le positionnement commercial s'appuie notamment sur des produits de grande qualité.

VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2010	2011	Écart
Total	1 028	2 056	+100%

Les prix de ventes facturés ont poursuivi leur progression sur l'année 2011. La hausse a été de soutenue en Andhra Pradesh, au Tamilnadu, et dans le Karnataka mais plus modérée dans les États du Kerala et de Goa.

Marché des usines

L'usine de Bharathi Cement, implantée dans le Sud de l'Andhra Pradesh, bénéficie d'équipements de toute dernière technologie. La première ligne de production de clinker d'une capacité 5250 tonnes par jour a été mise en service en octobre 2009. Le four de la seconde ligne a démarré fin 2010. L'usine de Kadapa a produit 1,75 million de tonnes de clinker en 2011 et 2,09 millions de tonnes de ciment.

L'usine de Bharathi Cement a commencé à utiliser des combustibles de substitution au second semestre.

Investissement

En 2011, Bharathi Cement a poursuivi le démarrage des équipements de sa seconde ligne de production. Cette installation est semblable à la première à l'exception du broyage ciment pour lequel elle est équipée de deux broyeurs Loesche d'une capacité de 230 tonnes par heure.

Avancement du projet Vicat Sagar Cement

La société Vicat Sagar Cement Private Limited (VSCPL), dont le groupe Vicat détient 53%, a pour objectif la création d'une cimenterie *greenfield* d'une capacité initiale de 2,75 millions de tonnes située dans le cluster de Gulbarga dans l'État du Karnataka.

Les travaux de construction suivent leur cours, tous les ouvrages de génie civil sont terminés en dehors de l'ensachage, du broyage ciment et de la tour de préchauffage qui s'achèveront progressivement début 2012. Les travaux de fabrication et de montage mécanique sont en cours sur toute la zone pré-clinkerisation et le four est en place. 90% des équipements ont été reçus sur site et notamment la totalité des équipements critiques importés. La mise en service de l'usine interviendra par étape au cours du second semestre.

La construction de la ligne de chemin de fer reliant l'usine au réseau est bien avancée et les premiers bâtiments des logements du personnel seront mis en service au 1^{er} trimestre 2012.

Vicat Sagar Cement a initié son plan de recrutement en ciblant certaines

positions clés au niveau de l'usine et du siège et en privilégiant, autant que faire se peut, les candidatures locales.

Par ailleurs, la société prévoit de commercialiser son ciment sous la marque « Bharathi Cement » qui présente l'avantage de limiter les coûts marketing et de sécuriser l'écoulement des volumes au travers d'une marque déjà établie.

Au sein de Gulbarga Power Private Ltd, filiale du Groupe dédiée à la production d'énergie pour Vicat Sagar Cement, les travaux de génie civil et de montage mécanique de la centrale électrique de 30 MW et de l'installation de cogénération de 8,4 MW sont bien avancés et devraient permettre un démarrage après la mise en service de la ligne 110kV de 28 km reliant l'usine à la sous station de Sedam.

▼ Site de construction de l'usine de Vicat Sagar Cement au Karnataka en mars 2012



Granulats

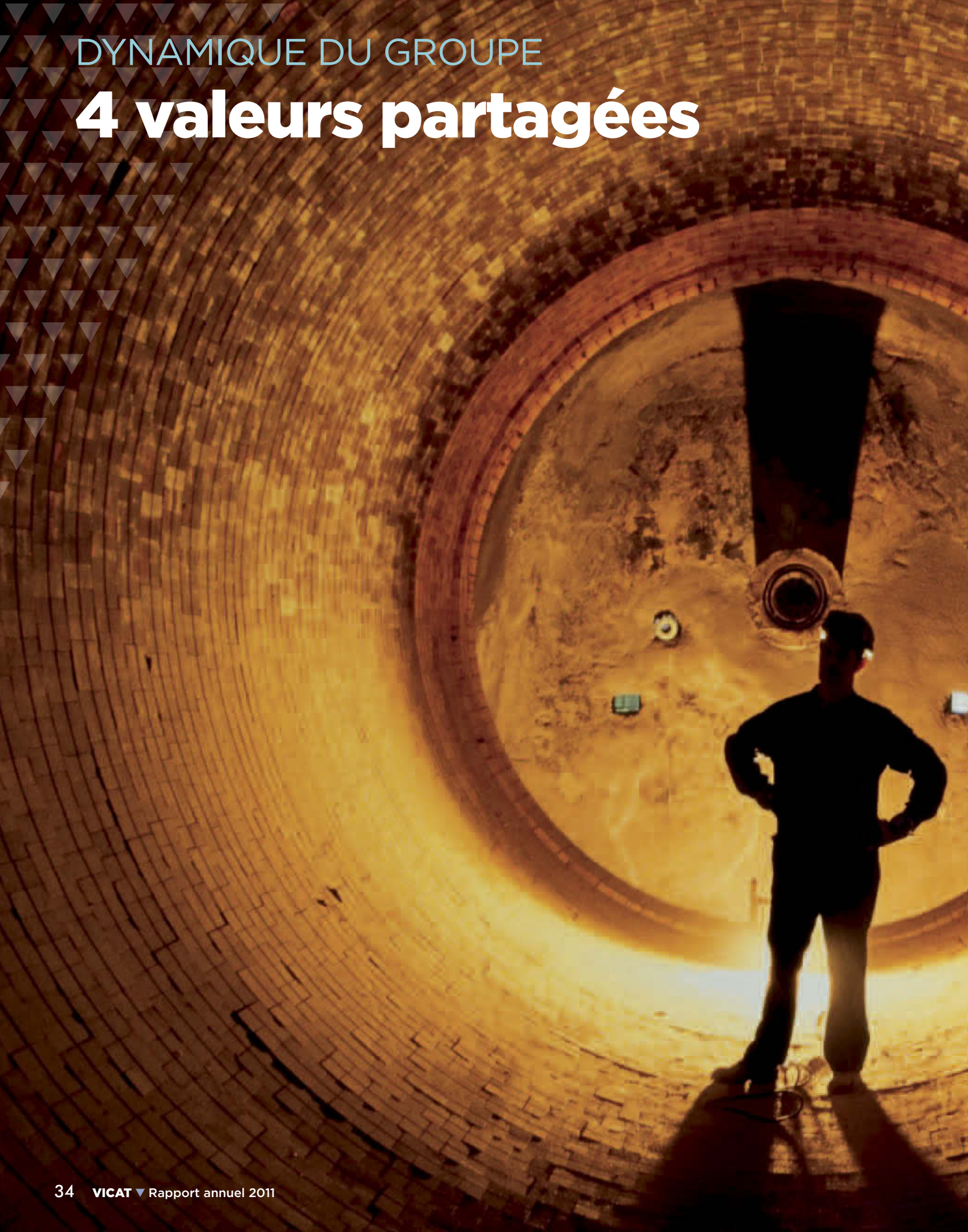
1 carrière de granulats
0,3 million de tonnes
vendues

Bharathi Cement a acquis fin 2010 la société « Mines & Rock », qui comprend une carrière de sable et de granulats située à environ 50 km de Bangalore, dans le Karnataka. Cette société a été remise en service au mois de janvier 2011 et vend sa production dans la zone périurbaine du nord de Bangalore.

Les volumes de production et de ventes ont progressivement augmenté tout au long de l'année pour atteindre 276 000 tonnes pour l'exercice 2011.

DYNAMIQUE DU GROUPE

4 valeurs partagées





Plus de 150 ans d'histoire ont forgé l'identité Vicat, que les anciens transmettent avec passion aux nouveaux. Une fierté d'appartenir à un Groupe dynamique, ancré dans un passé prestigieux, ouvert au monde, constitué d'hommes et de femmes soudés autour de valeurs communes : **l'innovation** par vocation ; des procédés respectueux de **l'environnement** ; **la sécurité**, un combat permanent ; **la formation**, l'autre priorité.

DÉVELOPPEMENT ET INNOVATION

Le groupe Vicat, cimentier international, possède un véritable savoir-faire au travers de plus de 150 années de recherche, de découvertes et de participations à d'innombrables constructions.

RESSOURCES HUMAINES - FORMATION - SÉCURITÉ

Ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise, collaborateurs spécialistes dans leur domaine d'activité, ouvriers qualifiés et expérimentés... Tous contribuent par leur savoir-faire à l'excellence des produits et au développement des activités.

ENVIRONNEMENT

Le groupe Vicat conduit, au travers de chacune de ses activités industrielles, une politique volontariste de respect de l'environnement.

► Vue de l'intérieur d'un four de cimenterie avant allumage de la flamme

Développement et innovation

Priorité aux **procédés** et aux **solutions constructives**

Le Groupe a réuni ses moyens de recherche pour la conception, le développement et le suivi des produits à L'Isle d'Abeau, au centre technique Louis Vicat.

Ce centre, ouvert en 1993, est situé au cœur de la région Rhône-Alpes, à proximité des implantations historiques du Groupe à Grenoble et de sa cimenterie emblématique de Montalieu, en Isère. Il dispose d'une équipe de 90 chercheurs et techniciens travaillant au sein de trois laboratoires :

- le laboratoire matériaux et microstructures qui analyse la matière,
- le laboratoire Sigma Béton qui formule et contrôle les bétons et granulats,
- le laboratoire de formulation des produits industriels du bâtiment qui met au point les compositions de produits de second œuvre.

Les principales thématiques de recherche-développement qui visent à anticiper ou à répondre aux demandes de nos clients sont orientées autour de plusieurs objectifs dans ces domaines :

Les procédés

- L'amélioration de l'efficacité énergétique des cimenteries par la mise au point et l'utilisation de nouvelles technologies cimentières et par le remplacement des combustibles fossiles par des combustibles de substitution s'inscrit dans une logique d'écologie industrielle (valorisation des déchets des activités humaines) et d'accroissement de la proportion de combustibles issus de la biomasse. En 2012, l'utilisation de combustibles de substitution va permettre d'éviter de consommer près de 300 000 tonnes de charbon. La proximité du laboratoire de recherche avec les sites de production est indispensable pour réussir ces recherches et en suivre les applications.

- Plus récemment, de nouveaux axes de recherche sont apparus. Ils concernent la mise au point de nouveaux ciments qui, à propriétés mécaniques équivalentes, conduiront à des émissions de CO₂ réduites. Ce sujet, fondamental pour l'avenir de l'industrie, s'inscrit dans l'objectif du Groupe de participer à cet effort collectif en faveur de l'environnement. Il mobilise des moyens humains importants dans les domaines de la cristallographie, de la thermique de l'adjuvantation. Pour ces recherches, des équipements de dernières technologies sont mobilisés, notamment, diffractomètre, fluorescence X, microscope électronique à effet de champs. Les produits issus de ces recherches fondamentales sont ensuite testés en étroite collaboration avec les équipes de recherche et de développement béton qui sont également présentes sur le site de L'Isle d'Abeau.



◀ Analyse thermogravimétrique couplée à un analyseur spectromètre de masse dans le laboratoire matériaux et microstructures du centre technique Louis Vicat à L'Isle d'Abeau (France)

Les solutions constructives

- De nouveaux bétons sont régulièrement développés pour répondre aux attentes de la clientèle du BTP. Les bétons ont connu plusieurs ruptures technologiques avec les bétons auto-plaçants dont l'hyper fluidité permet d'épouser des formes de coffrages complexes. La mise au point des bétons à hautes puis à très hautes performances (BHP et BTHP) et dernièrement des bétons fibrés à ultra-hautes performances (BFUP) a multiplié par dix les montées en résistance du matériau (200 MPa de résistance en compression). Ces bétons répondent aux besoins de réalisation d'ouvrages d'art ou immeubles de grande hauteur toujours plus performants tout en permettant une créativité architecturale quasi illimitée.
- Les évolutions de la réglementation thermique (RT 2005, BBC, RT 2012 puis demain RT 2020) à la suite du Grenelle de l'Environnement sont prises en compte. Les recherches visent à déterminer avec précision les apports du béton dans l'élaboration de nouvelles solutions constructives visant l'efficacité énergétique du bâtiment. La détermination de codes de calcul de l'inertie du béton fait ainsi l'objet d'un programme de recherche commun avec l'INES/CEA de Chambéry.



▲ Spectrométrie par torche à plasma dans le laboratoire matériaux et microstructures du centre technique Louis Vicat à L'Isle d'Abeau (France)

- Une offre destinée à l'éco-construction à base de ciment naturel prompt et de matériaux bio-sourcés comme les bétons de chanvre est en cours de mise au point.
- Les capacités d'analyse du centre technique Louis Vicat permettent de diagnostiquer les pathologies des bétons utilisés aux XIX^e et XX^e siècles et de proposer des solutions de traitement. Vicat est membre du Cercle des Partenaires du Patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication et participe dans ce cadre à la conduite de programmes de recherche pour la restauration du bâti ancien.

▼ Préparation de perles par fusion pour la fluorescence X



LA POLITIQUE DE PARTENARIATS

Le centre technique Louis Vicat travaille en collaboration avec plusieurs centres de recherche publics et privés (Commissariat à l'Énergie Atomique, Institut National de l'Énergie Solaire de Chambéry, Institut National Polytechnique de Grenoble, laboratoires des Écoles d'architecture et des universités, laboratoires de

ses clients du BTP...). Il dépose régulièrement des brevets. Le groupe Vicat a été membre fondateur en 2007 du Pôle Innovations Constructives dont il assure la présidence. Ce pôle d'excellence basé en Nord Isère regroupe un réseau d'acteurs de la filière de la construction (industriels, institutionnels, architectes,

PME/TPE, artisans, Les Grands Ateliers de L'Isle d'Abeau, Écoles d'architecture, École Nationale des Travaux Publics de l'État, Centre de Formation des Apprentis du BTP...). Il vise à accélérer la diffusion des innovations dans le secteur de la construction pour répondre principalement aux enjeux de la construction durable.

Politique de ressources humaines

La politique des ressources humaines doit mettre en adéquation les compétences individuelles des collaborateurs ou collectives des équipes avec la stratégie de développement du Groupe, dans une vision à court, moyen ou long terme. Elle s'envisage dans le respect et la promotion des valeurs qui fondent sa culture. Elle cherche à maintenir et à développer l'attractivité du Groupe pour les salariés, ainsi qu'à les fidéliser. Dans cet esprit, la promotion interne est privilégiée autant que possible afin d'offrir à chacun des perspectives d'évolution à la hauteur de ses capacités et de ses ambitions. La mobilité tant fonctionnelle que géographique est une des conditions de cette progression.

FORMATION

Des actions tournées vers des résultats opérationnels

1300

stages organisés par le Groupe

4200

collaborateurs formés en 2011

En 2011, le plan de formation du Groupe s'est concentré sur les thèmes de la sécurité, la prévention et l'environnement, l'optimisation des performances industrielles, et la performance commerciale. Ces actions de formation, tournées vers des résultats opérationnels, ont participé de manière efficace aux résultats du Groupe dans ces domaines.

Les équipes locales du Kazakhstan se sont appropriées la maîtrise de la cimenterie de Jambyl

Cement avec l'appui d'une équipe d'expatriés et d'une équipe réduite de personnel chinois.

En Inde, la montée en puissance de la filiale Bharathi Cement avec la mise en service de la seconde ligne de production a été accompagnée par le renforcement des équipes et de leur formation.

Plus de 1300 stages ont été réalisés et plus de 4200 collaborateurs ont suivi une formation en 2011 au sein du Groupe.



► La salle de commande de l'usine de Bharathi Cement (Inde)

► Un exercice sécurité
à la cimenterie de Xeuilley
(France)

SÉCURITÉ ET PRÉVENTION

Sensible baisse du taux de fréquence et du taux de gravité

En 2011, le Groupe a poursuivi les actions de sensibilisation et de formation à la sécurité et à la prévention. À périmètre identique, le taux de fréquence et le taux de gravité sont les plus bas jamais enregistrés par le Groupe. Ce dernier n'en oublie pas moins que la sécurité et la prévention nécessitent une vigilance de tous les instants et que les actions doivent continuer à être menées avec rigueur et détermination.



INDICATEURS DE SÉCURITÉ

	2010	2011	Écart
Nombre d'accidents avec arrêt	244	199	-18%
Nombre de jours perdus	7 135	6 704	-6%
Taux de fréquence	18,1	14,4	-20%
Taux de gravité	0,53	0,49	-8%

EFFECTIFS

Progression de près de 5%

7387
collaborateurs

4808
collaborateurs
hors de France

L'effectif moyen du Groupe en 2011 passe à 7 387 collaborateurs contre 7 040 pour 2010, soit +4,9%.

Cette hausse s'explique principalement par les mises en route de la cimenterie de Jambyl Cement au Kazakhstan et de la seconde ligne de l'usine de Bharathi Cement ainsi que par la montée en puissance de Vicat Sagar Cement en Inde. La zone Turquie-Kazakhstan-Inde voit ainsi ses effectifs moyens augmenter de 13,0% en un an. Cette progression est à mettre en relation avec celle de l'augmentation de son chiffre d'affaire pour la même période: +35,3% à périmètre et change constants.

La France connaît une hausse de son effectif moyen de 3,6% due à l'acquisition de Thiriet SA (intégration au 31/12/2010). À périmètre constant, les effectifs moyens du Groupe en France ont baissé de 1,9% entre 2011 et 2010, résultat de l'optimisation permanente des organisations des différentes activités.



▲ Mise en place d'un béton courant de dallage par l'intermédiaire de la goulotte de déchargement d'un camion malaxeur

ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF MOYEN PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	2010	2011	Écart
France	2 490	2 579	+3,6%
Suisse/Italie	1 053	1 089	+3,4%
États-Unis	1 029	1 012	-1,7%
Turquie/Kazakhstan/ Inde	1 429	1 614	+13,0%
Sénégal/Mauritanie/ Mali/Égypte	1 039	1 093	+5,2%
Total	7 040	7 387	+4,9%

Ressources humaines



▲ La mesure de la finesse du ciment dans le laboratoire de l'usine de Jambyl Cement (Kazakhstan)

La Suisse voit une progression de 3,4 %, en raison principalement du développement de ses opérations dans le Béton avec l'intégration de deux nouvelles sociétés.

Aux États-Unis, les effectifs moyens ont poursuivi leur baisse en 2011 (-1,7%) du fait de la crise économique, cette tendance étant encore plus sensible au 31 décembre 2011 avec une baisse de l'effectif de fin d'année de 4,3% à 1003.

Pour la zone Égypte-Afrique de l'Ouest, la progression de 5,2% s'explique principalement par une démarche d'embauche de personnel employé précédemment de manière journalière dans l'activité Granulats au Sénégal. Sococim Industries, filiale cimentière, connaît une baisse de son effectif (-0,7%) entre 2010 et 2011.

ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF PONCTUEL FIN D'ANNÉE PAR TYPE DE MOUVEMENTS

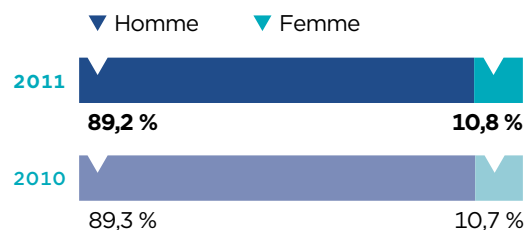
	Effectif
Effectif au 31 décembre 2010	7 369
Départs naturels (démissions, fins de contrats, décès)	- 578
Départs en retraite, préretraite, licenciements, autres mouvements...	- 299
Variations de périmètre de consolidation	21
Embauches	958
Effectif au 31 décembre 2011	7 471

ÉVOLUTION DE LA SÉNIORITÉ DU GROUPE

	Âge moyen		Ancienneté moyenne	
	2010	2011	2010	2011
Total Groupe	41,7	41,5	9,4	9,5
<i>dont France</i>	42,6	42,8	12,4	11,7

En France, la diminution de l'ancienneté moyenne s'explique par l'acquisition de la société Thiriet SA qui a conduit à l'intégration d'un peu plus de 90 personnes et par un renouvellement des équipes.

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR SEXE



La proportion de femmes employées dans le Groupe progresse légèrement entre le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2011 (passant de 10,7% à 10,8%).

Le taux de féminisation de l'encadrement augmente au sein du Groupe (de 11,7% à 12%). La France enregistre aussi une hausse de 17,6% à 18,8%.

▼ La cabine de commande de la centrale à béton de Merkez (Turquie)



Responsabilité Sociétale de l'Entreprise

Le Groupe a continué à développer en 2011 sa politique en matière d'engagement social.

En **Égypte**, le Groupe a maintenu ses programmes d'aides aux populations des territoires proches de sa cimenterie d'El Arish, dans le Sinaï, notamment dans le domaine de l'éducation. Sa filiale Sinaï Cement a attribué des bourses à soixante étudiants inscrits à l'université d'El Arish en 2011 (comme en 2010).

En **Inde**, la filiale Bharathi Cement a continué à investir dans les aides à la scolarité et dans les infrastructures sanitaires (station de traitement des eaux, toilettes publiques, etc.) et routières dans les villages proches de son usine. La filiale Vicat Sagar Cement a poursuivi les mêmes actions dans son périmètre géographique en les complétant par un plan de formation à vocation professionnelle pour 65 jeunes.

Au **Kazakhstan**, Jambyl Cement et Mynaral Tas ont investi dans le soutien du village et les infrastructures notamment scolaires. Samal, le village construit par le Groupe pour les employés de l'usine est en cours d'achèvement et permettra les emménagements en avril 2012.

Au **Sénégal**, la fondation Sococim Industries a financé ses deux premiers projets de PME créatrices d'emplois dans les villages voisins de la cimenterie.

En **Turquie**, le Groupe a continué à s'impliquer dans des programmes de formation professionnelle et de bourses pour des étudiants.

En **France**, le groupe Vicat a poursuivi en 2011 son implication dans le programme 100 chances 100 emplois de Nice. Il a permis, depuis son lancement en octobre 2009, d'accompagner plus de 90 jeunes gens sans qualification vers la réalisation d'un projet professionnel. À fin 2011, 50 de ces jeunes avaient trouvé un contrat de

travail d'une durée supérieure à six mois ou un contrat de formation en alternance. En décembre 2011, Vicat a participé au lancement d'un nouveau programme 100 chances 100 emplois sur le Nord-Isère, en région Rhône-Alpes.

En 2011, dans le domaine de l'enseignement supérieur, le groupe Vicat s'est impliqué dans l'accompagnement du développement de l'Université Catholique de Lyon en intégrant le comité de la campagne de mécénat de cet établissement. Il s'est par ailleurs engagé à soutenir les projets de cette université membre du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur de Lyon.

Enfin, en Savoie, en 2011, le programme ALIZE, dispositif d'appui aux PME industrielles ou de service à l'industrie s'est achevé sur un bilan très positif, après trois années de fonctionnement. Sur 48 dossiers présentés, 38 ont été acceptés et ont permis à ces entreprises de bénéficier de prêts à taux 0 ou d'apports en compétences des grands groupes partenaires dont Vicat. En 2012, le programme sera relancé pour une nouvelle période de trois ans et Vicat en prendra la présidence, prenant ainsi le relais du groupe Saint-Gobain.

En **Suisse**, afin d'accompagner la réinsertion et la réadaptation professionnelle de personnes privées d'emploi pour des raisons de santé, Vigier les accueille pour des stages sur ses sites. En 2011, ce système a concerné une dizaine de personnes. Il leur permet de conserver le lien avec le monde de l'entreprise pour qu'elles puissent à terme revenir sur le marché du travail.



▲ La bibliothèque du centre culturel Maurice Gueye financée par Sococim Industries (Sénégal)



◀ Une journée portes-ouvertes pour des scolaires dans la carrière des Sablières du Grésivaudan (France)

Environnement



▲ Plus de 90000 arbres ont été plantés aux abords de l'usine de Baştas Çimento participant ainsi au peuplement forestier de la région (Turquie)

▼ Des bœufs Dexter évoluant dans la carrière réhabilitée de Lyss Chrutzwald (Suisse)



Le Groupe poursuit sa politique pour le respect de l'environnement, comme au cours des exercices précédents, et décline son action en cinq axes prioritaires :

- meilleure insertion de l'ensemble des carrières de matières premières dans l'environnement,
- choix optimisé des sources d'énergie pour maximiser la part des combustibles de substitution et déchets,
- gestion des eaux et leur recyclage,
- réduction des nuisances (émissions, bruits),
- protection du climat par la gestion du CO₂.

L'insertion des carrières dans l'environnement

493 000 m²
réaménagés en 2011

120 000
arbres plantés
en Turquie

La prise en compte de l'environnement dans le cadre de l'exploitation des carrières se poursuit pour le Groupe autour de trois principaux thèmes :

Réaménagement des carrières

85% des carrières du Groupe disposent d'un plan de réaménagement. En 2011, plus de 493 000 m² ont été réaménagés. Ces réaménagements, à vocations multiples, s'adaptent au contexte et aux besoins locaux et intègrent notamment des prairies, des boisements ainsi que des plans d'eau. Notons par exemple des opérations de plantation sur les carrières liées aux cimenteries de Baştaş et Konya en Turquie où 120 000 arbres ont été plantés en 2011, ou encore au Sénégal où les sites d'exploitation poursuivent deux axes de forestation ; soit sur les surfaces en attente avec des essences dont les fruits ont une valeur énergétique, soit en fin d'extraction avec des essences pour le boisement.

Mesures compensatoires aux extractions

Le Groupe s'attache à mettre en place dans le cadre de ses projets des mesures compensatoires prises en concertation avec les ONG locales et les pouvoirs publics. 2011 a vu l'aboutissement d'un important projet d'exploitation de calcaire sur Montalieu avec en contrepartie des mesures environnementales exception-

▼ Le projet de la carrière de Mépieu en Isère et le défrichement au fil des années d'exploitation ont conduit Vicat à demander le classement de 40 hectares de forêt en réserve boisée (France)



nelles telles que l'orchestration de l'exploitation avec la réserve naturelle régionale, ex-réserve volontaire, de 161 hectares et la réserve boisée de 40 hectares associée à un plan de gestion écologique.

Réduction des impacts environnementaux

La maîtrise des nuisances et de l'empreinte des carrières sur la biodiversité reste indissociable de la manière d'exploiter du Groupe.

LA GESTION DES EAUX ET LEUR RECYCLAGE

La gestion des eaux est prise en compte dans les trois métiers de base du Groupe :

- Dans le Ciment, l'eau n'est utilisée que pour le refroidissement et le Groupe développe une approche visant à minimiser le prélèvement sur l'environnement en privilégiant les systèmes de recyclage et

en recueillant les eaux de pluie.

- Pour le Béton prêt à l'emploi, l'eau est utilisée à la fois pour être incorporée au produit, mais aussi pour le lavage des installations et véhicules. En France, l'activité Béton prêt à l'emploi a poursuivi la mise en œuvre du programme de gestion des eaux initié en 2007.

- Dans les Granulats, les prélèvements importants nécessaires au lavage des matériaux sont compensés par des systèmes de recyclage des eaux, comme par exemple le site des Sablières du Grésivaudan qui fonctionne en circuit fermé. La part de l'eau recyclée augmente régulièrement pour atteindre 72%.

Environnement

Le choix optimisé des sources d'énergie

15,6%

de thermies
consommées avec
des combustibles
de substitution

Le choix des combustibles utilisés dans les cimenteries intègre systématiquement les paramètres environnementaux que cela se traduit par le choix de combustibles moins émetteurs en CO₂ comme le gaz ou par la mise en œuvre de combustibles de substitution dès qu'un marché de collecte de déchets le permet industriellement et économiquement (sous réserve de l'accord des autorités de contrôle concernées).

Au cours de l'exercice 2011, le mix des combustibles a enregistré deux évolutions notables : une nouvelle progression sensible du taux de combustibles de substitution qui passe de 14,5% des thermies consommées en 2010 à 15,6% en 2011 et une nouvelle progression de la part de charbon utilisée.

Comme en 2010, cette progression ne reflète pas complètement la réalité des progrès réalisés du fait d'un effet de mix défavorable, la produc-

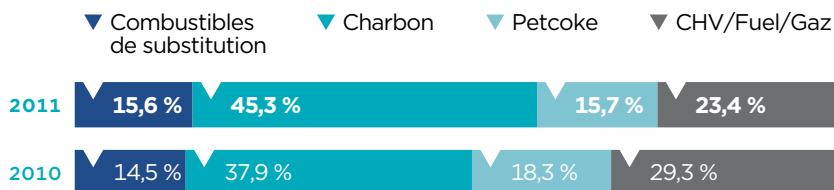
tion clinker progressant de manière importante avec l'intégration de Bharathi Cement et dans une moindre mesure de Jambyl Cement qui n'utilisent jusqu'ici pas de combustibles de substitution mais uniquement du charbon. L'Égypte a également dû compenser un manque de gaz par du fioul. En dehors de ces cas particuliers, le taux de combustibles de substitution progresse de près de 5 points en Turquie et aux États-Unis, de plus de 3 points au Sénégal et de plus de 6 points en Suisse. Au global, le taux de combustibles de substitution hors Inde et Kazakhstan est de 18,4% en 2011 contre 15,5% en 2010.

Cela est le résultat de la bonne réalisation des projets de développement du Groupe :

- en Turquie, avec le développement de la filiale Cözüm,
- au Sénégal, avec l'utilisation de plusieurs types de combustibles étendue au four 5 dont certains issus de la biomasse,
- en Suisse, par l'utilisation des bois broyés issus des matériaux de chantiers récupérés par l'activité Béton & Granulats, faisant passer la part de combustibles issus de la biomasse à près de 28%.

Dans ces développements, une priorité est donnée à la biomasse qui passe d'un peu moins de 5% à plus de 6%, se plaçant ainsi de manière favorable dans le *benchmark* sectoriel en la matière.

RÉPARTITION DES COMBUSTIBLES



▼ Différents combustibles de substitution valorisés en cimenterie: grignons d'olives, boues séchées, déchets solides broyés et bois broyé



Réduction des émissions

Le Groupe porte une attention continue et soutenue à la réduction des émissions causées par la conduite des activités industrielles. Ainsi, elles sont mesurées régulièrement et des plans d'actions sont conduits pour permettre leur réduction.

L'intégration de l'ensemble des fours dans le suivi fausse la base de comparaison avec les périodes précédentes. Les émissions de poussières restent néanmoins très en dessous des publications du *benchmark* sectoriel. Cela résulte de l'important effort d'investissement réalisé par le Groupe au cours des dernières années avec l'installation de filtres à manches dans plusieurs usines existantes. De la même manière, les usines *greenfield* en cours de mise en service ou de construction utilisent des technologies récentes permettant de garantir des performances environnementales aux standards internationaux.

La légère augmentation des émissions de SO₂ est principalement due à la variabilité des crûs des installations exposées à ce phénomène et se situe dans le milieu de la fourchette du *benchmark* sectoriel. L'augmentation des NO_x est liée à la progression du charbon mais reste dans le bas de la fourchette du *benchmark* sectoriel.

ÉVOLUTION DES ÉMISSIONS

	% de la production clinker 2011 couverte par l'analyse	Émissions totales (tonnes)	Émissions (g/t de clinker)
		2011	2011
Poussières	100 %	622	46
SO _x	48 %	2 057	312
NO _x	68 %	11 912	1 273



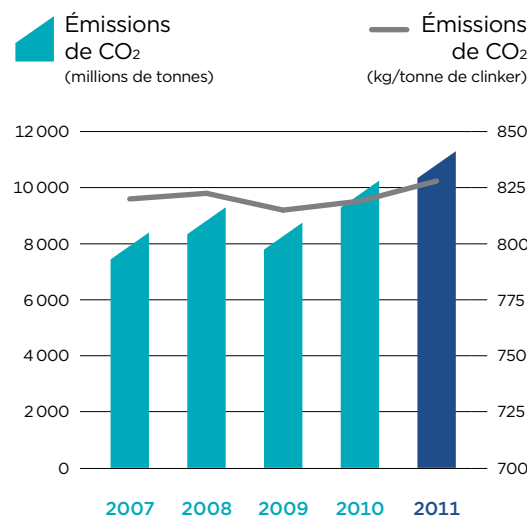
▲ Installation de dépoussiérage du broyeur cru dans l'usine de Jambyl Cement à Mynaral (Kazakhstan)

Émission de gaz à effet de serre

Dans tous les pays où le groupe Vicat est présent, des actions pour participer à l'effort collectif des pays signataires des accords de Kyoto ont été mises en œuvre en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'activité Ciment est essentiellement concernée par les émissions de CO₂ provenant de la décarbonatation du calcaire et des combustibles utilisés dans les fours.

En 2011, les émissions brutes totales de l'activité ciment du Groupe ont représenté 11 322 milliers de tonnes de CO₂. Les émissions par tonne progressent donc légèrement à 828 kg de CO₂ par tonne de clinker (+1,3%) notamment du fait de l'augmentation de la part des charbons résultant notamment de la montée en puissance des usines en Inde et au Kazakhstan. Malgré tout, ce facteur d'émission reste parmi les plus bas du *benchmark* mondial accessible grâce à la modernité des équipements des usines du Groupe.

RÉPARTITION DES COMBUSTIBLES



Gouvernance

Conformément à la réglementation ainsi qu'aux recommandations qui en découlent, notre Société a pris les décisions suivantes concernant :

LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

La Société a fait le choix de se référer au code de gouvernement d'entreprise élaboré par l'Afep et le Medef. À cet effet, les actions suivantes ont été engagées, notamment au cours des dernières années :

- renouvellement des membres du Conseil d'administration portant la part des administrateurs indépendants à la moitié du Conseil ;
- mise en place de deux comités : un comité d'audit et un comité des rémunérations ;
- renforcement de l'information financière et suivi par le responsable relations investisseurs ;
- accélération des délais de publication des comptes ;
- établissement d'un document de référence ;
- prise en compte des recommandations relatives aux rémunérations des dirigeants ;
- développement du rapport du Président sur la gouvernance et le contrôle interne.

LE CONTRÔLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES

Le cadre de référence choisi par la Société est celui de l'AMF publié en janvier 2007. Le guide, établi en application de ce cadre, définit le contrôle interne comme un dispositif qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et orientations fixées par la Direction générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la Société, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

La Société a procédé à une démarche de recensement et d'analyse des risques ayant permis d'établir une cartographie des risques majeurs du Groupe.

Pour plus d'information, le rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne est présenté aux pages 131 et suivantes du présent rapport annuel.

▼ Sur la périphérie du premier étage de la Tour Eiffel, figure le nom de Louis Vicat parmi les 72 ingénieurs, scientifiques ou industriels qui ont honoré par leurs travaux ou leurs découvertes la France de 1789 à 1889



► La Tour Manhattan, siège du groupe Vicat à Paris-La Défense (France)

DIRECTION

Jacques Merceron-Vicat
Président

Guy Sidos
Directeur Général

Raoul de Parisot
Directeur Général Délégué

Philippe Chiorra
Directeur Général Adjoint,
Directeur Juridique

Éric Holard
Directeur Général Adjoint

Bernard Titz
Directeur Général Adjoint
et Secrétaire Général

Christophe Bérenger
Directeur des Ressources Humaines

Éric Bourdon
Directeur Performances
et Investissements

Pierre-Olivier Boyer
Directeur des Partenariats
stratégiques

Gilbert Natta
Directeur du Développement

Dominique Renié
Directeur Technique

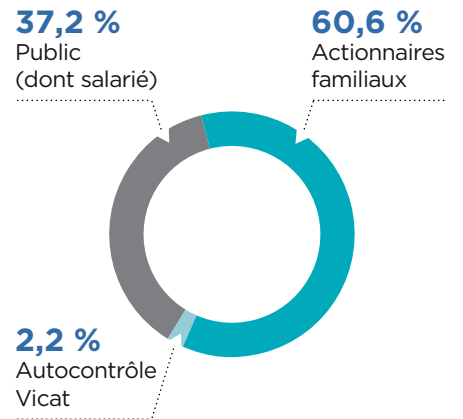
Jean-Pierre Souchet
Directeur Financier

Actionnariat

CAPITAL SOCIAL

Le capital est composé de 44 900 000 actions d'une valeur nominale de 4 euros chacune, soit un montant de capital de 179 600 000 euros.

La répartition du capital social au 31 décembre 2011 est présentée ci-contre.



DIVIDENDE

Sur la base des résultats 2011, et confiant dans la capacité du Groupe à poursuivre son développement, le Conseil d'administration a décidé de proposer aux actionnaires de voter, lors de l'Assemblée Générale du Groupe qui se tiendra le 4 mai 2012, en faveur du maintien du dividende de 1,50 euro par action.

CONSEIL D'ADMINISTRATION au 31 décembre 2011

Jacques Merceron-Vicat
Président

Pierre Breuil

Xavier Chalandon

Raynald Dreyfus

Jacques Le Mercier

Louis Merceron-Vicat

Bruno Salmon

Sophie Sidos

Guy Sidos

P&E Management
représenté par

Paul Vanfrachem

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaires

KPMG Audit

Wolff & Associés SAS

Suppléants

Cabinet Constantin

Exponens Conseil et

Expertise

RÉSULTAT PAR ACTION

(en euros)



DIVIDENDE PAR ACTION

(en euros)

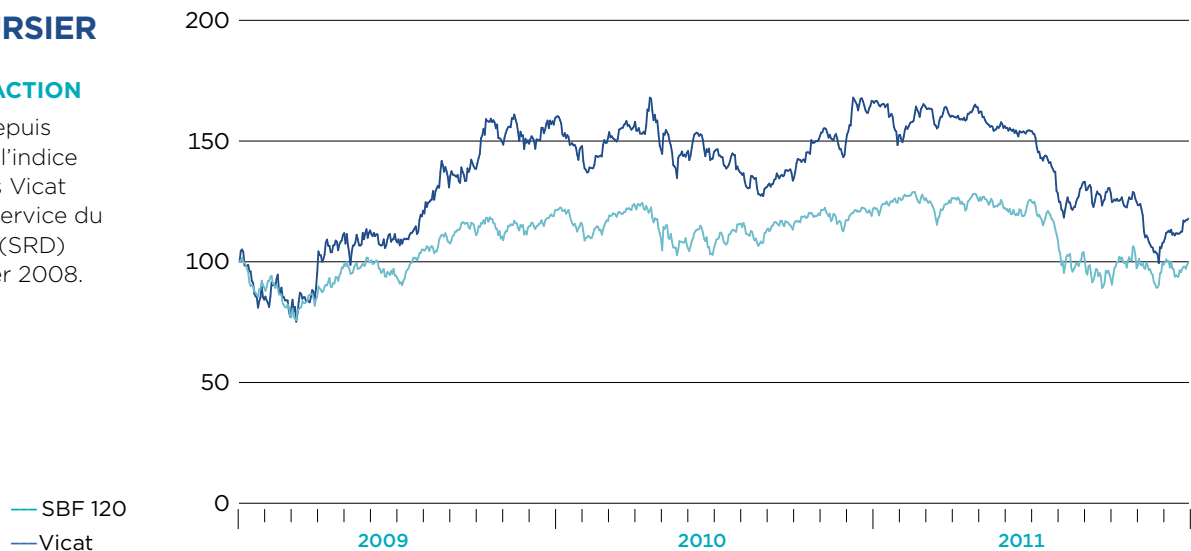


Bourse et information financière

STATUT BOURSIER

ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION

Vicat fait partie depuis le 21 mars 2011 de l'indice SBF 120. Les titres Vicat sont éligibles au Service du règlement différé (SRD) depuis le 26 février 2008.



LA COMMUNICATION FINANCIÈRE

Vicat poursuit ses efforts de communication vis-à-vis de ses actionnaires avec un souci permanent de transparence et de facilité d'accès à l'information. Le Groupe s'engage donc à mettre régulièrement à la disposition du public les informations relatives à son activité, sa stratégie, ses résultats et ses objectifs.

Le programme de communication du Groupe comporte notamment :

- la mise à la disposition du public des informations réglementées AMF sur le site internet du Groupe (www.vicat.fr);
- des communiqués de presse trimestriels, semestriels, annuels et relatifs à toute information significative concernant la vie et le développement du Groupe;
- un rapport annuel;
- un document de référence;
- un site internet dédié : www.vicat.fr, section "Informations financières".

Enfin, Vicat participe à de nombreuses conférences et événements pour faciliter et accroître les contacts directs entre les différents acteurs de la communauté financière et le Groupe.

CALENDRIER DE COMMUNICATION FINANCIÈRE

2 mai 2012

(publication après bourse)
Chiffre d'affaires 1^{er} trimestre 2012

4 mai 2012

Assemblée Générale annuelle

6 août 2012

(publication après bourse)
Chiffre d'affaires et résultats du 1^{er} semestre 2012

5 novembre 2012

(publication après bourse)
Chiffre d'affaires 9 mois 2012

INFORMATION DES ACTIONNAIRES

Service actionnaires et investisseurs :

Tél. : 01 58 86 86 14
Fax : 01 58 86 87 88

E-mail :

relations.investisseurs@vicat.fr

Site internet : www.vicat.fr

Mnemonic : VCT

Code ISIN : FRO000031775

Sicovam : 03177

Bloomberg : VCT.PA

Reuters : VCTP.PA

Éléments financiers

**Organigramme juridique simplifié du Groupe
au 31 décembre 2011** 50

Commentaires sur les chiffres clés du Groupe 51

Évolution du chiffre d'affaires consolidé 52

Compte de résultat consolidé 54

Évolution de la structure financière 61

Perspectives 2012 63

Comptes consolidés au 31 décembre 2011 64

État de la situation financière consolidée 65

Compte de résultat consolidé 66

État du résultat global consolidé 67

État des flux de trésorerie consolidés 68

État de variation des capitaux propres consolidés 69

Annexe aux comptes consolidés 2011 70

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés 106

Comptes sociaux au 31 décembre 2011 107

Bilan au 31 décembre 2011 108

Compte de résultat de l'exercice 2011 110

Annexe aux comptes sociaux 2011 112

Tableau des filiales et participations 120

Analyse du résultat de l'exercice 121

Résultats financiers des 5 derniers exercices 122

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels 123Rapport spécial des commissaires aux comptes
sur les conventions et engagements réglementés 124

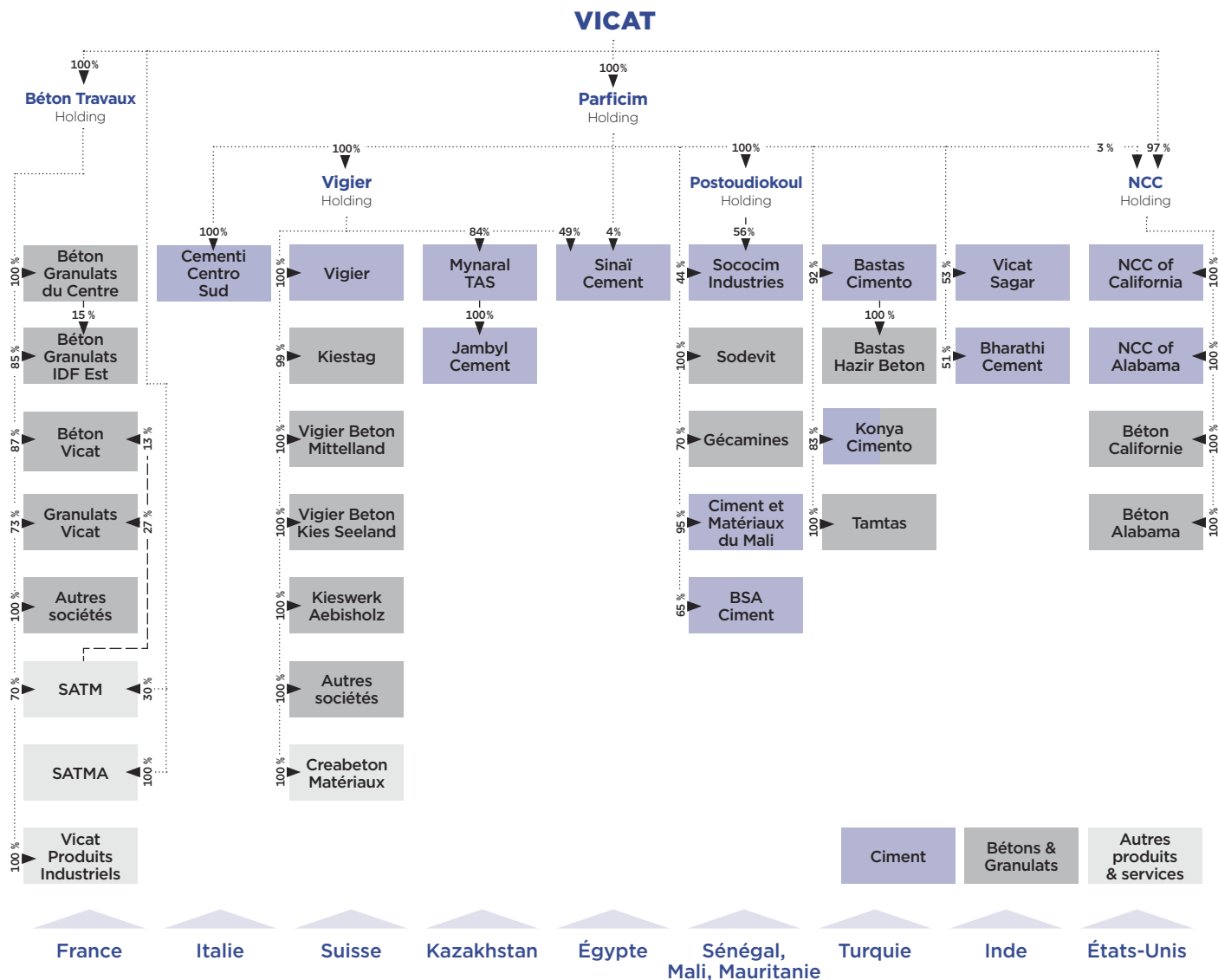
Informations juridiques 125

Informations sociales et environnementales 126

Rapport du Président sur le gouvernement
d'entreprise et le contrôle interne 131Rapport des commissaires aux comptes sur le
rapport du Président du Conseil d'Administration 136Projet de résolutions de l'Assemblée Générale
Mixte du 4 mai 2012 137

ORGANIGRAMME JURIDIQUE SIMPLIFIÉ DU GROUPE

AU 31 DÉCEMBRE 2011



* L'organigramme ci-dessus représente de manière résumée les principaux liens entre les sociétés du Groupe. Les pourcentages mentionnés correspondent à la part de détention du capital. Par simplification, certaines participations intra-groupe ont été regroupées.

Vicat SA est la société de tête du Groupe et exerce en France des activités industrielles et commerciales dans les métiers du ciment et du papier.

Les fonctions exercées par les dirigeants de la Société et des principales filiales du Groupe figurent dans le rapport de gouvernement d'entreprise et de contrôle interne figurant en annexe 1 du présent Document de Référence.



Commentaires sur les chiffres clés du Groupe

Commentaires sur les chiffres clés du Groupe	51
Évolution du chiffre d'affaires consolidé	52
Compte de résultat consolidé	54
Évolution de la structure financière	61
Perspectives 2012	63

I. ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

Le chiffre d'affaires consolidé sur l'exercice 2011 atteint 2 265 millions d'euros, en croissance de 12,5 % par rapport à celui de l'année précédente, résultant :

- D'une solide progression du chiffre d'affaires à périmètre et change constants de 9,6 %, reflétant néanmoins des évolutions contrastées avec :
 - des zones géographiques encore difficiles comme les États-Unis, des zones affectées par des événements sociaux et politiques comme l'Égypte, et d'autres dynamiques comme la France, la Suisse, l'Afrique de l'Ouest ou la Turquie,
 - des conditions météorologiques favorables au cours du 1^{er} trimestre et du 4^{ème}, trimestre, notamment en Europe.

- D'une baisse de - 1,2 % (- 24,1 millions d'euros) liée aux effets de change, l'évolution positive du franc suisse ayant permis de compenser en partie la dépréciation de la livre égyptienne, de la livre turque et du dollar,
- Et d'une augmentation nette de 4,1 %, représentant une hausse de plus de 83 millions d'euros, liée aux variations du périmètre de consolidation, avec principalement l'intégration globale de Bharathi Cement en Inde à compter du 1^{er} mai 2010, et, mais dans une moindre mesure, l'intégration de sociétés de béton et granulats en Suisse, en France et en Inde.

1.1. CHIFFRE D'AFFAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2011 PAR ACTIVITÉ

L'évolution du chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2011 par activité par rapport au 31 décembre 2010 se présente comme suit :

(en millions d'euros sauf %)	2011	2010	Variation	Variation (%)	effet de change	Dont variation de périmètre	croissance interne
Ciment	1 138	1 033	104	+ 10,1 %	(35)	40	99
Béton & Granulats	818	716	102	+ 14,2 %	(3)	43	61
Autres Produits & Services	310	264	46	+ 17,4 %	13	0	33
Total	2 265	2 014	252	+ 12,5 %	(24)	83	193

1.1.1 Activité ciment

(en millions d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
Volume (kt)	18 035	16 179	+ 11,5 %	
CA opérationnel	1 356	1 223	+ 10,7 %	+ 10,4 %
Éliminations	(218)	(189)		
CA consolidé	1 138	1 033	+ 10,1 %	+ 9,5 %

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Ciment est en hausse de + 10,1 % et de + 9,5 % à périmètre et taux de change constants. Les volumes ont quant à eux augmenté sur la période de + 11,5 %.

Évolution du chiffre d'affaires consolidé

1.1.2. Activité Béton & Granulats

(en millions d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
Volume Béton (en milliers m ³)	7 969	7 749	+ 2,8 %	
Volume Granulats (kt)	22 219	20 766	+ 7,0 %	
CA opérationnel	854	753	+ 13,5 %	+ 8,4 %
Éliminations	(36)	(37)		
CA consolidé	818	716	+ 14,2 %	+ 8,5 %

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Béton & Granulats est en hausse de + 14,2 % et de + 8,5 % à périmètre et change constants. Les volumes de béton livrés ont augmenté de + 2,8 % sur la période et les volumes de granulats de + 7 %.

1.1.3. Activité Autres produits et Services

(en millions d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA opérationnel	391	333	+ 17,3 %	+ 13,5 %
Éliminations	(81)	(69)		
CA consolidé	310	264	+ 17,4 %	+ 12,4 %

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Autres Produits & Services enregistre une hausse de + 17,4 % et de + 12,4 % à périmètre et change constants.

1.2. CHIFFRE D'AFFAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2011 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE DE DESTINATION

La répartition du chiffre d'affaires consolidé par zone géographique de vente est la suivante :

(en millions d'euros)	2011	%	2010	%
	France	902	39,8	785
Amériques	165	7,3	168	8,4
Turquie, Inde et Kazakhstan	345	15,2	241	12,0
Afrique et Moyen-Orient	421	18,6	468	23,2
Europe (hors France)	432	19,1	352	17,5
Total	2 265	100,0	2 014	100,0

Par zone géographique de vente, la part du chiffre d'affaires consolidé réalisée en Afrique et Moyen-Orient et aux États-Unis est en diminution compte tenu notamment des événements intervenus en Égypte au cours de l'exercice 2011. La contribution en France est en progression de près de 40 %. Enfin, la part du chiffre d'affaires progresse sensiblement en Europe, soutenue par des conditions climatiques clémentes au premier et au dernier trimestres et par un environnement

sectoriel plus favorable sur l'ensemble de l'année, et dans la zone Turquie, Inde et Kazakhstan avec l'intégration en année pleine de Bharathi Cement en Inde et sa rapide montée en puissance, ainsi que celle de l'usine de Jambyl Cement au Kazakhstan. Globalement, la contribution des pays émergents est en retrait à 33 %, contre 35 % en 2010, sous l'effet de la situation difficile observée Égypte.

II. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

2.1. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	2011	2010	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
Chiffre d'affaires consolidé	2 265	2 014	+ 12,5 %	+ 9,6 %
EBITDA*	491	504	- 2,6 %	- 4,8 %
Taux de marge (en %)	21,7	25,0		
Résultat net part du Groupe	164	203	- 19,3 %	- 21,1 %

*L'EBITDA se calcule en sommant l'excédent brut d'exploitation et les autres produits et charges ordinaires.

Le niveau de rentabilité opérationnelle (marge d'EBITDA) du Groupe est en retrait par rapport à 2010, essentiellement en raison de :

- l'impact très significatif des événements en Égypte sur le marché et sur les conditions d'exploitation ; en outre le Groupe n'a pas bénéficié en 2011 du montant non récurrent de 18 millions d'euros enregistré en 2010 correspondant à la révision rétroactive de la taxe sur le ciment (« *clay tax* »),
- de la situation macro-économique aux Etats-Unis, même si le Groupe note une amélioration de la tendance au second semestre 2011,
- des coûts de démarrage de l'usine *greenfield* de Jambyl Cement au Kazakhstan,
- d'une progression des coûts de l'énergie.

En revanche, la rentabilité opérationnelle 2011 a bénéficié des éléments suivants :

- un effet volume positif avec la reprise progressive de l'activité dans les pays matures et la poursuite du dynamisme des pays émergents, à l'exception de l'Égypte,
- les effets bénéfiques de la diversification géographique réussie des activités du Groupe, et en particulier de la montée en puissance rapide de l'usine de Bharathi Cement en Inde,
- les effets conjugués d'usines performantes et des efforts continus de maîtrise des coûts.

Sur ces bases, l'EBITDA consolidé du Groupe affiche un léger repli de - 2,6 % par rapport à 2010, à 491 millions d'euros et de - 4,8 % à périmètre et taux de change constants. Hors l'élément positif non récurrent enregistré en Égypte en 2010 pour un montant de 18 millions d'euros, l'EBITDA du Groupe est en légère progression en 2011 par rapport à 2010.

La marge d'EBITDA 2011 s'établit à 21,7 %. Elle a connu au second semestre une légère contraction à 21,2 % par rapport à celle générée au cours du premier semestre 2011 (22,1 %) essentiellement en raison de l'aggravation des conditions de marché et d'exploitation en Égypte suite aux événements politiques intervenus en début d'exercice. Bien qu'en retrait sur l'année, le niveau de marge opérationnelle sur 2011 démontre la résistance et la solidité financière du Groupe compte tenu des événements intervenus en Égypte, de la situation macro-économique toujours difficile aux États-Unis, et comme

anticipé, des coûts de démarrage de l'usine *greenfield* de Jambyl Cement au Kazakhstan et de l'inflation des coûts énergétiques. Par ailleurs, hors contribution de l'Égypte, la marge d'EBITDA est restée stable à 21 %.

La charge d'amortissement augmente de près de 14 millions d'euros en 2011 du fait notamment du démarrage de l'usine *greenfield* de Jambyl Cement au Kazakhstan et de la seconde ligne de Bharathi Cement en Inde. Sur ces bases, l'EBIT consolidé est en recul de - 8,1 % par rapport à 2010, à 309 millions d'euros, et de - 10,9 % à périmètre et taux de change constants. La marge d'EBIT s'établit ainsi à 13,7 % en 2011 contre 16,7 % en 2010.

L'augmentation sensible de la charge financière du Groupe découle principalement de la hausse du coût de l'endettement financier net. Cette évolution résulte des effets combinés de la hausse des taux d'intérêt, d'une part accrue de l'endettement à taux fixe à maturité longue, ainsi que d'une augmentation de l'encours moyen d'endettement du Groupe du fait principalement de l'acquisition de Bharathi Cement en Inde.

Le taux d'endettement financier net sur capitaux propres (*gearing*) du Groupe reste modéré à 43,8 % au 31 décembre 2011 contre 38,6 % au 31 décembre 2010.

Le taux d'imposition moyen du Groupe s'établit à 25,7 %, contre 14,6 % pour l'exercice 2010. Cette hausse sensible est le reflet d'une évolution défavorable du mix « pays » avec, d'une part, la forte baisse de la contribution de l'Égypte où le Groupe bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire, et d'autre part, l'augmentation de la contribution des pays ayant un taux d'imposition plus élevé, notamment la France, la Turquie et l'Inde, et de l'impact non récurrent du coût de l'adhésion des filiales à la procédure d'amnistie fiscale en Turquie.

La marge nette sur résultat consolidé s'établit à 8,5 % du chiffre d'affaires consolidé, contre 13,1 % en 2010.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 164 millions d'euros contre 203 millions d'euros en 2010, en recul de - 19,3 % et de - 21,1 % à périmètre et taux de change constants.

2.2. COMPTE DE RÉSULTAT DU GROUPE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE
2.2.1. Compte de résultat France

(en millions d'euros)	2011	2010	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre constant
CA consolidé	939	832	+ 12,9 %	+ 10,7 %
EBITDA	202	184	+ 9,6 %	+ 7,9 %
EBIT	147	131	+ 11,8 %	+ 10,1 %

Le chiffre d'affaires consolidé en France au 31 décembre 2011 affiche une forte progression de + 10,7 %. L'EBITDA s'établit à 202 millions d'euros, en hausse de + 7,9 %. La marge d'EBITDA ressort à 20,9 % contre 21,9 % en 2010. Cette légère érosion de la marge opérationnelle du Groupe résulte essentiellement de la baisse observée de la marge d'EBITDA dans l'activité Ciment liée à l'augmentation du coût de l'énergie.

■ **Dans l'activité Ciment**, le chiffre d'affaires consolidé enregistre une croissance solide de + 9,4 % qui reflète l'amélioration de l'environnement au cours de l'exercice. Le Groupe profite d'une amélioration sensible des volumes de + 8,7 % et d'un prix de vente en légère amélioration soutenu par un mix produit et géographique favorables. Cette dynamique a été soutenue par l'amélioration des conditions de marché et par l'impact des conditions météorologiques favorables observées au premier trimestre ainsi qu'en fin d'année. Dans ce contexte, l'EBITDA généré par cette activité est en solide progression. Quant à la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel, celle-ci enregistre un retrait de 240 points de base en raison notamment d'une progression des coûts énergétiques.

■ **Dans l'activité Béton & Granulats**, le chiffre d'affaires consolidé enregistre une progression de + 8,4 % à périmètre constant. Les volumes de Béton & Granulats affichent de solides hausses, respectivement de plus de + 10 % et de près de + 9 %. Quant aux prix moyens de vente, ceux-ci sont restés stables dans le Béton et affichent une légère progression dans les Granulats. L'ensemble de cette activité a bénéficié au cours de l'année du rebond de l'activité économique en France et des conditions climatiques clémentes de début et de fin d'année. Sur ces bases, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel est en très légère progression.

■ **Dans l'activité Autres Produits & Services**, le chiffre d'affaires consolidé progresse de + 18,6 %. L'ensemble des activités est en croissance, avec notamment une hausse sensible de l'activité Transport à + 40,5 %, sous les effets conjugués de l'amélioration du contexte macro-économique et de conditions climatiques favorables ayant marqué le premier et le dernier trimestre. Compte tenu de ces éléments, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel progresse de 40 points de base.

2.2.2. Compte de résultat Europe (hors France)

(en millions d'euros)	2011	2010	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA consolidé	403	318	+ 26,8 %	+ 6,8 %
EBITDA	102	86	+ 18,6 %	+ 5,5 %
EBIT	72	59	+ 21,9 %	+ 9,0 %

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2011 en Europe, hors France, est en forte hausse de + 26,8 % et de + 6,8 % à périmètre et taux de change constants.

L'EBITDA est également en forte hausse à 102 millions d'euros. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel enregistre une baisse compte tenu de la contraction sensible de la marge en Italie, et de la légère baisse enregistrée en Suisse.

En Suisse, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe augmente de + 26,8 % et de + 5,6 % à périmètre et taux de change constants, soutenu par un marché très dynamique et tiré par les conditions climatiques favorables enregistrées au premier trimestre et au quatrième trimestre.

■ **Dans l'activité Ciment**, le chiffre d'affaires consolidé affiche une hausse solide de + 12,4 % et est stable (+ 0,4 %) à périmètre et taux de change constants. Il est à noter que le chiffre d'affaires opérationnel (avant éliminations intra-groupe) est en progression de près de + 11 % à périmètre et change constants. Les volumes de vente enregistrent une progression de plus de + 5 %, le Groupe ayant su pleinement tirer profit du dynamisme du marché Suisse, soutenu par un secteur de la construction resté solide au cours de l'année, et par les conditions météorologiques clémentes du premier et du quatrième trimestre. Quant aux prix de vente, ceux-ci sont restés bien orientés sur l'ensemble de la période. Dans ce contexte, l'EBITDA généré par cette activité en Suisse affiche une solide progression malgré une marge d'EBITDA qui se contracte de 230 points de base essentiellement en raison d'un renchérissement des coûts énergétiques.

■ **Dans l'activité Béton & Granulats**, le chiffre d'affaires consolidé progresse de + 51,0 % et de + 12,7 % à périmètre et taux de change constants. Les volumes de béton et de granulats sont en forte progression. Ils ont bénéficié du dynamisme du marché Suisse, tant dans les infrastructures que dans le résidentiel, mais aussi de conditions météorologiques très favorables, et d'un effet périmètre favorable dans le béton. Les prix de vente sont en progression dans le Béton et en léger recul dans les Granulats. Compte tenu de ces éléments, l'EBITDA de cette activité en Suisse est en progression sensible. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel s'inscrit néanmoins en légère baisse.

■ **L'activité Préfabrication** enregistre un chiffre d'affaires en progression de + 15,6 % et de + 3,2 % à périmètre et change constants, soutenu par la croissance des volumes. L'EBITDA est en progression.

■ **En Italie**, le chiffre d'affaires consolidé est en hausse de + 26,0 %, soutenu par une progression des volumes vendus dans un contexte de marché encore déprimé, et reflète l'impact de conditions climatiques clémentes au premier et au dernier trimestre. Si les prix de vente enregistrent une hausse en rythme séquentiel, celle-ci n'a pas été suffisante pour compenser la forte contraction observée au cours de l'année 2010. Sur ces bases, le Groupe affiche un EBITDA positif de près de 2 millions d'euros sur l'ensemble de l'année. Il est à noter que l'EBITDA s'est inscrit en forte amélioration au cours du second semestre par rapport au premier semestre 2011.

2.2.3. Compte de résultat États-Unis

(en millions d'euros)	2011	2010	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA consolidé	165	168	- 1,5 %	+ 3,3 %
EBITDA	(9)	(6)	- 55,7 %	- 63,3 %
EBIT	(39)	(37)	- 6,0 %	- 11,2 %

Le chiffre d'affaires consolidé aux États-Unis enregistre un repli de - 1,5 % en données publiées mais une croissance de + 3,3 % à périmètre et taux de change constants. Cette performance résulte d'un second semestre qui a bénéficié d'une légère amélioration du marché de la construction après un premier semestre affecté par un contexte économique dégradé et par des conditions météorologiques défavorables tant en Alabama qu'en Californie.

Dans ce contexte difficile, le Groupe a enregistré un EBITDA de - 9 millions d'euros en 2011, contre - 6 millions d'euros en 2010.

■ **Dans l'activité Ciment**, le chiffre d'affaires consolidé recule de - 8,5 %, et de - 4,0 % à périmètre et change constants, affecté par un niveau de prix en baisse par rapport à celui affiché au cours de 2010, et plus particulièrement en Alabama. Toutefois les prix sont globalement stables en base séquentielle en Californie. Quant aux volumes vendus, ceux-ci affichent une hausse de plus de + 3 %, soutenus par

une solide progression en Californie et des volumes stables dans le Sud-Est. Il est à noter que le chiffre d'affaires opérationnel est quant à lui quasi-stable (- 0,6 %) à périmètre et change constants. Cette performance résulte d'un second semestre 2011 qui a bénéficié d'une légère amélioration du marché de la construction après un premier semestre difficile tant en Alabama qu'en Californie. Dans un contexte marqué par trois années de crise économique, l'EBITDA du Groupe dans cette activité est resté négatif.

■ **Dans l'activité Béton**, le chiffre d'affaires consolidé est en progression de + 1,5 % et de + 6,5 % à taux de change constant. Cette performance s'explique par une solide hausse des volumes vendus, tant dans le Sud-Est qu'en Californie, qui a permis de pleinement compenser des prix de vente en baisse par rapport à 2010. Néanmoins, avec des niveaux de volumes et de prix de vente qui restent particulièrement bas, le Groupe a enregistré dans cette activité aux États-Unis un EBITDA négatif.

2.2.4. Compte de résultat Turquie, Inde et Kazakhstan

(en millions d'euros)	2011	2010	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA consolidé	348	256	+ 36,2 %	+ 35,3 %
EBITDA	74	39	+ 91,5 %	+ 89,5 %
EBIT	44	18	+ 140,0 %	+ 134,8 %

En Turquie, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 195 millions d'euros sur 2011, en baisse de - 6,5 % mais en progression de + 9,3 % à périmètre et taux de change constants. Malgré un léger ralentissement du marché de la construction entamé au printemps 2011, les volumes de vente restent bien orientés, portés par le dynamisme de l'activité Ciment, particulièrement pour les projets d'infrastructures et commerciaux. Dans ce contexte, les prix de vente enregistrent une solide progression. Compte tenu de ces éléments, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel est en hausse de 360 points de base à 21,2 %.

■ **Dans l'activité Ciment**, malgré le léger ralentissement du marché de la construction précédemment évoqué, les volumes de vente sont restés bien orientés, portés par le dynamisme des marchés d'infrastructures et commerciaux. Ainsi le chiffre d'affaires consolidé est en progression de + 1,0 % et de + 18,1 % à périmètre et taux de change constants. Le chiffre d'affaires opérationnel est quant à lui en progression de plus de + 13 % à périmètre et taux de change constants. Cette bonne performance est le fruit d'une solide progression du prix moyen de vente sur l'ensemble de cette période, soutenue par un mix géographique favorable. Les volumes sont quasiment stables en 2011 par rapport à 2010, avec une légère hausse des

volumes vendus sur le marché domestique, compensant la baisse sensible enregistrée à l'export. Cette évolution est en ligne avec la stratégie du Groupe visant à tirer pleinement profit du dynamisme de ses marchés locaux. Compte tenu de ces éléments, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel poursuit sa forte amélioration.

■ **Dans l'activité Béton & Granulats** le chiffre d'affaires consolidé est en baisse de - 15,8% et de - 1,5 % à périmètre et change constants. Les volumes vendus sont en forte baisse tant dans le béton que dans les granulats en raison d'un effet de base de comparaison défavorable, le Groupe ayant bénéficié en 2010 de travaux d'infrastructure exceptionnels. Conformément à la stratégie du Groupe visant une amélioration de ses prix de vente, ces derniers enregistrent une forte progression et ont presque permis de compenser la baisse des volumes. Dans ce contexte, et compte tenu des efforts de réduction de coûts entrepris, l'EBITDA généré par cette activité en Turquie est en légère progression par rapport à 2010.

En Inde, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires de 126,4 millions d'euros en 2011, comparé à 47,3 millions d'euros pour la période du 1er mai 2010 (date d'intégration de Bharathi Cement) au 31 décembre 2010. La croissance organique s'élève à + 90 %.

Dans un contexte de marché qui reste marqué par une situation de surcapacité temporaire et une progression de la demande moins soutenue qu'anticipée par le marché, Bharathi Cement poursuit son plan de déploiement conformément aux attentes du Groupe. Avec plus de 2 millions de tonnes de ciment vendues, Vicat a enregistré sur la période une excellente performance. Quant aux prix de vente, ceux-ci affichent une solide hausse de près de + 40 % sur l'exercice 2011. Ce succès valide le bien fondé de la stratégie du Groupe qui s'appuie sur une marque bénéficiant d'une forte notoriété et sur un réseau de distribution solide couvrant l'ensemble du sud de l'Inde, et notamment les zones rurales.

La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 25,1 % sur l'exercice, contre 9,9 % en 2010, soutenue par la montée en puissance rapide de la production, par la hausse des prix de vente et par les excellentes performances techniques de l'usine de Bharathi Cement.

Au Kazakhstan, Vicat poursuit sa montée en puissance industrielle et commerciale démarrée au 1er avril 2011 à un rythme soutenu en ligne avec les attentes du Groupe. Les volumes de ciment vendus sur cette période se portent à plus de 500 000 tonnes, et ce dans un environnement prix favorable. Sur ces bases, le chiffre d'affaires s'est établi à 26,9 millions d'euros sur la période.

Dans ce contexte, le Groupe a généré un EBITDA positif légèrement supérieur à 1 million d'euros sur l'exercice.

2.2.5. Compte de résultat Afrique et Moyen-Orient

(en millions d'euros)	2011	2010	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA consolidé	411	441	- 6,8 %	- 3,1 %
EBITDA	122	202	- 39,2 %	- 36,9 %
EBIT	86	165	- 48,0 %	- 46,0 %

Dans la région Afrique et Moyen-Orient, le chiffre d'affaires consolidé au 30 décembre 2011 s'établit à 411 millions d'euros en recul de - 6,8 % et de - 3,1 % à périmètre et taux de change constants. Le dynamisme de l'activité du Groupe en Afrique de l'Ouest a permis de compenser en partie la baisse sensible du marché égyptien affecté par les événements intervenus en début d'année et par la situation complexe qui en a découlé.

La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 29,2 % en 2011 contre 45,5 % en 2010. Cette dégradation traduit pour l'essentiel la très forte baisse de marge enregistrée en Égypte, sous les effets conjugués de la baisse d'activité (volumes et prix de vente), de l'augmentation sensible des coûts de production, et enfin de l'impact d'un élément non récurrent positif de 18 millions d'euros perçu en 2010 et correspondant à la révision rétroactive de la taxe sur le ciment en Égypte.

■ **En Égypte**, le chiffre d'affaires consolidé affiche un recul de - 33,3 % et de - 26,4 % à périmètre et taux de change constants. Ce repli résulte d'une contraction d'environ - 15 % des volumes et des prix de vente. Cette évolution s'explique essentiellement par les événements politiques du début d'année qui ont impacté les conditions de marché et d'exploitation. En effet, la situation actuelle, et en particulier les problèmes de sécurité associés, a engendré un certain nombre de surcoûts, notamment énergétiques et d'exploitation des carrières.

Sur ces bases, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel enregistre une dégradation particulièrement forte. Dans ces conditions l'EBITDA généré en Égypte en 2011 a baissé des deux tiers par rapport à 2010, incluant l'impact de l'élément non récurrent. Néanmoins, le Groupe reste confiant quant à l'évolution du marché égyptien à

moyen et plus long terme et en sa capacité à pleinement bénéficier de sa croissance.

■ **Sur la zone Afrique de l'Ouest** le chiffre d'affaires progresse de + 19,0 % et de + 19,6 % à périmètre et taux de change constants. Cette progression résulte d'une croissance sensible des volumes de ciment vendus. Le prix de vente moyen sur l'ensemble de la région est en légère baisse essentiellement en raison d'un mix défavorable mais conforme à la stratégie de diversification géographique

menée par le Groupe et de la forte progression des ventes à l'export qui en découle. L'EBITDA affiche une solide progression, malgré une marge d'EBITDA en retrait de 330 points de base essentiellement en raison de l'augmentation des coûts de transports et du coût de l'électricité affecté par des problèmes d'approvisionnement en gaz, contraignant le Groupe à utiliser temporairement des sources de production électrique alternatives plus coûteuses.

2.3. COMPTE DE RÉSULTAT DU GROUPE PAR ACTIVITÉ

2.3.1. Activité Ciment

(en millions d'euros)	2011	2010	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre et taux de change constants
Volume (kt)	18 035	16 179	+ 11,5 %	
CA opérationnel	1 356	1 224	+ 10,7 %	+ 10,4 %
CA consolidé	1 138	1 033	+ 10,1 %	+ 9,5 %
EBITDA	380	413	- 8,0 %	- 8,5 %
EBIT	261	303	- 13,8 %	- 14,7 %

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Ciment est en hausse de + 10,1 % et de + 9,5 % à périmètre et taux de change constants. Les volumes ont quant à eux augmenté sur la période de + 11,5 %.

L'EBITDA s'établit à 380 millions d'euros, en baisse de - 8,5 % à périmètre et taux de change constants. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel est en baisse à 28,0 % contre 33,7 % en 2010. Cette contraction résulte pour l'essentiel de la forte baisse de la profitabilité en Égypte et de l'effet dilutif du Kazakhstan compte tenu de la montée en puissance progressive de l'activité dans ce pays.

2.3.2. Activité Béton et Granulats

(en millions d'euros)	2011	2010	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre et taux de change constants
Volume Béton (km ³)	7 969	7 749	+ 2,8 %	
Volume Granulats (kt)	22 219	20 766	+ 7,0 %	
CA opérationnel	854	752	+ 13,5 %	+ 8,4 %
CA consolidé	818	716	+ 14,2 %	+ 8,5 %
EBITDA	78	62	+ 24,9 %	+ 13,8 %
EBIT	30	19	+ 61,4 %	+ 32,4 %

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Béton & Granulats est en hausse de + 14,2 % et de + 8,5 % à périmètre et change constants. Les volumes de béton livrés ont augmenté de + 2,8 % sur la période et les volumes de granulats de + 7 %.

Compte tenu de l'amélioration de l'environnement observé dans cette activité, d'une évolution des prix plus favorable et des efforts de réduction de coûts consentis par le Groupe au cours des exercices précédents, l'EBITDA s'inscrit en hausse de + 24,9 % et de + 13,8 % à périmètre et taux de change constants. Ainsi, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel est en progression, s'affichant à 9,1 % contre 8,3 % en 2010.

2.3.3. Activité Autres Produits et Services

(en millions d'euros)	2011	2010	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre et taux de change constants
CA opérationnel	391	333	+ 17,3 %	+ 13,5 %
CA consolidé	310	264	+ 17,4 %	+ 12,4 %
EBITDA	33	29	+ 14,8 %	+ 8,1 %
EBIT	18	16	+ 17,3 %	+ 10,3 %

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Autres Produits & Services enregistre une hausse de + 17,4 % et de + 12,4 % à périmètre et change constants.

L'EBITDA s'établit à 33,4 millions d'euros, en progression de + 14,8 % par rapport à 2010, et de + 8,1 % à périmètre et taux de change constants.

III. ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE

A l'issue de l'exercice 2011, le Groupe présente une structure financière solide qui peut être caractérisée par les indicateurs suivants :

(en millions d'euros)	2011	2010	Évolution
Dettes financières brutes	1 436	1 284	+ 152
Trésorerie	(359)	(296)	+ 63
Dettes Financières Nettes (hors option)	1 077	988	+ 89
Capitaux Propres consolidés	2 461	2 557	(96)
<i>Ratio d'endettement « gearing »</i>	43,8 %	38,6 %	
EBITDA	491,9	504,3	
<i>Ratio de « leverage »</i>	x 2,19	x 1,96	

Les contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers. Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées, pour l'essentiel Vicat SA société mère du Groupe, du faible niveau de l'endettement net représentant 43,8 % des capitaux propres consolidés (« gearing ») et 2,19 fois l'EBITDA consolidé (« leverage »), et de la liquidité du bilan du Groupe, l'existence de ces « covenants » ne constitue pas un risque sur la situation financière du Groupe. Au 31 décembre 2011, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les « covenants » contenus dans les contrats de financement.

Le Groupe a annoncé le 12 janvier 2011 avoir émis 450 millions de dollars US et 60 millions d'euros de dette obligataire par le biais d'un placement privé sur le marché américain (USPP / United States Private Placement).

Cette opération, largement sursouscrite, illustre la volonté du Groupe de maintenir une bonne diversification de ses sources de financement et de rallonger la maturité de sa dette. Le Groupe a par ailleurs renouvelé par anticipation pour une durée de 5 ans et à des conditions plus favorables, une ligne de crédit syndiquée arrivant à maturité en juillet 2012.

Ces deux opérations ont permis de rallonger de manière significative la maturité moyenne de la dette du Groupe. Celle-ci s'établit ainsi à 5 années à l'issue de ces opérations contre un peu plus de 2 ans avant celles-ci.

COMMENTAIRES SUR LES CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

Évolution de la structure financière

Au 31 décembre 2011, le Groupe dispose des lignes de financements confirmées, utilisées et/ou disponibles suivantes :

Type de ligne	Emprunteur	Année de mise en place	Autorisation en millions				Échéance	Taux Fixe (TF) / Taux variable (TV)
			Devise	Devises	€	Utilisation (M€)		
Placement Privé US	Vicat SA	2003	\$	240,0	211,9	211,9	2013 à 2015	TV/TF
	Vicat SA	2011	\$	450,0	339,2	339,2	2017 à 2022	TF
	Vicat SA	2011	€	60,0	60	60,0	2017	TF
Crédit Syndiqué	Vicat SA	2011	€	480,0	480	*	2016	TV
Lignes bilatérales bancaires	Vicat SA	2009	€	240,0	240	*	2014	TV
	Vicat SA	sans	€	11,0	11	*	Sans	TV
Total lignes bancaires ⁽¹⁾	Vicat SA		€	731,0	731	458,0	2014 à 2016	TV
	Sococim	2009	FCFA	30 000,0	45,7	24,4	2012	TF
	CMM	2007	FCFA	100,0	0,2	0,2	2010 à 2012	TF
(Club Deal)	SCC	2007	EGP	300,0	38,4	0,0	2012	TV
	Vigier	2009	CHF	21,0	17,3	17,3	2012 à 2019	TF
	Vigier	2011	CHF	55,0	45,2	45,2	2012 à 2014	TF
	Jambyl	2008	\$	50,0	38,6	38,6	2012 à 2018	TV
	Jambyl	2008	\$	88,0	68	68,0	2012 à 2015	TV
	VSCL	2011	\$	70,0	47,1	33,0	2014 à 2021	TF
	VSCL	2011	€	83,8	77	56,0	2014 à 2021	TF
	VSCL	2011	€	55,0	50,4	36,7	2014 à 2018	TF
Total prêts ou lignes bilatérales filiales				428,0	319,3			
Juste valeur des dérivés						(17,1)		
Total moyen terme				1 770,1	1 371,3			
Autres dettes						64,8		
Total endettement brut ⁽²⁾				1 770,1	1 436,1			

(1) La ligne « Total ligne bancaires » correspond à l'ensemble des lignes de crédit confirmées, pour l'essentiel sur une durée de un ou cinq ans à l'origine, dont bénéficie la Société et dont le montant autorisé s'élève à 731 millions d'euros. Ces lignes sont utilisées en fonction des besoins de financement de la Société, par tirage de billets et en couverture du risque de liquidité du programme de billets de trésorerie, sachant que le montant total des tirages et des billets émis ne doit pas excéder le total autorisé. Au 31 décembre 2011, les lignes bilatérales bancaires de 240 millions d'euros ne sont pas utilisées. La ligne de crédit syndiqué est utilisée à hauteur de 458 millions d'euros dont une partie (208 millions d'euros) en couverture des billets de trésorerie. Compte tenu de la capacité de substitution de ces lignes de crédit entre elles et de la possible réaffectation des tirages sur la ligne la plus longue, cette information est présentée globalement.

(2) Le montant de l'endettement brut utilisé n'inclut pas la dette relative aux options de vente (20,4 millions d'euros).

Le Groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 381 millions d'euros au 31 décembre 2011 (304 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Le Groupe dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 300 millions d'euros. Au 31 décembre 2011, le montant des billets émis s'élève à 208 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme telles en dettes à moyen terme dans le bilan consolidé.

Sur la dette financière brute du Groupe d'un montant de 1 436 M€, la part à taux fixe s'élève à 906 M€ au 31 décembre 2011. Compte tenu d'opérations de couverture réalisées à hauteur de 387 millions d'euros (caps), le montant de la dette à taux variable non couverte ressort à 143 M€. Cette part de dette non couverte tient compte de l'existence d'excédents de trésorerie disponibles (359 M€), et correspond essentiellement à la dette située sur un marché pour lequel les instruments de couverture ne sont pas toujours disponibles.

IV. PERSPECTIVES 2012

Sur l'exercice 2012, le Groupe souhaite fournir des éléments d'appréciation sur ses différents marchés :

- **En France**, en 2012, le Groupe s'attend, hors effets des conditions climatiques, à une très légère baisse des volumes vendus dans un environnement prix favorable.
- **En Suisse**, l'environnement devrait rester globalement favorable hors effets des conditions climatiques, avec des volumes stables et des niveaux de prix attendus en légère amélioration.
- **En Italie**, le Groupe anticipe une amélioration de la situation après une année 2011 difficile. Néanmoins, compte tenu des niveaux actuels de consommation de ciment, les volumes devraient progressivement se stabiliser et les prix de vente remonter.
- **Aux Etats-Unis**, le Groupe anticipe une amélioration très progressive sur ses marchés, tant en terme de volumes que de prix.
- **En Turquie**, l'amélioration de l'environnement sectoriel enregistrée en 2011 devrait se poursuivre en 2012 malgré un contexte macroéconomique plus tendu. Dans ce contexte, le Groupe devrait être en mesure de tirer pleinement profit de l'efficacité de son outil industriel en s'appuyant sur les investissements réalisés dans le cadre du plan « Performance 2010 ».
- **En Égypte**, en dépit d'une situation qui devrait rester fragile notamment au premier semestre, le marché reste porteur en terme de volumes et devrait évoluer dans un environnement prix plus favorable mais dans un contexte

opérationnel qui restera complexe. Le Groupe est confiant quant à l'évolution positive du marché égyptien à moyen et long terme.

- **En Afrique de l'Ouest**, dans un environnement de marché qui devrait rester globalement favorable, le Groupe poursuivra son déploiement commercial sur l'ensemble de la région Afrique de l'Ouest, fort d'un outil industriel modernisé et performant, notamment en raison de l'arrivée d'un nouveau concurrent au Sénégal attendu au cours du second semestre 2012 qui pourrait avoir un impact négatif sur ce marché.
- **En Inde**, la montée en puissance de Bharathi Cement devrait se poursuivre conformément aux attentes du Groupe. Par ailleurs, le démarrage progressif des ateliers de l'usine de Vicat Sagar au cours du second semestre permettra de faire émerger deux acteurs importants dans le sud de l'Inde sur des marchés complémentaires et qui pourront s'appuyer sur de fortes synergies opérationnelles, avec une capacité nominale totale de plus de 7 millions de tonnes.
- **Au Kazakhstan**, fort d'un bon positionnement géographique et d'un outil industriel des plus performants, le Groupe devrait progressivement tirer pleinement profit d'un marché qui devrait bénéficier d'une solide croissance du secteur de la construction et des infrastructures, dans un environnement prix qui devrait être bien orienté.

Dans cet environnement, Vicat poursuivra sa stratégie de développement associant croissance de son activité et de ses résultats opérationnels, tout en réduisant progressivement son niveau d'endettement.



Comptes consolidés au 31 décembre 2011

État de la situation financière consolidée	65
Compte de résultat consolidé	66
État du résultat global consolidé	67
État des flux de trésorerie consolidés	68
État de variation des capitaux propres consolidés	69
Annexe aux comptes consolidés 2011	70
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	106

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2011

(en milliers d'euros)	Notes	2011	2010
ACTIF			
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	3	1 000 195	1 031 189
Autres immobilisations incorporelles	4	100 789	101 496
Immobilisations corporelles	5	2 218 465	2 179 837
Immeubles de placement	7	19 089	18 086
Participations dans des entreprises associées	8	37 900	38 536
Actifs d'impôts différés	25	2 104	2 553
Créances et autres actifs financiers non courants	9	82 899	83 229
Total des actifs non courants		3 461 441	3 454 926
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	10	360 104	356 521
Clients et autres débiteurs	11	349 994	302 801
Actifs d'impôts exigibles		16 685	10 622
Autres créances	11	144 857	145 422
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	359 404	296 176
Total des actifs courants		1 231 044	1 111 542
Total de l'actif		4 692 485	4 566 468

(en milliers d'euros)	Notes	2011	2010
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
Capital	13	179 600	179 600
Primes		11 207	11 207
Réserves consolidées		1 920 957	1 950 172
Capitaux propres part du Groupe		2 111 764	2 140 979
Intérêts minoritaires		349 054	416 123
Total capitaux propres		2 460 818	2 557 102
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	14	52 631	49 737
Autres provisions	15	78 370	87 103
Dettes financières et options de vente	16	1 350 415	1 203 963
Impôts différés passifs	25	171 429	146 458
Autres passifs non courants		21 762	22 808
Total des passifs non courants		1 674 607	1 510 069
PASSIFS COURANTS			
Provisions	15	10 911	10 168
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	16	106 092	90 515
Fournisseurs et autres créditeurs		241 862	238 587
Passifs d'impôts exigibles		16 088	9 496
Autres dettes	18	182 107	150 531
Total des passifs courants		557 060	499 297
Total des passifs		2 231 667	2 009 366
Total capitaux propres et passifs		4 692 485	4 566 468

**COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ
DE L'EXERCICE 2011**

(en milliers d'euros)	Notes	2011	2010
CHIFFRE D'AFFAIRES	19	2 265 472	2 013 659
Achats consommés		(1 395 552)	(1 182 523)
VALEUR AJOUTÉE	1.22	869 920	831 136
Charges de personnel	20	(353 022)	(324 532)
Impôts, taxes et versements assimilés		(45 679)	(45 055)
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	1.22 & 23	471 219	461 549
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations	21	(167 142)	(158 485)
Autres produits et charges	22	(2 329)	30 442
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	23	301 748	333 506
Coût de l'endettement financier net	24	(40 419)	(25 258)
Autres produits financiers	24	31 324	6 655
Autres charges financières	24	(34 800)	(8 747)
RÉSULTAT FINANCIER	24	(43 895)	(27 350)
Quote-part dans les résultats des sociétés associées	8	1 572	2 680
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		259 425	308 836
Impôts sur les résultats	25	(66 297)	(44 595)
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		193 128	264 241
Part attribuable aux intérêts minoritaires		29 521	61 505
PART ATTRIBUABLE AU GROUPE		163 607	202 736
EBITDA	1.22 & 23	490 938	504 294
EBIT	1.22 & 23	309 490	336 942
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT		363 030	408 912
Résultat par action (en euros)			
Résultat net part du groupe de base et dilué par action	13	3,64	4,52

**ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ
DE L'EXERCICE 2011**

(en milliers d'euros)

	2011	2010
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	193 128	264 241
Ecarts de conversion	(123 653)	116 427
Couverture des flux de trésorerie	8 892	5 308
Impôts sur les autres éléments du résultat global	(4 191)	(1 828)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (APRÈS IMPÔT)	(118 952)	119 907
RÉSULTAT GLOBAL	74 176	384 148
Part attribuable aux intérêts minoritaires	(3 410)	68 350
PART ATTRIBUABLE AU GROUPE	77 586	315 798

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

(en milliers d'euros)	2011			2010		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Ecarts de conversion	(123 653)	-	(123 653)	116 427	-	116 427
Couverture des flux de trésorerie	8 892	(4 191)	4 701	5 308	(1 828)	3 480
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (APRÈS IMPÔT)	(114 761)	(4 191)	(118 952)	121 735	(1 828)	119 907

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2011

(en milliers d'euros)	Notes	2011	2010
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat net consolidé		193 128	264 241
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		(1 572)	(2 680)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		2 586	135
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- amortissements et provisions		173 457	166 443
- impôts différés		(1 296)	(12 394)
- plus ou moins values de cession		(1 980)	(7 942)
- gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(1 116)	1 184
- autres		(177)	(75)
Capacité d'autofinancement		363 030	408 912
Variation du besoin en fonds de roulement		(11 186)	(6 192)
Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles ⁽¹⁾	27	351 844	402 720
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		(280 878)	(321 265)
- immobilisations financières		(10 695)	(22 467)
Encaissements liés à des cessions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		11 703	17 678
- immobilisations financières		2 954	9 202
Incidence des variations de périmètre		(23 725)	(224 952)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	28	(300 641)	(541 804)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés		(122 031)	(83 584)
Augmentations de capital		6 556	9 729
Emissions d'emprunts		212 860	698 176
Remboursement d'emprunts		(64 089)	(424 106)
Acquisitions d'actions propres		(17 307)	(22 749)
Cessions - attributions d'actions propres		17 348	27 320
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		33 337	204 786
Incidence des variations de cours des devises		(27 233)	7 993
Variation de la trésorerie		57 307	73 695
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture	29	286 706	213 011
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	29	344 013	286 706

(1) Dont flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat : (64 837) milliers d'euros en 2011 et (46 910) milliers d'euros en 2010.
Dont flux de trésorerie provenant des intérêts décaissés et encaissés : (33 510) milliers d'euros en 2011 et (19 392) milliers d'euros en 2010.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Auto - contrôle	Réserves conso- lidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minori- taires	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2009	179 600	11 207	(89 616)	1 874 368	(93 370)	1 882 189	199 384	2 081 573
Résultat annuel				202 736		202 736	61 505	264 241
Autres éléments du résultat global				3 480	109 582	113 062	6 845	119 907
<i>Résultat global</i>				<i>206 216</i>	<i>109 582</i>	<i>315 798</i>	<i>68 350</i>	<i>384 148</i>
Dividendes distribués				(65 875)		(65 875)	(17 998)	(83 873)
Variation nette des actions propres			4 319	166		4 485		4 485
Variations de périmètre						0	150 381	150 381
Augmentation de capital				4 529		4 529	19 573	24 102
Autres variations				(147)		(147)	(3 567)	(3 714)
Au 31 décembre 2010	179 600	11 207	(85 297)	2 019 257	16 212	2 140 979	416 123	2 557 102
Résultat annuel				163 607		163 607	29 521	193 128
Autres éléments du résultat global				6 243	(92 264)	(86 021)	(32 931)	(118 952)
<i>Résultat global</i>				<i>169 850</i>	<i>(92 264)</i>	<i>77 586</i>	<i>(3 410)</i>	<i>74 176</i>
Dividendes distribués				(65 946)		(65 946)	(56 323)	(122 269)
Variation nette des actions propres			1 407	(896)		511		511
Variations de périmètre				(24 182)		(24 182)	(9 040)	(33 222)
Augmentation de capital				(6 560)		(6 560)	11 774	5 214
Autres variations				(10 624)		(10 624)	(10 070)	(20 694)
Au 31 décembre 2011	179 600	11 207	(83 890)	2 080 899	(76 052)	2 111 764	349 054	2 460 818

Les réserves de conversion groupe au 31 décembre 2011 se ventilent comme suit par devises (en milliers d'euros) :

Dollar	773
Franc suisse	130 234
Livre turque	(85 736)
Livre égyptienne	(29 133)
Tengué kazakh	(27 169)
Ouguiya mauritanien	(3 369)
Roupie indienne	(61 652)
	<u>(76 052)</u>

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS 2011

Note 1	Principes comptables et méthodes d'évaluation	71
Note 2	Variations de périmètre et autres faits marquants	77
Note 3	Goodwill	78
Note 4	Autres immobilisations incorporelles	80
Note 5	Immobilisations corporelles	80
Note 6	Contrats de location financement et crédit bail	81
Note 7	Immeubles de placement	82
Note 8	Participations dans les entreprises associées	82
Note 9	Créances et autres actifs non courants	83
Note 10	Stocks et encours	83
Note 11	Créances	84
Note 12	Trésorerie et équivalents de trésorerie	84
Note 13	Capital social	85
Note 14	Avantages au personnel	85
Note 15	Autres provisions	88
Note 16	Dettes financières et options de vente	89
Note 17	Instruments financiers	91
Note 18	Autres dettes	93
Note 19	Chiffre d'affaires	93
Note 20	Charges de personnel et effectifs	93
Note 21	Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations	93
Note 22	Autres produits et charges	94
Note 23	Indicateurs de performance	94
Note 24	Résultat financier	94
Note 25	Impôts sur les résultats	95
Note 26	Information sectorielle	97
Note 27	Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles	99
Note 28	Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	99
Note 29	Composition de la trésorerie nette	100
Note 30	Rémunération des dirigeants	100
Note 31	Transactions avec les entreprises liées	100
Note 32	Honoraires versés aux commissaires aux comptes	101
Note 33	Evènements postérieurs à la clôture	101
Note 34	Liste des principales sociétés retenues pour la consolidation au 31 décembre 2011	102

Note 1 ▼ Principes comptables et méthodes d'évaluation

1.1. Déclaration de conformité

Conformément au règlement européen n° 1606 / 2002 du Parlement européen du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les états financiers consolidés de Vicat sont établis, depuis le 1^{er} janvier 2005 conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Les normes retenues comme principes comptables de référence sont celles applicables à la date du 31 décembre 2011.

Les normes, interprétations et amendements publiés par l'IASB, mais non encore entrés en vigueur au 31 décembre 2011 n'ont pas été appliqués par anticipation dans les comptes consolidés du Groupe à la clôture. Il s'agit principalement d'IFRS 7 relative aux informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers et des amendements IAS1 concernant la présentation des autres éléments du résultat global.

Les comptes consolidés du 31 décembre présentent des informations comparatives pour l'exercice antérieur, établies selon le même référentiel IFRS. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011 sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels 2010, à l'exception des nouvelles normes d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2011 sans incidence significative sur les comptes consolidés 2011. Sont concernées principalement la norme IAS 24 révisée concernant les informations à fournir au titre des transactions avec les parties liées et les Annual improvements.

Ces comptes ont été définitivement arrêtés et approuvés par le Conseil d'administration le 8 mars 2012, et seront soumis à l'Assemblée Générale du 4 mai 2012 pour approbation.

1.2. Base de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

L'état du résultat global consolidé est présenté par nature en deux tableaux distincts : le compte de résultat et les autres éléments du résultat global.

Les postes de l'état de la situation financière consolidée sont présentés selon la classification actifs courants / actifs non courants et passifs courants / passifs non courants, en fonction de leur exigibilité (correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an). L'état des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte.

Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à la juste valeur : les instruments financiers dérivés, les actifs détenus à des fins de transaction, les actifs disponibles à la vente, la part des actifs et passifs faisant l'objet d'une opération de couverture.

Les principes et méthodes comptables exposées ci-après ont été appliqués de manière permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

L'établissement des comptes consolidés selon les normes IFRS implique qu'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses soient faites par la direction du Groupe, ayant une incidence directe sur les états financiers. Ces estimations reposent sur la continuité de l'exploitation et sont établies en fonction des éléments disponibles à la date de leur réalisation. Elles concernent principalement les hypothèses retenues pour :

- l'évaluation des provisions (notes 1.17 et 15), en particulier celles pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (notes 1.15 et 14),
- l'évaluation des options de vente consenties à des tiers sur actions de filiales consolidées (notes 1.16 et 16),
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur (notes 1.14 et 17),
- les évaluations retenues pour la réalisation des tests de perte de valeur (notes 1.4, 1.11 et 3),
- la définition du traitement comptable à appliquer en l'absence de norme définitive (notes 1.7 et 4 relatives aux quotas d'émission).

Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, dès que les circonstances le justifient, à minima à chaque clôture, et les éléments concernés des états financiers sont actualisés en conséquence.

1.3. Principes de consolidation

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la société acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les résultats des sociétés acquises ou cédées en cours d'exercice sont retenus dans le compte de résultat consolidé pour la période postérieure ou antérieure, selon le cas, à la date d'acquisition ou de cession.

La consolidation est réalisée à partir des comptes annuels des sociétés arrêtés au 31 décembre et retraités, s'il y a lieu, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les soldes et toutes les transactions internes significatives sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Filiales :

Les sociétés dans lesquelles le groupe Vicat a le pouvoir de contrôle, seul, directement ou indirectement, sont consolidées par intégration globale.

Coentreprises :

Les coentreprises, dont le contrôle est partagé et qui font l'objet d'une exploitation en commun par un nombre limité d'actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Entreprises associées :

Les participations sur lesquelles Vicat exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les *goodwills* dégagés lors de l'acquisition de

ces participations sont présentés sur la ligne « titres mis en équivalence ».

La liste des principales sociétés retenues pour la consolidation au 31 décembre 2011 figure dans la note 34.

1.4. Regroupement d'entreprises - Goodwill

À compter du 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en application des normes IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels ». Ces normes révisées étant d'application prospective, elles sont sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010.

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010 :

Ils sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le *goodwill* représente la différence entre le coût d'acquisition des titres de la société acquise et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition. Les *goodwills* issus des regroupements d'entreprises effectués à compter du 1^{er} janvier 2004 sont évalués dans la devise de l'entreprise acquise. En application de l'option offerte par IFRS1, les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition du 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été retraités et les *goodwills* y afférent ont été maintenus pour leur valeur nette figurant au bilan établi selon les principes français au 31 décembre 2003.

En cas d'excédent de la quote-part d'intérêts dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport au coût (« *goodwill* négatif »), la totalité de cet excédent résiduel est constatée dans le résultat de l'exercice d'acquisition, sauf en cas d'acquisition d'intérêts minoritaires d'une entreprise déjà intégrée globalement, pour lesquels cet excédent est constaté dans les capitaux propres.

Les valeurs des actifs et passifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises doivent être déterminées de manière définitive dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Ces valeurs peuvent donc faire l'objet d'ajustement lors des clôtures de comptes intervenant durant ce délai.

Les intérêts minoritaires sont évalués sur la base de leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets acquis. Lorsque le regroupement s'effectue par achats successifs, chaque transaction significative est traitée séparément et donne lieu à une évaluation des actifs et passifs acquis et à la détermination d'un *goodwill*.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010 :

La norme IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises », d'application obligatoire pour les regroupements réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010, a introduit principalement les

modifications suivantes par rapport à la précédente norme IFRS 3 (avant révision) :

- la détermination du *goodwill* en une seule fois, lors de la prise de contrôle.

Le Groupe a alors le choix, pour chaque regroupement d'entreprise, lors de la prise de contrôle, d'évaluer les intérêts minoritaires :

- soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (option du *goodwill* « partiel »),

- soit à leur juste valeur (option du *goodwill* « complet »).

L'évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part attribuable à ces intérêts minoritaires, se traduisant par la constatation d'un écart d'acquisition dit « complet ».

- la comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition, tout ajustement ultérieur survenant au-delà du délai d'affectation de 12 mois à compter de la date d'acquisition étant comptabilisé en résultat.

- la constatation des coûts liés au regroupement d'entreprise en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

- dans le cas des regroupements réalisés par étapes, lors de la prise de contrôle, la réévaluation de la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et la comptabilisation de l'éventuel profit ou perte qui en découle en résultat.

Conformément à IAS 36 (cf. note 1.11), les *goodwills* font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation, consistant à comparer leur valeur nette comptable à leur valeur d'utilité déterminée sur la base d'une méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés. Lorsque cette dernière s'avère inférieure à la première, une dépréciation correspondant à la perte de valeur ainsi déterminée est constatée.

1.5. Monnaies étrangères

Transactions en monnaies étrangères :

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change de clôture de l'exercice et les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères :

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe libellés en devises étrangères, et ne faisant pas l'objet de couverture, sont convertis en euros, en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture, les produits et charges du compte de résultat et les flux du tableau des flux de trésorerie en appliquant le cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en capitaux propres.

En cas de cession ultérieure, le montant cumulé des écarts de change afférents à l'investissement net cédé libellé en devise étrangère est constaté en résultat. En application de l'option offerte par IFRS1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition ont été reclassés en report à nouveau à cette date. Ils ne donneront pas lieu à comptabilisation en résultat en cas de cession ultérieure de ces investissements libellés en devise étrangère.

Les cours utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	Cours de clôture		Cours Moyen	
	2011	2010	2011	2010
USD	1,2939	1,3362	1,3917	1,3268
CHF	1,2156	1,2504	1,234	1,3823
EGP	7,819	7,7537	8,2503	7,4799
TRL	2,4432	2,0694	2,3351	1,9973
KZT	192,49	196,922	204,188	195,71
MRO	374,644	378,003	395,669	370,186
INR	68,713	59,758	64,8669	60,6318

1.6. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles (brevets, droits et logiciels principalement) sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Ce coût comprend le coût d'acquisition ou de production et tous les autres coûts directement attribuables engagés pour l'acquisition ou la production de l'actif et pour sa mise en service. Les immobilisations à durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité (durée n'excédant pas 15 ans pour l'essentiel) selon le mode linéaire.

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges de l'exercice où elles sont encourues. Les frais de développement répondant aux critères d'activation définis par IAS 38 sont immobilisés.

1.7. Quotas d'émission

En l'absence de norme définitive de l'IASB concernant les quotas d'émission de gaz à effet de serre, le traitement comptable suivant a été retenu :

- les quotas alloués par l'Etat dans le cadre du Plan National d'Affectation des Quotas (PNAQ II) ne donnent lieu à aucune comptabilisation tant à l'actif qu'au passif (14 011 milliers de tonnes sur la période 2008-2012).
- seuls les quotas détenus en excédent des émissions réelles cumulées font l'objet d'une constatation à l'actif en autres immobilisations incorporelles à la clôture.
- la constatation des excédents, les ventes de quotas ainsi que les échanges de quotas (EUA) contre des Certificats de Réduction d'Emission (CER) sont constatés dans le résultat de l'exercice.

1.8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, en appliquant l'approche par composants prévue par IAS 16. Lorsqu'une immobilisation corporelle comporte des composants significatifs ayant une durée d'utilité différente, ceux-ci sont amortis sur leur durée d'utilité, selon le mode linéaire, à compter de leur date de mise en service.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes en fonction des catégories d'actifs concernés :

	Actifs ciment	Actifs béton granulats
Génie civil	15 à 30 ans	15 ans
Gros matériel	15 à 30 ans	10 à 15 ans
Equipements annexes	8 ans	5 à 10 ans
Electricité	15 ans	5 à 10 ans
Automatisme et instrumentations	8 ans	5 ans

Les terrains de carrière sont amortis en fonction des tonnages extraits dans l'année par comparaison aux réserves totales estimées.

Certains terrains de sociétés françaises acquis avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation, maintenue dans les comptes, dont l'impact sur les postes concernés n'est pas significatif.

Les intérêts d'emprunts supportés pour financer la réalisation des investissements pendant la période précédant leur mise en service sont immobilisés. Sont également capitalisées les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêts et dans la limite de la charge d'intérêts qui aurait été supportée au titre d'un emprunt en monnaie locale.

1.9. Contrats de location

Les contrats de location pour lesquels la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés par le bailleur au locataire, sont classés en contrats de location financement conformément à IAS17. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les biens détenus en vertu d'un contrat de location financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles pour le montant le plus bas de la juste valeur ou de la valeur actuelle des loyers minimum à la date de début des contrats et amortis sur la plus courte de la durée du contrat de location et de sa durée d'utilité, avec en contrepartie, la dette afférente au passif.

1.10. Immeubles de placement

Le Groupe comptabilise ses immeubles de placement au coût historique, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs pratiqués. Ils sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité (10 à 25 ans). La juste valeur de ses placements immobiliers est déterminée par les services dédiés du Groupe, principalement sur la base d'évaluations réalisées par capitalisation des loyers encaissés ou par référence aux prix du marché observés lors de transactions réalisées sur des biens comparables. Elle est présentée en annexe à chaque clôture annuelle.

1.11. Dépréciation d'actifs

Conformément à IAS 36, les valeurs comptables des actifs à durée de vie indéfinie sont revues à chaque clôture annuelle et en cours d'exercice en cas d'indice de perte de valeur. Pour les actifs à durée de vie définie, les valeurs sont revues seulement si des indices de pertes de valeur montrent une dépréciation probable.

Une perte de valeur doit être comptabilisée en charges au compte de résultat, dès lors que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée selon la méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés sur une durée de 10 ans. Cette durée est en phase avec l'intensité capitalistique des activités du Groupe et la longévité des outils industriels.

Les *cash flows* prévisionnels sont déterminés sur la base des éléments suivants inflatés puis actualisés :

- l'Ebitda issu du Plan Long Terme sur les 5 premières années, puis projeté jusqu'à l'année 10,
- les investissements de maintien,
- et la variation du Besoin en Fonds de Roulement.

Les flux de trésorerie projetés sont actualisés au coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC) avant impôts, conformément aux prescriptions de la norme IAS 36. Ce dernier est calculé par pays en tenant compte du coût de l'argent sans risque à long-terme, du risque de marché pondéré par un facteur de volatilité sectorielle, ainsi que d'une prime pays, reflétant les risques spécifiques du marché sur lequel opère l'UGT concernée.

En effet, lorsque qu'il n'est pas possible d'estimer la valeur d'utilité d'un actif isolé, celle-ci est appréciée au niveau de l'UGT à laquelle l'actif appartient dans la mesure où les installations industrielles, les produits et les marchés constituent un ensemble cohérent. L'analyse a ainsi été menée au niveau de chaque zone géographique / marché / activité, et les UGT ont été déterminées en fonction de l'existence ou non d'une intégration verticale entre les activités du Groupe exercées sur la zone concernée.

La valeur des actifs ainsi testée, à minima annuellement au niveau de chaque UGT, est composée des actifs non courants incorporels et corporels et du Besoin en Fonds de Roulement.

Ces tests de dépréciation sont sensibles aux hypothèses retenues pour chaque UGT, principalement en matière :
 - de taux d'actualisation, tel que précédemment défini,
 - de taux d'inflation, devant refléter l'évolution des prix de vente et des coûts futurs attendus.

Des tests de sensibilité à l'augmentation ou la diminution de un point du taux d'actualisation retenu sont réalisés à chaque clôture annuelle afin de mesurer l'incidence sur la valeur des *goodwills* et des autres actifs incorporels et corporels inclus dans les comptes consolidés du Groupe. Par ailleurs, ce taux d'actualisation intègre une prime de risque pays et une prime de risque sectoriel traduisant la cyclicité de certains facteurs inhérents au secteur d'activité, ce qui permet d'appréhender la volatilité de certaines composantes du prix de revient, sensible notamment aux coûts énergétiques.

Les pertes de valeurs constatées sont réversibles et font l'objet d'une reprise en cas de diminution, à l'exception de celles afférentes aux *goodwills*, qui sont définitives.

1.12. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré, au plus bas du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation (prix de vente diminué des coûts nécessaires estimés pour l'achèvement et pour réaliser la vente).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements consolidés des biens concourant à la production.

Pour les stocks de produits fabriqués et les en cours de production, le coût comprend une quote-part appropriée de charges fixes fondée sur des conditions d'utilisation normatives des outils de production.

Des dépréciations sont constituées, le cas échéant, sur les stocks pour prendre en compte les pertes probables identifiées à la clôture de l'exercice.

1.13. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (ayant une échéance inférieure à 3 mois et ne présentant pas de risque de variation de valeur). Ces derniers sont valorisés à leur valeur de marché à la clôture. La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie, est constituée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

1.14. Instruments financiers

Actifs financiers :

Le Groupe classe ses actifs financiers non dérivés, lors de leur comptabilisation initiale, dans l'une des quatre catégories d'instruments financiers suivantes prévues par la norme

IAS 39, en fonction des raisons ayant motivé leur acquisition à l'origine :

- les prêts et créances à long terme, actifs financiers non cotés sur un marché actif, dont le paiement est déterminé ou déterminable ; ils sont évalués au coût amorti ;
- les actifs disponibles à la vente qui intègrent notamment, selon la norme, les titres de participation dans des sociétés non consolidées ; ils sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée du coût des ventes à la clôture ;
- les actifs financiers évalués à leur juste valeur par le résultat, parce que détenus à des fins de transaction (acquis et détenus en vue d'être revendus à court terme) ;
- les placements détenus jusqu'à leur échéance, qui comprennent les titres cotés sur un marché actif assortis de paiements déterminés et à échéances fixées ; le Groupe ne possède pas de tels actifs à la clôture des exercices présentés.

Toutes les opérations d'achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisées à la date de transaction. Les actifs financiers font l'objet d'une revue à chaque clôture annuelle afin d'identifier l'existence éventuelle d'un indice de perte de valeur.

Passifs financiers :

Le Groupe classe ses passifs financiers non dérivés, lors de leur comptabilisation initiale, en passifs financiers évalués au coût amorti. Ils comprennent principalement les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires. Le Groupe n'a pas de passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Actions d'autocontrôle :

Conformément à IAS 32, les actions propres Vicat sont inscrites en déduction des capitaux propres.

Instruments dérivés et relations de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture pour réduire son exposition aux variations de taux d'intérêts et de cours de change résultant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement. Ces opérations de couverture sont réalisées au moyen d'instruments financiers dérivés. Le Groupe utilise des *swaps* et *caps* de taux d'intérêts pour gérer son exposition aux risques de taux et des contrats de change à terme et *swaps* de devises pour couvrir l'exposition au risque de change.

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe exclusivement à des fins de couverture économique et aucun instrument n'est détenu à des fins spéculatives. Cependant, certains instruments financiers dérivés utilisés ne sont pas, pas encore ou plus éligibles à la comptabilité de couverture à la date de clôture selon les critères de la norme IAS 39.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat dans le résultat financier (« Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers »).

Les justes valeurs des dérivés sont estimées à partir des modèles de valorisation suivants :

- la valeur de marché des *swaps* de taux, *swaps* de change et des opérations d'achats/ventes à terme est calculée à partir d'une actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux « zéro coupon » en vigueur à la clôture des exercices présentés, retraités le cas échéant des intérêts courus non échus ;
- les options de taux sont réévaluées sur la base du modèle Black and Scholes en intégrant les paramètres de marché existants à la clôture.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon le type de relation de couverture :

- la couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change et qui affecterait le résultat net présenté ;
- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple vente ou achat attendu, opération future « hautement probable ») et qui affecterait le résultat net présenté.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine puis par la vérification régulière et la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- en cas de documentation d'une relation de couverture de Juste Valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en compte de résultat, venant se compenser avec la variation de la juste valeur de l'instrument financier couvert. Le résultat est impacté de la seule part inefficace de la couverture ;
- en cas de documentation d'une relation de couverture de Flux de Trésorerie, la variation de juste valeur du dérivé de couverture est enregistrée initialement en capitaux propres pour la part efficace et directement en compte de résultat pour la part inefficace de la variation. Les variations cumulées de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment enregistrées en capitaux propres sont transférées en compte de résultat au même rythme que les flux de trésorerie couverts.

1.15. Avantages au personnel

Les réglementations, usages et accords contractuels en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés consolidées du Groupe, prévoient des avantages postérieurs à l'emploi (indemnités de départ en retraite, compléments de retraite, retraite chapeau pour les dirigeants,...) ainsi que d'autres avantages à long terme (couverture de dépenses médicales,...).

Les régimes à cotisations définies, dont les cotisations sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues, ne constituant pas un engagement futur pour le Groupe, ne donnent pas lieu à constitution de provisions.

Les régimes à prestations définies, qui comprennent tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, autres que ceux à cotisations définies, constituent un engagement futur pour le Groupe. Les engagements correspondants font l'objet d'un calcul actuariel (évolution des salaires, mortalité, rotation,...) selon la méthode des unités de crédits projetées, conformément aux clauses prévues par les conventions collectives et aux usages.

Certains régimes de retraite à prestations définies, principalement aux Etats-Unis et en Suisse sont couverts pour tout ou partie par des actifs dédiés qui sont composés pour l'essentiel d'actions et d'obligations. Ils sont donc provisionnés dans l'état de la situation financière, déduction faite, le cas échéant, de la juste valeur de ces actifs investis. En cas d'excédent d'actif, celui-ci n'est comptabilisé dans l'état de la situation financière que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs effectivement disponibles pour le Groupe, et dans la limite du plafond défini par IAS 19.

Les écarts actuariels résultent du changement d'hypothèses actuarielles et/ou d'écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité. En application de l'option offerte par IFRS 1, le groupe a choisi de mettre à zéro les écarts actuariels liés aux avantages au personnel non encore reconnu dans le bilan de transition par imputation sur les capitaux propres. La part de gains et pertes actuariels excédant 10 % de la plus grande de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies ou la juste valeur des actifs du régime est comptabilisée en résultat. Les écarts actuariels résiduels sont étalés sur la durée de vie active résiduelle moyenne attendue du personnel adhérent à chaque régime, selon la méthode dite du « corridor », à l'exception de ceux concernant les autres avantages à long terme.

1.16. Options de vente consenties sur actions de filiales consolidées

En application des normes IAS 27 et IAS 32, les options de vente consenties à des tiers minoritaires de filiales consolidées par intégration globale sont enregistrées dans les passifs financiers pour la valeur actuelle de leur prix d'exercice estimé avec en contrepartie une réduction des intérêts minoritaires correspondants.

Le différentiel entre la valeur de l'option et le montant des intérêts minoritaires est constaté :

- en *goodwill*, pour les options émises avant le 1^{er} janvier 2010,
- en diminution des capitaux propres part du Groupe pour les options émises après le 1^{er} janvier 2010.

La dette est estimée en fonction des données contractuelles disponibles (prix, formule,...) et tout autre élément pertinent pour son évaluation. Sa valorisation est revue à chaque clôture et les variations ultérieures de la dette sont constatées :

- soit en contrepartie du *goodwill* (options émises avant le 1^{er} janvier 2010),
- soit en contrepartie des capitaux propres part du Groupe (options émises après le 1^{er} janvier 2010).

Aucun impact n'est enregistré dans le compte de résultat hormis l'impact de l'actualisation annuelle de la dette constatée dans le résultat financier ; le résultat part du Groupe reste calculé sur la base du pourcentage détenu dans les filiales concernées, sans prise en compte du pourcentage d'intérêt attaché aux options de vente.

1.17. Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite, résultant d'un fait générateur antérieur à la clôture qui entraînera une sortie de ressources sans contrepartie, pouvant être estimée de manière fiable.

Elles incluent notamment les provisions pour remise en état des sites, constituées au fur et à mesure de l'exploitation des carrières et comprenant les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrière.

Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an, font l'objet d'une actualisation, conformément à IAS 37, lorsque son effet est significatif. Les effets de cette actualisation sont enregistrés en résultat financier.

1.18. Chiffre d'affaires

Conformément à IAS 18, le chiffre d'affaires est constaté à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises et ristournes commerciales et après déduction des droits d'accises collectés par le Groupe dans le cadre de son activité. Il comprend les coûts de transport et de manutention facturés aux clients.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du transfert des risques et avantages significatifs liés à la propriété à l'acheteur, ce qui correspond généralement à la date du transfert de propriété du produit ou la réalisation du service.

1.19. Impôts sur le résultat

Les impôts différés sont calculés avec les taux d'impôts, dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, et qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont déterminés sur la base d'une analyse bilantielle, pour les différences temporelles identifiées dans les filiales et les coentreprises du Groupe entre les valeurs dans l'état de la situation financière consolidé et les valeurs fiscales des éléments d'actif et de passif.

Des impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles, y compris sur le retraitement des contrats de location financement, sauf si la différence temporelle est générée par un *goodwill*.

Les impôts différés actif et passif sont compensés au niveau de chaque entité. Lorsque le solde correspond à une créance, un impôt différé actif est constaté s'il est probable que la société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels elle pourra imputer les actifs d'impôts considérés.

Le Groupe a qualifié la Contribution Economique Territoriale (C.E.T) à laquelle sont assujetties les entités fiscales françaises de charge opérationnelle plutôt que d'impôt sur le résultat dès lors que la valeur ajoutée dégagée par les activités françaises du Groupe est beaucoup plus importante que le résultat imposable de ces mêmes activités. En conséquence, la C.E.T est comptabilisée en résultat opérationnel tout comme l'était la taxe professionnelle jusqu'à fin décembre 2009.

1.20. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée dans la note 26 a été définie sur la base des données issues du reporting interne. Cette information est celle utilisée par la Direction Générale qui met en œuvre la stratégie définie par le Président du Conseil d'Administration, pour la mesure de la performance économique du Groupe et l'allocation des investissements et ressources aux secteurs et zones géographiques.

Les secteurs opérationnels déterminés en application d'IFRS 8 sont constitués des 3 secteurs dans lesquels le Groupe exerce son activité : le Ciment, le Béton & Granulats et les Autres produits & services.

Les indicateurs de gestion présentés ont été adaptés pour être en cohérence avec ceux suivis par la Direction Générale tout en respectant les informations requises par IFRS 8 : Chiffre d'affaires opérationnel et consolidé, Ebitda et Ebit (cf. § 1.21), Total des actifs non courants, Capitaux nets investis (cf. § 26), Investissements industriels, Dotation nette aux amortissements des immobilisations et Effectifs.

Les indicateurs de gestion suivis dans le cadre du reporting interne sont identiques à l'ensemble des secteurs opérationnels et zones géographiques définis ci-dessus et sont déterminés conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

1.21. Indicateurs financiers

La définition des indicateurs de performance financière, utilisés par le Groupe, comme par d'autres acteurs industriels notamment dans le domaine des matériaux de construction, et présentés avec le compte de résultat, est la suivante :

- **Valeur Ajoutée** : elle est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires
- **Excédent Brut d'exploitation** : il est égal à la valeur ajoutée, diminuée des charges de personnel, des impôts et taxes (hors impôts sur les résultats et impôts différés) et augmentée des subventions d'exploitation.

- **EBITDA** (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization) : il se calcule en sommant l'Excédent Brut d'Exploitation et les autres produits et charges ordinaires,
- **EBIT** : (Earning Before Interest and Tax) : il se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.

1.22. Saisonnalité

La demande dans les activités du Ciment, du Béton prêt à l'emploi et des Granulats est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Le Groupe enregistre par conséquent généralement un chiffre d'affaires plus bas aux premier et quatrième trimestres, pendant la saison hivernale sur les principaux marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

Note 2 ▼ Variations de périmètre et autres faits marquants

Un environnement macro-économique toujours contrasté et marqué par les événements au Moyen-Orient

La performance de Vicat au cours de l'exercice 2011 est particulièrement solide et ce dans un environnement économique qui a été contrasté au cours de l'année. Toutes les activités sont en croissance, confirmant la pertinence de la stratégie de développement du Groupe. Grâce aux investissements réalisés dans le cadre du plan Performance 2010 et des opérations de croissance externe réalisées en Inde et au Kazakhstan, Vicat a su tirer parti de la forte dynamique de ces nouveaux marchés émergents et de la bonne tenue des marchés plus matures. Le niveau d'activité a progressé de façon soutenue en France, en Turquie et en Afrique de l'Ouest, tout en étant impacté par la situation difficile en Égypte qui reste marquée par les conséquences des événements du début 2011.

Montée en puissance de la cimenterie de Jambyl Cement au Kazakhstan

Après un démarrage en décembre 2010, l'usine de Jambyl Cement d'une capacité de 1,1 million de tonnes est opérationnelle depuis le 1^{er} avril 2011. Le Groupe a poursuivi, au cours du 1^{er} trimestre 2011, la phase de mise en service des différents ateliers de l'usine. Avec un retour à des conditions climatiques plus clémentes, la commercialisation des premières tonnes de ciment produites par l'usine de Jambyl Cement est intervenue à la fin du premier trimestre. L'activité industrielle et commerciale est montée en puissance à un rythme soutenu, portant le volume de ciment vendu sur l'ensemble de l'exercice à plus de 500 000 tonnes, dans un environnement prix favorable.

Amnistie fiscale en Turquie

Le gouvernement turc a offert à l'ensemble des entreprises la possibilité de bénéficier d'une amnistie fiscale pour les

années 2006 à 2009 qui couvre les champs de l'impôt sur les sociétés, la TVA, les charges sociales, les retards de paiements aux administrations et aux entreprises publiques de fournitures d'utilité (eau, gaz, électricité,...).

Cette mesure a permis au gouvernement (selon une déclaration du Ministre des Finances du 2 juin) de collecter la somme de 58,3 Mds TL (\$ 36,5 Mds) grâce à la souscription de 5 112 entreprises, soit une moyenne de 11 MTL par entité.

Comme la plupart des sociétés importantes en Turquie, le Groupe a choisi de souscrire à cette amnistie en limitant son champ d'application à l'impôt sur les sociétés. La charge d'impôt actualisée enregistrée à ce titre dans les comptes des entités turques du Groupe au 31 décembre 2011 s'élève à 6,3 M€.

Finalisation d'une ligne de crédit revolving

Au cours du premier semestre, le Groupe a poursuivi la consolidation de ses sources de financement, le rallongement de leur maturité et l'amélioration des conditions. Le 14 juin 2011, le Groupe a finalisé la signature d'une ligne de crédit revolving pour un montant de 480 millions d'euros d'une durée

de 5 ans. Cette ligne de crédit revolving a été mise en place pour financer les besoins généraux du Groupe et refinancer une ligne d'un montant de 445 millions d'euros arrivant à échéance en juillet 2012. Cette ligne nouvelle a permis de rallonger la maturité moyenne de la dette du Groupe à près de 5 ans, et à plus de 5 ans pour Vicat SA.

Ce financement a été finalisé au travers d'un syndicat bancaire comprenant 8 banques : BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit du Nord, Crédit Industriel et Commercial, Lyonnaise de Banque, HSBC France, LCL, Natixis et Société Générale.

Montée au capital de Mynaral Tas

Au cours du 1^{er} semestre, le Groupe a acquis, auprès de son partenaire kazakh, 21 % complémentaires du capital de Mynaral Tas Company LLP. Par ailleurs, le Groupe a souscrit à hauteur de 3 942 millions de KZT à une augmentation de capital de Mynaral Tas Company LLP émise pour 4 380 millions de KZT. A l'issue de ces opérations, le Groupe détient 84,1 % de cette société.

Note 3 ▼ Goodwill

La variation des *goodwill*s nets par secteurs d'activité s'analyse comme suit :

	Ciment	Béton et Granulats	Autres Produits et Services	Total net
Au 31 décembre 2009	462 569	192 851	15 804	671 224
Acquisitions / Augmentations ⁽¹⁾	302 013	24 525	3 312	329 850
Cessions / Diminutions				
Variations de change et autres	13 862	13 564	2 689	30 115
Au 31 décembre 2010	778 444	230 940	21 805	1 031 189
Acquisitions / Augmentations		1 810		1 810
Cessions / Diminutions				
Variations de change et autres	(37 497)	4 213	480	(32 804)
Au 31 décembre 2011	740 947	236 963	22 285	1 000 195

(1) L'augmentation des *goodwill*s au cours de l'exercice 2010 résulte pour l'essentiel de l'acquisition de Bharathi Cement en Inde.

Acquisition de 51 % de Bharathi Cement en Inde

Le Groupe a annoncé fin avril 2010 la signature d'un accord avec les actionnaires de Bharathi Cement Company Limited (BCCL), cimentier opérant dans l'Etat de l'Andhra Pradesh, portant sur l'acquisition de 51 % du capital de cette société. Cette acquisition a été financée par la dette.

BCCL possède une cimenterie composée de deux lignes de production qui représentent, fin 2011, une capacité annuelle totale de 5 millions de tonnes de ciment.

Cette acquisition d'une participation majoritaire dans la société Bharathi Cement a été complémentaire de la joint venture Vicat Sagar et a permis au Groupe de renforcer sa position sur un marché à fort potentiel.

Dans le cadre de cet accord, en sus du rachat de participations minoritaires, une augmentation de capital de Bharathi Cement a été intégralement souscrite par le Groupe.

Détermination des actifs identifiables, passifs et passifs éventuels acquis :

(en millions d'euros)	100,00 %	51,00 %
Actifs non courants	168	86
Passifs non courants	(8)	(4)
BFR	9	5
Trésorerie et équivalents	137	70
Actif net acquis	306	156
% acquis	51,00 %	
Quote-part d'actif net acquis	156	

En application de la norme IFRS 3 révisée (cf. note 1.11), le Groupe a choisi l'option du *goodwill* partiel pour la comptabilisation de l'acquisition de Bharathi Cement. Le *goodwill* provisoire comptabilisé à fin décembre 2010 au titre de cette transaction s'élevait à 17 752 millions de roupies indiennes. Le montant du *goodwill* définitif de Bharathi Cement n'a pas été modifié sur l'exercice 2011, qui marque la fin de la période d'allocation du prix d'acquisition de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

Test de perte de valeur sur les écarts d'acquisition :

Conformément à IFRS 3 et IAS 36, les *goodwills* font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite dans les notes 1.4 et 1.11.

Les *goodwills* se répartissent comme suit par UGT :

UGT	Goodwill (en milliers d'euros)		Taux d'actualisation retenu pour les tests de dépréciation (%)		Dépréciation qu'entraînerait une variation de +1 % du taux d'actualisation	
	31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2011	31 décembre 2010
UGT Inde	270 370	309 338	7,49	8,02	-	38 374
UGT Afrique de l'Ouest Ciment	150 776	149 861	8,66	8,97	-	-
UGT France-Italie	150 267	149 952	7,27	7,2	-	-
UGT Suisse	133 482	130 260	6,45	7,51	-	-
Autres UGT cumulées	295 300	291 778	6,91 à 8,66	8,02 à 9,37	-	2 957
Total	1 000 195	1 031 189			-	41 331

Les tests de dépréciation réalisés en 2011 et 2010 n'ont pas donné lieu à la constatation d'une perte de valeur au titre des *goodwills*.

Aucune constatation de perte de valeur au titre des *goodwills* ne serait à constater au 31 décembre 2011 en cas d'une majoration de 1 % des taux d'actualisation.

Par ailleurs à fin 2011, pour tenir compte des événements politiques et sociaux en Égypte, et de leurs impacts potentiels sur l'économie en général et notre secteur en particulier, les hypothèses des plans à long terme ont été ajustées en termes de volumes et de prix malgré une consommation nationale prévue en hausse selon les données officielles.

Note 4 ▼ Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles se ventilent comme suit par nature :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Concessions, brevets et droits similaires	66 220	65 404
Logiciels	4 558	4 498
Autres immobilisations incorporelles	28 922	31 422
Immobilisations incorporelles en cours	1 089	172
Autres immobilisations incorporelles	100 789	101 496

Au 31 décembre 2011, les immobilisations incorporelles nettes s'élevaient à 100 789 milliers d'euros contre 101 496 fin 2010. La variation au cours de l'exercice 2011 s'explique principalement par une dotation aux amortissements de 9 438 milliers d'euros, des acquisitions ayant conduit à un accroissement de 9 294 milliers d'euros, des variations de périmètre pour 58 milliers d'euros et pour le solde, par des écarts de conversion négatifs, des reclassements et des cessions.

Les immobilisations incorporelles nettes s'élevaient au 31 décembre 2010 à 101 496 milliers d'euros contre 74 484 fin 2009. La variation au cours de l'exercice 2010 s'expliquait principalement par une dotation aux amortissements de 6 829 milliers d'euros, des acquisitions ayant conduit à un accroissement de 34 772 milliers d'euros, des variations de périmètre pour 2 428 milliers d'euros et pour le solde, par des écarts de conversion positifs, des reclassements et des cessions.

Aucun frais de développement n'a été immobilisé au cours des exercices 2011 et 2010.

Les frais de recherche et développement inscrits en charges en 2011 s'élevaient à 5 884 milliers d'euros (5 008 en 2010).

Concernant les quotas d'émission de gaz à effet de serre, seuls les quotas détenus à la clôture en excédent des émissions réelles ont fait l'objet d'une comptabilisation à l'actif en autres immobilisations incorporelles pour 6 680 milliers d'euros (3 029 milliers d'euros au 31 décembre 2010) correspondant à 749 milliers de tonnes (220 milliers de tonnes à fin 2010). La constatation des excédents, ainsi que les échanges de quotas (EUA) contre des Certificats de Réduction d'Émission (CER) ont été constatés dans le résultat de l'exercice pour un montant de 6 142 milliers d'euros (12 035 milliers d'euros au 31 décembre 2010).

Note 5 ▼ Immobilisations corporelles

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Terrains & constructions	Installations industrielles	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances / acomptes	Total
Au 31 décembre 2009	798 618	2 141 607	144 498	164 770	3 249 493
Acquisitions	65 855	59 220	14 483	157 482	297 040
Cessions	(4 696)	(27 813)	(7 952)	(104)	(40 565)
Variations de périmètre	27 365	93 713	7 222	56 396	184 696
Variations de change	41 697	85 423	10 527	12 643	150 290
Autres mouvements	28 374	152 989	3 578	(185 039)	(98)
Au 31 décembre 2010	957 213	2 505 139	172 356	206 148	3 840 856
Acquisitions	36 283	50 999	19 720	157 934	264 936
Cessions	(7 117)	(20 066)	(7 838)	(478)	(35 499)
Variations de périmètre		7 259		(29)	7 230
Variations de change	(11 445)	(41 546)	1 101	(19 180)	(71 070)
Autres mouvements	8 589	106 336	7 691	(124 024)	(1 408)
Au 31 décembre 2011	983 523	2 608 121	193 030	220 371	4 005 045

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés 2011

Amortissements et pertes de valeur (en milliers d'euros)	Terrains & constructions	Installations industrielles	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances / acomptes	Total
Au 31 décembre 2009	(297 393)	(1 070 667)	(99 126)	-	(1 467 186)
Augmentation	(26 838)	(120 029)	(12 648)		(159 515)
Diminution	3 067	25 612	7 585		36 264
Variations de périmètre	(1 298)	(10 018)	(687)		(12 003)
Variations de change	(12 275)	(39 684)	(6 621)		(58 580)
Autres mouvements	1	149	(149)		1
Au 31 décembre 2010	(334 736)	(1 214 637)	(111 646)	-	(1 661 019)
Augmentation	(29 337)	(128 855)	(12 458)		(170 649)
Diminution	5 555	18 288	5 855		29 698
Variations de périmètre	22	(993)			(971)
Variations de change	163	15 318	(290)		15 191
Autres mouvements	1 077	1 074	(981)		1 170
Au 31 décembre 2011	(357 255)	(1 309 805)	(119 520)	-	(1 786 580)
Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2010	622 477	1 290 502	60 710	206 148	2 179 837
Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2011	626 268	1 298 316	73 510	220 371	2 218 465

Les immobilisations corporelles en cours totalisent 181 millions d'euros au 31 décembre 2011 (151 millions d'euros au 31 décembre 2010) et les avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles représentent 40 millions d'euros au 31 décembre 2011 (55 millions d'euros au 31 décembre 2010). Le montant des engagements contractuels pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles s'élève à

126 millions d'euros au 31 décembre 2011 (212 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Le montant global d'intérêts capitalisés en 2011 s'élève à 6 779 milliers d'euros (4 027 milliers d'euros en 2010), déterminé sur la base d'un taux d'intérêts appliqué localement variant de 1,7 % à 7,8 % selon les pays concernés.

Note 6 ▼ Contrats de location financement et crédit bail

Valeur nette comptable par catégorie d'actifs :

(en milliers d'euros)	2011	2010
Installations industrielles	7 728	5 605
Autres immobilisations corporelles	1 186	1 166
Immobilisations corporelles	8 914	6 771

Echéanciers des paiements minimaux :

(en milliers d'euros)	2011	2010
À moins d'un an	2 919	3 088
De 1 à 5 ans	4 014	3 244
À plus de 5 ans	-	27
Total	6 933	6 359

Note 7 ▼ Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	Montants bruts	Amortissements & Pertes de valeur	Montants nets
Au 31 décembre 2009	34 251	(15 045)	19 206
Acquisitions	2 664		2 664
Cessions	(5 188)		(5 188)
Amortissements		(221)	(221)
Variations de change	2 235	(633)	1 602
Variations de périmètre et autres	23		23
Au 31 décembre 2010	33 985	(15 899)	18 086
Acquisitions	1 482		1 482
Cessions	(301)	121	(180)
Amortissements		(781)	(781)
Variations de change	340	(119)	221
Variations de périmètre et autres	106	155	261
Au 31 décembre 2011	35 612	(16 523)	19 089
Juste valeur des immeubles de placement au 31 décembre 2010			56 284
Juste valeur des immeubles de placement au 31 décembre 2011			56 769

Les produits locatifs des immeubles de placement s'élevaient à 3,0 millions d'euros au 31 décembre 2011 (2,9 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Note 8 ▼ Participations dans des entreprises associées

Variation des participations dans des entreprises associées :

(en milliers d'euros)	2011	2010
Au 1^{er} janvier	38 536	36 579
Quote-part de résultat des entreprises associées	1 572	2 680
Dividendes reçus des participations dans des entreprises associées	(2 586)	(135)
Variations de périmètre ⁽¹⁾	-	(2 431)
Variations de change et autres	378	1 843
Au 31 décembre	37 900	38 536

(1) Les variations de périmètre 2010 sont liées à la sortie du périmètre de consolidation de la société Socava.

Note 9 ▼ Créances et autres actifs non courants

(en milliers d'euros)	Montants bruts	Pertes de valeur	Montants nets
Au 31 décembre 2009	70 891	(2 504)	68 387
Acquisitions / Augmentations	21 121	(325)	20 796
Cessions / Diminutions	(7 896)	10	(7 886)
Variations de périmètre	1 668		1 668
Variations de change	5 269	(142)	5 127
Autres	(4 863)		(4 863)
Au 31 décembre 2010	86 190	(2 961)	83 229
Acquisitions / Augmentations	15 218	(159)	15 059
Cessions / Diminutions	(2 092)	328	(1 764)
Variations de périmètre	(13 474)		(13 474)
Variations de change	205	134	339
Autres	(490)		(490)
Au 31 décembre 2011	85 557	(2 658)	82 899
dont :			
- titres de participation	24 420	(788)	23 632
- titres immobilisés	1 977	(472)	1 505
- prêts et créances	50 897	(1 398)	49 499
- actifs des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi	8 263		8 263
Au 31 décembre 2011	85 557	(2 658)	82 899

Note 10 ▼ Stocks et en cours

(en milliers d'euros)	2011			2010		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Matières premières et consommables	259 912	(8 665)	251 247	250 830	(7 603)	243 227
Encours, produits finis et marchandises	110 121	(1 264)	108 857	114 443	(1 149)	113 294
Total	370 033	(9 929)	360 104	365 273	(8 752)	356 521

Note 11 ▼ Créances

(en milliers d'euros)	Clients et autres débiteurs	Provisions Clients et autres débiteurs	Clients et autres débiteurs Net	Autres Créances fiscales	Créances sociales	Autres créances	Provisions Autres créances	Total Autres Créances Net
Au 31 décembre 2009	337 672	(17 134)	320 538	42 409	3 601	60 124	(2 848)	103 285
Augmentations		(4 450)	(4 450)			22	(297)	(275)
Diminutions avec utilisation		6 069	6 069				1 150	1 150
Variations de change	9 316	(689)	8 627	603	89	1 517		2 209
Variations de périmètre	6 470	(46)	6 424	11 105	10	5 940		17 055
Autres mouvements	(34 408)	1	(34 407)	7 238	84	14 676		21 998
Au 31 décembre 2010	319 050	(16 249)	302 801	61 354	3 784	82 279	(1 995)	145 422
Augmentations		(5 572)	(5 572)				(581)	(581)
Diminutions avec utilisation		4 635	4 635				1 508	1 508
Variations de change	(5 117)	396	(4 721)	(1 963)	14	(2 784)		(4 733)
Variations de périmètre	4 275	(107)	4 168	1	115	2 210		2 326
Autres mouvements	48 683		48 683	7 454	(1 153)	(5 386)		915
Au 31 décembre 2011	366 891	(16 897)	349 994	66 846	2 760	76 319	(1 068)	144 857
dont échu au 31 décembre 2011 :								
- depuis moins de 3 mois	58 232	(2 621)	55 611	3 217	401	4 191	(130)	7 679
- depuis plus de 3 mois	21 534	(11 749)	9 785	2 354	-	812	-	3 166
dont non échu au 31 décembre 2011 :								
- à moins de un an	284 022	(842)	283 180	49 784	2 345	56 635	(935)	107 829
- à plus de un an	3 103	(1 685)	1 418	11 491	14	14 681	(3)	26 183

Note 12 ▼ Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	2011	2010
Disponibilités	106 184	60 024
Valeurs mobilières de placement	253 220	236 152
Trésorerie et équivalents de trésorerie	359 404	296 176

Note 13 ▼ Capital social

Le capital social de Vicat est composé de 44 900 000 actions ordinaires de 4 euros entièrement libérées dont 1 009 426 actions détenues en propre au 31 décembre 2011 (1 006 865 au 31 décembre 2010) acquises dans le cadre de programmes de rachat d'actions approuvés par les Assemblées Générales Ordinaires, et dans le cadre de la cession par Heidelberg Cement de sa participation de 35 % dans Vicat en 2007.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix, à l'exception des actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire, à qui est attribué un droit de vote double.

Le dividende versé au cours de l'exercice 2011 au titre de l'exercice 2010 s'est élevé à 1,50 euro par action soit au total 67 350 milliers d'euros, identique au dividende de 1,50 euro par action versé en 2010 au titre de l'exercice 2009 soit au

total 67 350 milliers d'euros. Le dividende proposé par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire au titre de l'exercice 2011 s'élève à 1,50 euro par action, soit au total 67 350 milliers d'euros.

En l'absence d'instrument dilutif, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action et s'obtient en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions ordinaires moyen pondéré de Vicat en circulation sur l'exercice.

Depuis le 4 janvier 2010, et pendant une période de 12 mois renouvelable par tacite reconduction, Vicat a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AMAFI du 20 septembre 2008 à Natixis Securities.

Pour sa mise en œuvre, les moyens suivants ont été affectés au contrat de liquidité : 20 000 titres Vicat et 3 millions d'euros. Au 31 décembre 2011, les moyens suivants figurent au compte de liquidité : 65 664 titres Vicat et 517 milliers d'euros.

Note 14 ▼ Avantages au personnel

(en milliers d'euros)

	2011	2010
Régimes de retraites et indemnités de fin de carrière (IFC)	25 212	26 073
Autres avantages postérieurs à l'emploi	27 419	23 664
Total provisions retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi	52 631	49 737
Actifs des régimes (note 9)	(8 263)	(8 096)
Passif net	44 368	41 641

Les actifs de régimes présentés séparément de l'obligation au sein des actifs non courants (cf. note 9) pour un montant de € 8,3 millions au 31 décembre 2011 (€ 8,1 millions à fin 2010) correspondent aux régimes à prestations définies,

pour lesquels les actifs de couverture dédiés excèdent l'engagement. A fin 2011, ces actifs nets de régimes concernent exclusivement certains régimes de retraite des entités suisses du Groupe.

Actifs et passifs comptabilisés au bilan

(en milliers d'euros)	2011			2010		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Valeur actualisée des obligations financées	354 266	46 396	400 662	345 824	39 543	385 367
Juste valeur des actifs des régimes	(308 128)		(308 128)	(295 182)		(295 182)
Situation nette	46 138	46 396	92 534	50 642	39 543	90 185
Écarts actuariels nets non reconnus	(29 154)	(20 105)	(49 259)	(33 331)	(15 221)	(48 552)
Coûts des services passés non reconnus	(35)	1 128	1 093	(36)	44	8
Passif net	16 949	27 419	44 368	17 275	24 366	41 641

Composante de la charge annuelle nette

(en milliers d'euros)	2011			2010		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	(8 557)	(847)	(9 404)	(7 248)	(715)	(7 963)
Coût financier	(12 907)	(1 896)	(14 803)	(14 258)	(1 886)	(16 144)
Rendement attendu des actifs du régime	12 118		12 118	12 626		12 626
Ecart actuariels reconnus dans l'année	(684)	(833)	(1 517)	(1 251)	(469)	(1 720)
Coût des services passés reconnus	(534)	(8)	(542)	(9)	(27)	(36)
Charge de l'exercice	(10 564)	(3 584)	(14 148)	(10 140)	(3 097)	(13 237)

Variation des actifs financiers de couverture du régime

(en milliers d'euros)	2011			2010		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Juste valeur des actifs au 1^{er} janvier	295 182	-	295 182	244 991	-	244 991
Rendement attendu des actifs	12 118		12 118	12 626		12 626
Cotisations payées	13 847		13 847	11 601		11 601
Différences de conversion	8 495		8 495	42 519		42 519
Prestations payées	(12 810)		(12 810)	(12 827)		(12 827)
Variation de périmètre et autres	118		118	2 506		2 506
Gains et pertes actuariels	(8 822)		(8 822)	(6 234)		(6 234)
Juste valeur des actifs au 31 décembre	308 128	-	308 128	295 182	-	295 182

Les actifs de couverture s'analysent comme suit par nature et pays à fin 2011 :

Répartition des actifs de couverture	France	Suisse	Etats-Unis	Inde	Total
Actions	15 %	23 %	58 %		26 %
Obligations	76 %	32 %	37 %		33 %
Immobilier	6 %	22 %			20 %
Monétaire	1 %	4 %	5 %		4 %
Autre	2 %	19 %		100 %	17 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Actifs de couverture (en milliers d'euros)	5 951	271 920	30 203	54	308 128

Les rendements attendus des actifs sont déterminés par classe d'actifs et par pays.

Variation du passif net

(en milliers d'euros)	2011			2010		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Passif net au 1^{er} janvier	17 273	24 368	41 641	16 016	21 226	37 242
Charge de l'exercice	10 564	3 584	14 148	10 139	3 098	13 237
Cotisations payées	(9 228)		(9 228)	(6 863)		(6 863)
Différences de conversion	(1 525)	1 649	124	(1 021)	1 649	628
Prestations payées par l'employeur	(1 221)	(1 531)	(2 752)	(1 456)	(1 605)	(3 061)
Variation de périmètre	435		435	436		436
Autres	651	(651)	0	22		22
Passif net au 31 décembre	16 949	27 419	44 368	17 273	24 368	41 641

Principales hypothèses actuarielles

	France	Europe (hors France)	Etats-Unis	Turquie, Kazakhstan et Inde	Afrique de l'Ouest et Moyen-Orient
Taux d'actualisation					
2011	4,7 %	2,3 % à 4,7 %	4,8 %	8,7 % à 10,0 %	5,0 % à 11,0 %
2010	4,5 %	2,4 % à 4,5 %	5,2 %	8,0 à 11,0 %	5,0 % à 11,0 %
Taux de rendement des actifs financiers					
2011	3,5 %	3,8 %	8,5 %	9,0 %	
2010	4,0 %	3,6 %	8,5 %	5,0 %	
Taux d'augmentation des salaires					
2011	2,5 % à 4,0 %	1,5 % à 3,0 %	2,5 %	5,1 % à 7,5 %	3,5 % à 10,0 %
2010	2,5 % à 4,0 %	1,5 % à 3,0 %	1,0 % à 2,5 %	4,8 à 7,5 %	3,5 % à 8,0 %
Taux d'évolution des coûts médicaux					
2011			4,5 % à 7,0 %		
2010			4,5 % à 7,0 %		

La sensibilité de la valeur de l'obligation à fin 2011 correspondant à une variation de + / - 50 points de base du taux d'actualisation est de respectivement (25,6) et 23,6 millions d'euros.

Par ailleurs, la sensibilité de la valeur des actifs de couverture à fin 2011 correspondant à une variation de + / - 100 points de base du taux de rendement attendu des actifs est de respectivement 3,0 et (3,0) millions d'euros.

Le taux estimé d'évolution des coûts médicaux utilisé pour le calcul des engagements liés aux avantages postérieurs à l'emploi a une incidence directe sur l'évaluation de certains de ces engagements. L'incidence d'une variation de un point de ce taux d'évolution des coûts médicaux serait la suivante :

(en milliers d'euros)	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Augmentation (diminution) de la valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre 2011	5 988	(4 900)
Augmentation (diminution) du coût des services rendus et du coût financier	560	(437)

Les montants pour l'exercice 2011 et pour les quatre exercices précédents de la valeur actualisée de l'obligation, de la juste valeur des actifs de couverture et des ajustements liés à l'expérience se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	Décembre 2011	Décembre 2010	Décembre 2009	Décembre 2008	Décembre 2007
Valeur actualisée de l'obligation	(400 662)	(385 367)	(289 788)	(284 952)	(250 415)
Juste valeur des actifs de couverture	308 128	295 182	244 991	225 457	234 095
Surplus / (Déficit) des plans	(92 534)	(90 185)	(44 797)	(59 495)	(16 320)
Ajustements liés à l'expérience sur la valorisation des engagements	(8 563)	(4 062)	(2 999)	(1 875)	(4 999)
Ajustements liés à l'expérience sur la valorisation des actifs de régime	8 821	(6 234)	3 553	(45 511)	(3 491)

Note 15 ▼ Autres provisions

(en milliers d'euros)	Reconstitution des sites	Démolitions	Autres risques	Autres charges	Total
Au 31 décembre 2009	30 941	690	53 668	10 368	95 667
Augmentations	2 745	150	8 938	7 551	19 384
Diminutions avec utilisation	(2 591)	(7)	(16 545)	(2 935)	(22 078)
Diminutions sans utilisation	(16)		(629)	(450)	(1 095)
Variations de change	3 262	144	1 121	149	4 676
Variations de périmètre	309		43	270	622
Autres mouvements			(1)	96	95
Au 31 décembre 2010	34 650	977	⁽¹⁾ 46 595	15 049	97 271
Augmentations	6 837	83	8 579	2 997	18 495
Diminutions avec utilisation	(3 259)		(20 761)	(2 869)	(26 889)
Diminutions sans utilisation	(47)		(624)	(231)	(902)
Variations de change	636	29	348	(50)	963
Variations de périmètre				295	295
Autres mouvements	80		(33)		47
Au 31 décembre 2011	38 897	1 089	⁽¹⁾ 34 104	15 192	89 281
<i>dont à moins d'un an</i>	5	-	8 959	1 947	10 911
<i>dont à plus d'un an</i>	38 892	1 089	25 145	13 245	78 370

Impact (net des charges encourues) au compte de résultat 2011 :	Dotations	Reprises sans utilisation
Résultat d'exploitation :	12 194	(749)
Résultat hors exploitation :	6 301	(153)

(1) Les autres risques incluent au 31 décembre 2011 :

- un montant de 10,2 millions d'euros (20,0 millions d'euros au 31 décembre 2010) correspondant à l'évaluation actuelle des coûts bruts attendus en réparation d'un sinistre survenu en 2006 suite à des livraisons de mélanges à béton et de béton effectuées en 2004 et présentant un taux de sulfate supérieur aux normes en vigueur. Ce montant correspond à l'estimation actuelle de la quote-part de responsabilité du Groupe dans la réparation des sinistres avérés avant indemnisation résiduelle à recevoir des assurances constatée pour 4 millions d'euros à l'actif non courant du bilan au 31 décembre 2011 (4 millions d'euros au 31 décembre 2010 - note 9) ;

- un montant de 9,6 millions d'euros (8,7 millions d'euros au 31 décembre 2010) correspondant au montant estimé de la franchise concernant des sinistres survenus aux Etats-Unis à la clôture dans le cadre d'accidents du travail, et qui devra être prise en charge par le Groupe.
- le solde résiduel des autres provisions s'élevant à environ 14,3 millions d'euros au 31 décembre 2011 (13,3 millions d'euros au 31 décembre 2010) correspond au cumul des autres provisions qui, prises individuellement, ne sont pas matérielles ;

Par ailleurs, les autres risques incluaient au 31 décembre 2010 un montant de 4,5 millions d'euros correspondant au montant résiduel de la sanction du Conseil de la concurrence relative à une entente présumée en Corse, après réduction du montant de cette sanction par la Cour d'appel de Paris. La provision a été reprise après paiement suite au rejet du pourvoi formé par le Groupe devant la Cour de cassation.

Note 16 ▼ Dettes financières et options de vente

Les passifs financiers se ventilent comme suit au 31 décembre 2011 :

(en milliers d'euros)	2011	2010
Dettes financières à plus d'1 an	1 330 050	1 193 774
Options de vente à plus d'1 an	20 365	10 189
Dettes financières et options de vente à plus d'1 an	1 350 415	1 203 963
Dettes financières à moins d'1 an	106 092	90 515
Options de vente à moins d'1 an	-	-
Dettes financières et options de vente à moins d'1 an	106 092	90 515
Total des dettes financières	1 436 142	1 284 289
Total des options de vente	20 365	10 189
Total des passifs financiers	1 456 507	1 294 478

16.1 Dettes financières

Répartition des dettes financières par catégorie et échéances

31 décembre 2011

(en milliers d'euros)	Total	2012	2013	2014	2015	2016	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 373 065	58 450	142 237	62 675	148 774	484 513	476 416
Emprunts et dettes financières divers	21 181	10 969	4 785	697	433	95	4 202
Dettes sur immobilisations en location financement	8 141	2 919	2 430	1 641	744	318	89
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	33 755	33 755					
Dettes financières	1 436 142	106 093	149 452	65 013	149 951	484 926	480 707
<i>dont billets de trésorerie</i>	<i>208 000</i>					<i>208 000</i>	

Les dettes financières à moins d'un an sont principalement composées des soldes créditeurs de banque ainsi que de l'échéance de remboursement d'un emprunt et de lignes bilatérales de Sococim Industries et de la première tranche de l'emprunt de Jambyl Cement.

31 décembre 2010

(en milliers d'euros)	Total	2011	2012	2013	2014	2015	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 244 582	65 130	354 888	132 151	263 613	128 262	300 538
Emprunts et dettes financières divers	18 049	7 019	7 660	351	483	281	2 255
Dettes sur immobilisations en location financement	6 543	3 251	1 776	1 003	423	82	8
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	15 115	15 115					
Dettes financières	1 284 289	90 515	364 324	133 505	264 519	128 625	302 801
<i>dont billets de trésorerie</i>	<i>152 000</i>		<i>25 000</i>		<i>127 000</i>		

Caractéristiques des emprunts et dettes financières (devises et taux)

Selon la devise (après swaps de devises)

	Décembre 2011	Décembre 2010
Euros	978 199	1 084 572
Dollars américains	221 970	120 733
Livres turques	2 097	3 576
Francs CFA	41 493	44 022
Francs suisses	44 571	20 230
Ouguiya mauritanien	3 275	6 415
Roupie indienne	144 537	4 741
Total	1 436 142	1 284 289

Selon le taux

	Décembre 2011	Décembre 2010
Taux fixe	906 434	454 089
Taux variable	529 708	830 200
Total	1 436 142	1 284 289

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut au 31 décembre 2011 est de 4.29 %. Il était de 3.21 % à fin décembre 2010.

16.2. Les options de vente consenties aux minoritaires sur actions de filiales consolidées

Des accords ont été conclus entre Vigier Holding, la Société Financière Internationale et la société Home Broker JSC (anciennement dénommée KazKommerts Invest), afin d'organiser leurs relations au sein de la société Mynaral Tas, au titre desquels le Groupe a consenti des options de vente

à ses partenaires sur leur participation dans Mynaral Tas. Ces options sont exerçables respectivement au plus tôt en décembre 2013 et en décembre 2015.

La comptabilisation de ces options a donné lieu à la constatation d'une dette de 20,4 millions d'euros au 31 décembre 2011 (10,2 millions d'euros au 31 décembre 2010), correspondant à la valeur actualisée de leur prix d'exercice.

Note 17 ▼ Instruments financiers

Risque de change

Les activités du Groupe sont réalisées par des filiales qui opèrent essentiellement dans leur propre pays et dans leur propre monnaie. L'exposition du Groupe au risque de change est donc limitée. Les opérations d'importation et d'exportation

effectuées par les sociétés dans des devises différentes de leur monnaie de compte sont, le plus souvent, couvertes par des opérations d'achat et de vente à terme de devises. Les financements intragroupes font l'objet, lorsque cela est possible, de couvertures de change par les sociétés lorsque la devise de l'emprunt est différente de la monnaie fonctionnelle.

Le tableau-dessous décrit la décomposition du montant total des actifs et passifs en devises étrangères du Groupe, essentiellement en US dollars au 31 décembre 2011 :

(en millions d'euros)	Dollar US	Euro	Franc Suisse
Actifs	288,0	74,9	0,0
Passifs et commandes engagées	(1 121,4)	(168,1)	(23,0)
Position nette avant gestion	(833,4)	(93,2)	(23,0)
Couvertures	627,1	85,5	23,0
Position nette après gestion	(206,3)	(7,7)	0,0

La position nette « après gestion » en US dollars correspond pour l'essentiel à l'endettement des filiales kazakhes auprès de bailleurs de fonds et du Groupe, non swappé dans la devise fonctionnelle, en l'absence d'un marché de couverture suffisamment structuré et liquide (-175,7 millions d'euros).

Le risque de perte de change sur la position nette en devise, du fait d'une hypothèse d'évolution défavorable et uniforme d'un pour cent des devises fonctionnelles contre l'US dollar s'élève, en contrevalet euros, à 1,7 million d'euros (dont 1,4 million d'euros pour la dette kazakh).

Par ailleurs, les montants en principal et en intérêts dus au titre des emprunts émis initialement par le Groupe en US dollars (240 et 450 millions d'US dollars pour Vicat et 70 millions d'US dollars pour Vicat Sagar Cement Private Limited) et en euros (138,8 millions d'euros pour Vicat Sagar Cement Private Limited) ont été convertis en euros (pour Vicat) et en Roupies indiennes (pour Vicat Sagar Cement Private Limited) au moyen de *Cross Currency Swaps*, intégrés dans le portefeuille présenté ci-après (cf. a).

Risque de taux

L'endettement à taux variable est couvert au moyen de *caps* sur des durées d'origine de 2, 3, 5, 10 et 12 ans et de *swaps* sur des durées d'origine de 3 et 5 ans.

Le groupe est exposé à un risque de taux d'intérêt sur ses actifs et passifs financiers et ses liquidités. Cette exposition correspond aux risques de cours pour les éléments d'actif et de passif financier à taux fixe, et aux risques de flux de trésorerie liés aux éléments d'actif et de passif à taux variable.

Risque de liquidité

Le groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 381 millions d'euros au 31 décembre 2011 (304 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Le groupe dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 300 millions d'euros. Au 31 décembre 2011, le montant des billets émis s'élève à 208 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme telles en dettes à moyen terme dans le bilan consolidé.

Le risque lié à l'impossibilité de placer les billets de trésorerie sur le marché est couvert par des lignes de crédit confirmées non utilisées pour un montant s'élevant au 31 décembre 2011 à celui des billets émis soit 208 millions d'euros.

Certains contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (*covenants*) imposant notamment le respect de ratios financiers, déclarés tous les semestres, et pouvant conduire à une demande de remboursement anticipé (clause d'accélération) en cas de non-respect. Ces *covenants* portent notamment sur des ratios relatifs à la rentabilité (« *leverage* » correspondant à l'endettement net / Ebitda consolidé) et à la structure financière (« *gearing* » correspondant à l'endettement net / capitaux propres consolidés) du Groupe ou des filiales concernées. Pour les besoins du calcul des *covenants*, l'endettement net est déterminé hors options de vente accordées aux minoritaires. Par ailleurs, la marge appliquée à certains financements est fonction du niveau atteint sur l'un de ces ratios.

Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées, pour l'essentiel Vicat SA société mère du groupe, du faible niveau de *gearing* (43.8 %) et *leverage* (2.19 x), et de la liquidité du bilan du groupe, l'existence de ces *covenants* ne constitue pas un risque sur la situation financière du groupe. Au 31 décembre 2011, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les *covenants* contenus dans les contrats de financement.

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés 2011

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant à fin décembre 2011 :

(en milliers de devises)	Valeur nominale (devise)	Valeur Nominale (euro)	Valeur de marché (euro)	Maturité résiduelle		
				< 1 an (euro)	1 - 5 ans (euro)	> 5 ans (euro)
Couverture de juste valeur (a)						
Instruments composés						
- <i>Cross Currency Swap</i> TF \$/TV €	120 000 (\$)	92 743	(4 743) ⁽¹⁾		(4 743)	
Couverture de flux de trésorerie (a)						
Instruments composés						
- <i>Cross Currency Swap</i> TF \$/TF €	120 000 (\$)	92 743	(12 263) ⁽¹⁾		(12 263)	
- <i>Cross Currency Swap</i> TF \$/TF €	450 000 (\$)	347 786	24 246 ⁽¹⁾			24 246
- <i>Swap</i> de taux TV €/TF €	150 000 (€)	150 000	123 ⁽¹⁾		123	
- <i>Cross Currency Swap</i> TV \$/TF Inr	70 000 (\$)	54 100	4 764 ⁽¹⁾			4 764
- <i>Cross Currency Swap</i> TV €/TF Inr	138 765 (€)	138 765	4 831 ⁽¹⁾			4831
Autres dérivés						
Instruments de taux d'intérêt						
- <i>Caps</i> Euro	360 000 (€)	360 000	(1 922)		(1 922)	
- <i>Caps</i> Dollar	35 000 (\$)	27 050	(108)		(108)	
- <i>Swaps</i> Dollar	15 000 (\$)	11 593	(72)		(72)	
Instruments de change						
- Couverture du risque de change sur financements intra-groupes						
- VAT \$	149 000 (\$)	115 156	(1 493) ⁽¹⁾	(1 493)		
- AAT CHF	23 000 (CHF)	18 921	121 ⁽¹⁾	121		
- AAT €	4 340 (€)	4 340	(64)	(64)		
- Couverture du risque de change sur exploitation (achats matières premières)						
	2 526 (\$)	1 952	64	64		
Total			13 484			

(1) Parallèlement, la variation de valeur des prêts et des dettes se dégrade de 0,7 million d'euros.

En application d'IFRS 7, la répartition des instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé selon leur niveau hiérarchique de juste valeur est la suivante au 31 décembre 2011 :

(en millions d'euros)	31 décembre 2011	
Niveau 1 : instruments cotés sur un marché actif	253,2	Note 12
Niveau 2 : valorisation s'appuyant sur des données de marché observables	13,4	voir ci-dessus
Niveau 3 : valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables	23,6	Note 9

Note 18 ▼ Autres dettes

(en milliers d'euros)	2011	2010
Dettes sociales	59 068	55 271
Dettes fiscales	31 895	21 938
Autres dettes et comptes de régularisation	91 144	73 322
Total	182 107	150 531

Note 19 ▼ Chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	2011	2010
Ventes de biens	2 136 911	1 902 599
Ventes de services	128 561	111 060
Chiffre d'affaires	2 265 472	2 013 659

Evolution du chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2011	Variations de périmètre	Variations de change	31 décembre 2011 périmètre et change constants	31 décembre 2010
Chiffre d'affaires	2 265 472	83 277	(24 058)	2 206 253	2 013 659

Note 20 ▼ Charges de personnel et effectifs

(en milliers d'euros)	2011	2010
Salaires et traitements	252 522	231 089
Charges sociales	94 553	88 118
Participation des salariés (sociétés françaises)	5 947	5 325
Charges de personnel	353 022	324 532
Effectifs moyens des sociétés intégrées	7 387	7 040

La participation des salariés des sociétés françaises est attribuée, au choix du salarié, en espèces ou en actions Vicat. Le cours d'attribution est déterminé en fonction de la moyenne des 20 dernières cotations sur la période définie précédant son versement.

Note 21 ▼ Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations

(en milliers d'euros)	2011	2010
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	(180 665)	(166 440)
Dotations nettes aux provisions	977	(1 913)
Dotations nettes aux autres dépréciations sur actifs	(1 760)	1 001
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	(181 448)	(167 352)
Autres dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires ⁽¹⁾	14 306	8 867
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(167 142)	(158 485)

(1) Incluant au 31 décembre 2011 une reprise de provision de 9,8 millions d'euros (reprise de 9,1 millions d'euros au 31 décembre 2010) liée à la mise à jour de la quote-part estimée de responsabilité du Groupe au-delà de l'indemnisation des assureurs dans le sinistre survenu en 2006 tel que décrit dans la note 15.

Note 22 ▼ Autres produits et charges

(en milliers d'euros)	2011	2010
Résultat sur cession d'actifs	2 015	6 332
Produits des immeubles de placement	3 017	2 942
Autres ⁽¹⁾	14 687	33 471
Autres produits et charges ordinaires	19 719	42 745
Autres produits et charges non ordinaires ⁽²⁾	(22 048)	(12 303)
Total	(2 329)	30 442

(1) Incluant au 31 décembre 2010 un produit de 18,0 millions d'euros correspondant au crédit accordé par l'administration fiscale à Sinai Cement Company suite à la révision rétroactive du montant à la tonne de la taxe argile promulguée dans la nouvelle loi en 2010.

(2) Incluant au 31 décembre 2011 une charge de 11,9 millions d'euros (11,4 millions d'euros au 31 décembre 2010) comptabilisée par le Groupe, correspondant aux dossiers constatés en charge en 2011 dans le cadre du sinistre survenu en 2006 tel que décrit dans la note 15.

Note 23 ▼ Indicateurs de performance

La rationalisation du passage entre l'Excédent Brut d'Exploitation, l'EBITDA, l'EBIT et le Résultat d'exploitation est la suivante :

(en milliers d'euros)	2011	2010
Excédent brut d'exploitation	471 219	461 549
Autres produits et charges ordinaires	19 719	42 745
EBITDA	490 938	504 294
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	(181 448)	(167 352)
EBIT	309 490	336 942
Autres produits et charges non ordinaires	(22 048)	(12 303)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires	14 306	8 867
Résultat d'exploitation	301 748	333 506

Note 24 ▼ Résultat financier

(en milliers d'euros)	2011	2010
Produits d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	20 456	20 973
Charges d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	(60 875)	(46 231)
Coût de l'endettement financier net	(40 419)	(25 258)
Dividendes	3 234	1 698
Gains de change	4 801	2 739
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	1 116	-
Résultat sur cessions de titres	-	1 611
Reprises financières de provisions	329	585
Autres produits	-	22
Autres produits financiers	9 480	6 655
Pertes de change	(4 683)	(3 996)
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	-	(1 184)
Dotations financières aux provisions	(4 523)	(379)
Résultat sur cession de titres	(36)	-
Charge d'actualisation	(3 499)	(3 188)
Autres charges	(215)	-
Autres charges financières	(12 956)	(8 747)
Résultat financier	(43 895)	(27 350)

Note 25 ▼ Impôts sur les résultats

Charge d'impôt

Composantes de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	2011	2010
Impôts exigibles	67 593	56 989
Impôts différés	(1 296)	(12 394)
Total ⁽¹⁾	66 297	44 595

(1) Incluant une charge actualisée de 5,3 millions d'euros d'impôt exigible et une charge de 1,0 million d'euros d'impôt différé enregistrées au titre de l'amnistie fiscale pour les années 2006 à 2009 à laquelle les entités turques du Groupe ont souscrit.

Rapprochement entre la charge théorique et la charge réelle

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge nette d'impôt réelle s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2011	2010
Résultat net des sociétés intégrées	191 556	261 560
Impôts sur les résultats	66 297	44 595
Résultat avant impôt	257 853	306 155
Taux d'impôt théorique	36,10 %	34,43 %
Impôt théorique calculé au taux de la société mère	(93 085)	(105 409)
<i>Rapprochement</i>		
Ecarts de taux France / Juridictions étrangères	28 639	69 890
Opérations imposées à taux réduit	(2 854)	(4 792)
Changement de taux	(274)	-
Différences permanentes	226	(6 839)
Crédits d'impôts	1 838	2 172
Autres	(787)	383
Charge réelle d'impôt	(66 297)	(44 595)

Impôts différés

Variation des impôts différés actifs et passifs

(en milliers d'euros)	Impôts différés Actifs		Impôts différés Passifs	
	2011	2010	2011	2010
Impôts différés au 1^{er} janvier	2 553	2 682	146 458	146 016
Charge /Produit de l'exercice	(353)	(1 148)	(1 649)	(13 542)
Impôts différés imputés en capitaux propres			24 851	1 551
Variations de conversion et autres	(126)	(106)	1 505	12 028
Variations de périmètre	30	1 125	264	405
Impôts différés au 31 décembre	2 104	2 553	171 429	146 458

Décomposition de la (charge)/produit d'impôts différés nets par principale catégorie de différence temporelle

(en milliers d'euros)	2011	2010
Immobilisations et locations financement	(4 835)	867
Instruments financiers	(528)	379
Pensions et autres avantages assimilés	(791)	2 005
Amortissements dérogatoires, provisions réglementées & autres	(6 562)	(2 700)
Autres différences temporaires, reports déficitaires et divers	14 012	11 843
Charge d'impôts différés nets	1 296	12 394

Origine des impôts différés actifs et passifs

(en milliers d'euros)	2011	2010
Immobilisations et locations financement	156 817	124 567
Instruments financiers	5 543	870
Pensions	(14 311)	(13 123)
Autres provisions pour risques et charges, actualisation	13 447	10 810
Amortissements dérogatoires et provisions réglementées	40 589	40 564
Autres différences temporaires, reports déficitaires et divers	(32 760)	(19 783)
Actifs et passifs d'impôts différés nets	169 325	143 905
Impôts différés actifs	(2 104)	(2 553)
Impôts différés passifs	171 429	146 458
Solde net	169 325	143 905

Impôts différés non comptabilisés

Les actifs d'impôts différés non comptabilisés au 31 décembre 2011 du fait de leur récupération non probable s'élèvent à 19,2 millions d'euros (13,8 millions d'euros au 31 décembre 2010). Ils concernent essentiellement une entité bénéficiant d'un régime d'exonération fiscale pendant 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2011.

Note 26 ▼ Informations sectorielles

a) Informations par secteur

2011 (en milliers d'euros sauf effectifs)	Ciment	Béton et Granulats	Autres Produits et services	Total
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 355 738	854 007	391 016	2 600 761
Eliminations intersecteurs	(218 147)	(36 051)	(81 091)	(335 289)
Chiffre d'affaires consolidé	1 137 591	817 956	309 925	2 265 472
EBITDA (cf. 1.22 & 23)	379 541	78 026	33 371	490 938
EBIT (cf. 1.22 & 23)	260 956	30 274	18 260	309 490
Bilan				
Total des actifs non courants	2 703 326	595 880	162 235	3 461 441
Capitaux nets investis ⁽¹⁾	2 809 652	585 122	181 087	3 575 861
Autres informations				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	211 058	52 330	12 324	275 712
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	119 269	46 024	15 372	180 665
Effectif moyen	3 143	2 887	1 357	7 387

2010 (en milliers d'euros sauf effectifs)	Ciment	Béton et Granulats	Autres Produits et services	Total
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 224 454	752 416	333 410	2 310 280
Eliminations intersecteurs	(191 138)	(36 123)	(69 360)	(296 621)
Chiffre d'affaires consolidé	1 033 316	716 293	264 050	2 013 659
EBITDA (cf. 1.22 & 23)	412 744	62 473	29 077	504 294
EBIT (cf. 1.22 & 23)	302 615	18 759	15 568	336 942
Bilan				
Total des actifs non courants	2 704 620	580 618	169 687	3 454 925
Capitaux nets investis ⁽¹⁾	2 845 426	571 257	156 710	3 573 393
Autres informations				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	259 334	57 449	18 087	334 870
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	107 545	44 808	14 244	166 597
Effectif moyen	2 902	2 717	1 421	7 040

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et impôts différés.

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés 2011

b) Informations par zones géographiques

L'information relative aux zones géographiques est présentée selon l'implantation géographique des entités concernées.

2011 (en milliers d'euros sauf effectifs)	France	Europe (hors France)	Etats-Unis	Turquie, Kazakhstan et Inde	Afrique de l'ouest et Moyen Orient	Total
Compte de résultat						
Chiffre d'affaires opérationnel	963 361	402 900	165 281	348 320	418 783	2 298 645
Eliminations intersecteurs	(24 722)	(292)		(241)	(7 918)	(33 173)
Chiffre d'affaires consolidé	938 639	402 608	165 281	348 079	410 865	2 265 472
EBITDA (cf. 1.22 & 23)	201 529	102 229	(9 401)	74 142	122 439	490 938
EBIT (cf. 1.22 & 23)	146 857	71 869	(38 816)	43 913	85 667	309 490
Bilan						
Total des actifs non courants	613 884	560 585	387 004	1 165 651	734 317	3 461 441
Capitaux nets investis ⁽¹⁾	713 664	529 156	396 504	1 157 081	779 456	3 575 861
Autres informations						
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	63 287	25 085	4 098	162 830	20 412	275 712
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	56 363	30 918	29 689	29 598	34 097	180 665
Effectif moyen	2 579	1 089	1 012	1 614	1 093	7 387

2010 (en milliers d'euros sauf effectifs)	France	Europe (hors France)	Etats-Unis	Turquie, Kazakhstan et Inde	Afrique de l'ouest et Moyen Orient	Total
Compte de résultat						
Chiffre d'affaires opérationnel	840 707	317 853	167 880	255 648	447 699	2 029 787
Eliminations intersecteurs	(9 065)	(288)			(6 775)	(16 128)
Chiffre d'affaires consolidé	831 642	317 565	167 880	255 648	440 924	2 013 659
EBITDA (cf. 1.22 & 23)	183 926	86 167	(6 039)	38 717	201 523	504 294
EBIT (cf. 1.22 & 23)	131 403	58 965	(36 615)	18 295	164 894	336 942
Bilan						
Total des actifs non courants	607 504	554 047	401 538	1 143 631	748 205	3 454 925
Capitaux nets investis ⁽¹⁾	637 457	521 996	396 104	1 192 712	825 124	3 573 393
Autres informations						
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	56 385	41 655	4 937	167 094	64 799	334 870
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	54 199	26 945	29 996	21 142	34 315	166 597
Effectif moyen	2 490	1 053	1 029	1 429	1 039	7 040

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et impôts différés.

c) Informations relatives aux principaux clients

Le Groupe n'est pas dépendant de ses principaux clients et aucun d'entre eux ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires.

Note 27 ▼ Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation réalisées en 2011 par le Groupe se sont élevés à 352 millions d'euros contre 403 millions d'euros en 2010.

Cette diminution des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles entre 2010 et 2011 provient d'une baisse de la capacité d'autofinancement de 46 millions d'euros et d'une augmentation de la variation du besoin en fonds de roulement de 5 millions d'euros.

L'analyse du besoin en fonds de roulement par nature se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	BFR au 31 décembre 2009	Variation du BFR Année 2010	Autres variations ⁽¹⁾	BFR au 31 décembre 2010	Variation du BFR Année 2011	Autres variations ⁽¹⁾	BFR au 31 décembre 2011
Stocks	295 140	42 315	19 066	356 521	8 763	(5 180)	360 104
Autres éléments de BFR	118 532	(36 123)	(472)	81 937	2 423	16 081	100 441
BFR	413 672	6 192	18 594	438 458	11 186	10 901	460 545

(1) Change, périmètre et divers.

Note 28 ▼ Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement réalisées en 2011 par le Groupe se sont élevés à (301) millions d'euros contre (542) millions d'euros en 2010.

Acquisitions d'investissements incorporels et corporels

Ils intègrent les décaissements effectués pour les investissements industriels, qui se sont élevés à (281) millions d'euros contre (321) millions d'euros en 2010.

Les principaux investissements incorporels et corporels réalisés en 2011 correspondent principalement à la montée en puissance des investissements en Inde, notamment dans le cadre de la construction de l'usine de Vicat Sagar Cement, et dans une moindre mesure à ceux réalisés en France, en Suisse et au Kazakhstan.

Les principaux investissements incorporels et corporels réalisés en 2010 ont été réalisés au Kazakhstan, en Inde, en France, en Suisse et au Sénégal.

Acquisitions / cessions de titres consolidés

Les opérations d'acquisition de titres de sociétés consolidées réalisées au cours de l'exercice 2011 se sont traduites par un décaissement global de (24) millions d'euros correspondant, en l'absence de cession, à l'incidence nette de la période.

Le principal décaissement effectué par le Groupe au cours de cet exercice l'a été pour l'acquisition, auprès de son partenaire kazakh, de 21 % complémentaires du capital de Mynaral Tas Company LLP.

Les opérations d'acquisition et de cession de titres de sociétés consolidées réalisées au cours de l'exercice 2010 se sont traduites par un décaissement global de (229) millions d'euros et un encaissement global de 4 millions d'euros, soit une incidence nette globale de (225) millions d'euros.

Les principaux décaissements effectués par le Groupe en 2010 l'ont été pour l'essentiel dans le cadre de l'acquisition de 51 % du capital de la société indienne Bharathi Cement. En sus du rachat de participations minoritaires, une augmentation de capital de Bharathi Cement a été intégralement souscrite par le Groupe, et financée par la dette, permettant à la société de rembourser l'intégralité de ses dettes financières et de dégager un excédent de trésorerie, contribuant ainsi à l'augmentation de la trésorerie du Groupe à la clôture. La trésorerie de Bharathi Cement a été utilisée en partie au second semestre 2010 pour financer la réalisation de ses investissements.

Note 29 ▼ Composition de la trésorerie nette

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2011 Net	Au 31 décembre 2010 Net
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 12)	359 404	296 176
Découverts bancaires	(15 391)	(9 470)
Trésorerie nette	344 013	286 706

Note 30 ▼ Rémunération des dirigeants

Conformément aux dispositions de l'article 225.102-1 du Code de Commerce et en application de la norme IAS 24, nous vous informons que les rémunérations brutes totales versées à chaque mandataire social au cours de l'exercice 2011 ont été les suivantes :

J. Merceron-Vicat	759 541 €
G. Sidos	728 026 €
L. Merceron-Vicat	216 801 €
S. Sidos	33 205 €
R. de Parisot	486 227 €

Ces sommes, qui ne comprennent pas de partie variable, correspondent à l'ensemble des rémunérations versées, tant par la société VICAT SA que par des sociétés qu'elle contrôle

ou qui la contrôlent au sens de l'article L233-16 du Code de commerce.

Par ailleurs, aucune attribution ou option d'attribution de titres n'ont été consenties aux mandataires susvisés en dehors, le cas échéant, du bénéfice des régimes collectifs légaux ou conventionnels de participation et d'intéressement.

Enfin, quatre mandataires parmi les susvisés bénéficient en outre d'un régime de retraite sur complémentaire dans le cadre de l'article 39 du CGI. Les engagements correspondants (6 263 milliers d'euros) ont fait l'objet de provisions dans les comptes au même titre que l'ensemble des engagements postérieurs à l'emploi à fin 2011 (note 1.15).

Note 31 ▼ Transactions avec les entreprises liées

Outre les informations requises pour les parties liées au titre des principaux dirigeants, décrites dans la note 30, les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées et les coentreprises dans lesquelles

Vicat détient directement ou indirectement une participation, et des entités qui détiennent une participation dans Vicat.

Ces transactions ne sont pas significatives sur l'exercice 2011, et sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément aux transactions prévues par la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe pour les exercices 2011 et 2010 est la suivante par nature de partie liée :

(en milliers d'euros)	Exercice 2011				Exercice 2010			
	Ventes	Achats	Créances	Dettes	Ventes	Achats	Créances	Dettes
Entreprises associées	401	1 333	7 273	131	258	1 225	3 940	139
Coentreprises	1 141	941	140	551	1 099	841	182	681
Autres parties liées	44	2 304	-	174	9	2 246	-	162
Total	1 586	4 578	7 413	856	1 366	4 312	4 122	982

Note 32 ▼ Honoraires versés aux commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes et des autres professionnels de leurs réseaux enregistrés dans les comptes des exercices 2011 et 2010 de la société Vicat SA et de ses filiales consolidées par intégration sont les suivants :

(en milliers d'euros)	KPMG Audit				Wolff & associés				Autres			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
AUDIT												
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	958	935	52	50	431	388	23	21	471	546	25	29
- VICAT SA	190	186	10	10	181	185	10	10	-	-	-	-
- Filiales intégrées globalement et en proportionnel	768	749	41	40	250	203	13	11	471	546	25	29
Autres diligences et prestations directement liées	6	2	16	5	-	-	-	-	32	35	84	95
- VICAT SA												
- Filiales intégrées globalement et en proportionnel	6	2	16	5	-	-	-	-	32	35	84	95
Sous total Audit	964	937	51	49	431	388	23	20	503	581	26	31
AUTRES PRESTATIONS												
Juridique, fiscal, social		5		100	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	2	-	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous total Autres prestations	2	5	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	966	942	51	49	431	388	23	20	503	581	26	30

Note 33 ▼ Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'a d'incidence significative sur les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre.

Note 34 ▼ Liste des principales sociétés retenues pour la consolidation au 31 décembre 2011

Intégration globale : FRANCE

SOCIÉTÉ	ADRESSE	N° SIREN	% de contrôle au 31 décembre 2011	% de contrôle au 31 décembre 2010
VICAT	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	057 505 539	----	----
ALPES INFORMATIQUE	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	073 502 510	99,84	99,84
ANNECY BÉTON CARRIÈRES	14 chemin des grèves 74960 CRAN GEVRIER	326 020 062	50,00	50,00
ATELIER DU GRANIER	Lieu-dit Chapareillan 38530 PONTCHARRA	305 662 504	100,00	100,00
BÉTON CONTRÔLE CÔTE D'AZUR	217 Route de Grenoble 06200 NICE	071 503 569	96,10	96,10
BÉTON DE L'OISANS	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	438 348 047	60,00	60,00
BÉTONS GRANULATS DU CENTRE	Les Genevriers 63430 LES MARTRES D'ARTIERE	327 336 343	100,00	100,00
BÉTON RHÔNE ALPES	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	309 918 464	99,92	99,83
BÉTON TRAVAUX	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	070 503 198	99,98	99,98
B.G.I.E. BÉTON GRANULATS IDF/EST	52-56 rue Jacquard Z.I. 77400 LAGNY SUR MARNE	344 933 338	100,00	100,00
BOUE	Lieu-dit Bourjaguet 31390 CARBONNE	620 800 359	(1)	100,00
BRA	2 Chemin du Roulet 69100 VILLEURBANNE	310 307 392	(1)	100,00
CONDENSIL	1327 Av. de la Houille Blanche 73000 CHAMBÉRY	342 646 957	60,00	60,00
DELTA POMPAGE	1327 Av. de la Houille Blanche 73000 CHAMBÉRY	316 854 363	100,00	100,00
FOURNIER	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	586 550 147	100,00	100,00
GRANULATS VICAT	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	768 200 255	99,82	100,00
GRAVIERES DE BASSET	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	586 550 022	100,00	100,00
MARIOTTO BÉTON	Route de Paris 31150 FENOUILLET	720 803 121	100,00	100,00
MATÉRIAUX SA	7 bis Boulevard Serot 57000 METZ	378 298 392	99,99	99,99

Intégration globale : FRANCE (suite)

SOCIÉTÉ	ADRESSE	N° SIREN	% de contrôle au 31 décembre 2011	% de contrôle au 31 décembre 2010
MONACO BÉTON	24 Avenue de Fontvielle 98000 MONACO	326 MC 161	99,58	79,60
PARFICIM	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	304 828 379	100,00	100,00
RUDIGOZ	Les communaux Route de St Maurice de Gourclans 01800 PÉROUGES	765 200 183	(1)	100,00
SATMA	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	304 154 651	100,00	99,99
SATM	1327 Av. de la Houille Blanche 73000 CHAMBÉRY	745 820 126	100,00	100,00
SIGMA BÉTON	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	343 019 428	100,00	100,00
SOCIETE AZURÉENNE DE GRANULATS	217 Route de Grenoble 06200 NICE	968 801 274	(1)	95,76
LOUIS THIRIET ET CIE	Lieudit Chaufontaine 54300 LUNEVILLE	762 800 977	99,98	99,98
PAPETERIES DE VIZILLE	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	319 212 726	100,00	100,00
VICAT INTERNATIONAL TRADING	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	347 581 266	100,00	100,00
VICAT PRODUITS INDUSTRIELS	52-56 rue Jacquard Z.I 77400 LAGNY SUR MARNE	655 780 559	100,00	100,00

(1) Société fusionnée en 2011 dans une entité intégrée globalement.

Intégration globale : ÉTRANGER

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT/VILLE	% de contrôle au 31 décembre 2011	% de contrôle au 31 décembre 2010
SINAI CEMENT COMPANY	ÉGYPTE	LE CAIRE	52,62	52,62
MYNARAL	KAZAKHSTAN	ALMATY	84,07	60,00
JAMBYL	KAZAKHSTAN	ALMATY	84,07	60,00
BUILDERS CONCRETE	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
KIRKPATRICK	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF CALIFORNIA	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL READY MIXED	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
UNITED READY MIXED	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
VIKING READY MIXED	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
SONNEVILLE INTERNATIONAL CORP	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	ALEXANDRIA	100,00	100,00
CEMENTI CENTRO SUD Spa	ITALIE	GENOVA	100,00	100,00

Intégration globale : ÉTRANGER (suite)

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT/VILLE	% de contrôle au 31 décembre 2011	% de contrôle au 31 décembre 2010
CIMENTS & MATÉRIAUX DU MALI	MALI	BAMAKO	95,00	95,00
GÉCAMINES	SÉNÉGAL	THIES	70,00	70,00
POSTOUDIOKOUL	SÉNÉGAL	RUFISQUE (DAKAR)	100,00	100,00
SOCOCIM INDUSTRIES	SÉNÉGAL	RUFISQUE (DAKAR)	99,91	99,91
SODEVIT	SÉNÉGAL	BANDIA	100,00	100,00
ALTOTA AG	SUISSE	OLTEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
KIESWERK AEBISHOLZ AG (ex ASTRADA KIES AG)	SUISSE	AEBISHOLZ (SOLEURE)	99,64	99,64
BETON AG BASEL	SUISSE	BALE (BALE)	100,00	-
BETON AG INTERLAKEN	SUISSE	MATTEN BEI INTERLAKEN (BERN)	75,42	75,42
BETON GRAND TRAVAUX SA	SUISSE	ASUEL (JURA)	75,00	75,00
BETONPUMPEN OBERLAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	93,33	72,22
CEWAG	SUISSE	DUTINGEN (FRIBOURG)	100,00	100,00
COVIT SA	SUISSE	SAINT-BLAISE (NEUCHATEL)	100,00	100,00
CREABETON MATERIAUX SA	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
EMME KIES + BETON AG	SUISSE	LÜTZELFLÜH (BERN)	66,66	66,66
FBF FRISCHBETON AG FRUTIGEN	SUISSE	FRUTIGEN (BERN)	(1)	98,55
FRISCHBETON AG ZUCHWIL	SUISSE	ZUCHWIL (SOLOTHURN)	88,94	88,94
FRISCHBETON LANGENTHAL AG	SUISSE	LANGENTHAL (BERN)	77,83	77,83
FRISCHBETON THUN	SUISSE	THOUNE (BERN)	53,87	-
GRANDY AG	SUISSE	LANGENDORF (SOLEURE)	100,00	100,00
KIES- UND BETONWERK REULISBACH AG	SUISSE	ST STEPHAN (BERN)	(1)	98,55
KIESTAG STEINIGAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	98,55	98,55
MATERIALBEWIRTSCHAFTUNG MITHOLZ AG	SUISSE	KANDERGRUND (BERN)	98,55	98,55
MICHEL & CO AG	SUISSE	BÖNIGEN (BERN)	(1)	98,55
KIESWERK NEUENDORF	SUISSE	NEUENDORF (SOLEURE)	99,64	IP
SABLES + GRAVIERS TUFFIERE SA	SUISSE	HAUTERIVE (FRIBOURG)	50,00	50,00
SHB STEINBRUCH + HARTSCHOTTER BLAÜSEE MITHOLZ AG	SUISSE	FRUTIGEN (BERN)	98,55	98,55
STEINBRUCH VORBERG AG	SUISSE	BIEL (BERN)	60,00	60,00
VIGIER BETON JURA SA (ex BETON FRAIS MOUTIER SA)	SUISSE	BELPRAHON (BERN)	90,00	90,00

(1) Société fusionnée en 2011 dans une entité intégrée globalement.

Intégration globale : ÉTRANGER (suite)

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT/VILLE	% de contrôle au 31 décembre 2011	% de contrôle au 31 décembre 2010
VIGIER BETON KIES SEELAND AG (ex VIBETON KIES AG)	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
VIGIER BETON MITTELLAND AG (ex WYSS KIESWERK AG)	SUISSE	FELDBRUNNEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER BETON ROMANDIE SA (ex VIBETON FRIBOURG SA)	SUISSE	ST. URSEN (FRIBOURG)	100,00	100,00
VIGIER BETON SEELAND JURA AG (ex VIBETON SAFNERN AG)	SUISSE	SAFNERN (BERN)	90,47	90,47
VIGIER CEMENT AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00
VIGIER HOLDING AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER MANAGEMENT AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIRO AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VITRANS AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00
AKTAS	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
BASTAS BASKENT CIMENTO	TURQUIE	ANKARA	91,58	91,58
BASTAS HAZIR BETON	TURQUIE	ANKARA	91,58	91,58
KONYA CIMENTO	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
TAMTAS	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
BSA CIMENT SA	MAURITANIE	NOUAKCHOTT	64,91	64,91
BHARATHI CEMENT	INDE	HYDERABAD	51,00	51,00
VICAT SAGAR	INDE	HYDERABAD	53,00	53,00

Intégration proportionnelle : FRANCE

SOCIÉTÉ	ADRESSE	N° SIREN	% de contrôle au 31 décembre 2011	% de contrôle au 31 décembre 2010
CARRIÈRES BRESSE BOURGOGNE	Port Fluvial Sud de Chalon 71380 EPERVANS	655 850 055	49,95	49,95
DRAGAGES ET CARRIERES	Port Fluvial sud de Chalon 71380 EPERVANS	341 711 125	50,00	50,00
SABLIÈRES DU CENTRE	Les Genévriers Sud 63430 LES MARTRES D'ARTIERE	480 107 457	50,00	50,00

Intégration proportionnelle : ÉTRANGER

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT/VILLE	% de contrôle au 31 décembre 2011	% de contrôle au 31 décembre 2010
FRISHBETON TAFERS AG	SUISSE	TAFERS (FRIBOURG)	49,50	49,50

Mise en équivalence : ÉTRANGER

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT/VILLE	% de contrôle au 31 décembre 2011	% de contrôle au 31 décembre 2010
HYDROELECTRA	SUISSE	AU (ST. GALLEN)	50,00	49,00
SILO TRANSPORT AG	SUISSE	BERN (BERN)	50,00	50,00
SINAI WHITE CEMENT	ÉGYPTE	LE CAIRE	25,40	25,40

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2011

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport, relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Vicat SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société revoit, lors de chaque clôture, les valeurs comptables des actifs à durée de vie indéfinie, selon les modalités décrites dans la note 1.11 de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées. Les tests couvrent également des actifs à durée de vie déterminée. Nous avons vérifié que les notes de

l'annexe aux comptes consolidés relatifs aux actifs, dont les 3 « Goodwill », 4 « Autres immobilisations incorporelles » et 5 « Immobilisations corporelles », donnent une information appropriée. Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées. Dans le cadre de notre appréciation, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

- La Société comptabilise des engagements de retraite envers ses salariés en application de la norme IAS 19. Les notes 1.15 et 14 de l'annexe aux comptes consolidés précisent les modalités d'évaluation des avantages au personnel postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme. Ces engagements ont fait l'objet d'une comptabilisation sur la base d'une évaluation actuarielle réalisée par des actuaires externes. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que les notes 1.15 et 14 de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique, prévue par la loi, des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.



Comptes sociaux au 31 décembre 2011

Comptes sociaux au 31 décembre 2011	107
Bilan au 31 décembre 2011	108
Compte de résultat de l'exercice 2011	110
Annexe aux comptes sociaux 2011	112
Tableau des filiales et participations	120
Analyse du résultat de l'exercice	121
Résultats financiers des 5 derniers exercices	122
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	123
Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	124

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2011

(en milliers d'euros)	2011			2010
	Montant brut	Amortissements & Dépréciations	Net	Net
ACTIF				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits similaires	23 671	10 741	12 930	10 144
Fonds commercial	1 309	1 155	154	165
Autres immobilisations incorporelles	673	494	179	215
Immobilisations corporelles				
Terrains	89 972	16 857	73 115	73 392
Constructions	162 203	113 930	48 273	50 013
Installations techniques	526 026	402 772	123 254	122 763
Autres immobilisations corporelles	28 105	23 262	4 843	4 854
Immobilisations corporelles en cours	9 593		9 593	8 868
Avances et acomptes	10		10	486
Immobilisations financières				
Participations	1 742 753	274	1 742 479	1 699 193
Autres titres immobilisés	105	64	41	21
Prêts	67		67	67
Autres immobilisations financières	73 695	34 718	38 977	52 283
Total actif immobilisé	2 658 182	604 267	2 053 915	2 022 464
ACTIF CIRCULANT				
Stocks & en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	63 042		63 042	54 176
En-cours de production de biens	11 684		11 684	12 389
Produits intermédiaires et finis	11 437		11 437	11 917
Marchandises	108		108	183
Avances et acomptes versés sur commandes	590		590	3 180
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	104 721	184	104 537	88 982
Autres créances	193 617	613	193 004	175 730
Valeurs mobilières de placement :				
- actions propres	8 614	3 082	5 532	11 059
- autres titres	793		793	
Disponibilités	2 467		2 467	3 429
Charges constatées d'avance	1 254		1 254	1 331
Total actif circulant	398 327	3 879	394 448	362 376
Charges à répartir	4 188		4 188	3 827
Ecarts de conversion actif	5		5	6
Total général	3 060 702	608 146	2 452 556	2 388 673

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2011

(en milliers d'euros)

	2011	2010
PASSIF		
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ⁽¹⁾	179 600	179 600
Primes d'émission, de fusion, d'apport	11 207	11 207
Ecarts de réévaluation	11 147	11 147
Réserve légale	18 708	18 708
Réserves réglementées	112	112
Autres réserves	601 472	551 320
Report à nouveau	103 404	101 475
Résultat de l'exercice	152 357	118 027
Provisions réglementées	110 037	105 563
Total	1 188 044	1 097 159
PROVISIONS		
Provisions pour risques	892	5 489
Provisions pour charges	16 198	16 596
Total	17 090	22 085
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽²⁾	1 073 816	1 059 352
Emprunts et dettes financières divers	478	581
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36 789	35 882
Dettes fiscales et sociales	24 544	23 541
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 591	8 401
Autres dettes	104 203	141 668
Produits constatés d'avance		
Total	1 247 421	1 269 425
Ecarts de conversion passif	1	4
Total général	2 452 556	2 388 673
<i>(1) Ecarts de réévaluation incorporés au capital</i>	<i>14 855</i>	<i>14 855</i>
<i>(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banques (inclus billets de trésorerie)</i>	<i>4 689</i>	<i>3 741</i>

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2011

(en milliers d'euros)	2011	2010
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	2 741	6 477
Production vendue de biens et de services	481 956	437 524
Montant net du chiffre d'affaires	484 697	444 001
Production stockée	(1 185)	4 791
Production immobilisée	1 222	1 052
Subventions d'exploitation	16	54
Reprises sur dépréciations, amortissements et provisions, transferts de charges	5 912	3 073
Autres produits	11 780	14 211
Total des produits d'exploitation	502 442	467 182
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2 532	5 296
Variation de stocks	75	(25)
Achats de matières premières et approvisionnements	101 442	83 428
Variation de stocks	(8 866)	1 472
Autres achats et charges externes	177 460	161 904
Impôts et taxes et versements assimilés	16 142	15 732
Salaires et traitements	44 019	42 292
Charges sociales	20 443	19 872
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	23 465	22 068
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	312	255
Dotations aux provisions	96	869
Autres charges	7 356	2 701
Total des charges d'exploitation	384 476	355 864
Résultat d'exploitation	117 966	111 318
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	126 300	70 536
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	8	1
Autres intérêts et produits assimilés	392	59
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	339	3 108
Différences positives de change	280	262
Total des produits financiers	127 319	73 966
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	16 881	12
Intérêts et charges assimilées	48 493	29 751
Différences négatives de change	384	419
Total des charges financières	65 758	30 182
Résultat financier	61 561	43 784
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	179 527	155 102

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2011

(en milliers d'euros)

	2011	2010
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	133	932
Sur opérations en capital	816	2 298
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	11 655	3 812
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 604	7 042
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	5 549	431
Sur opérations en capital	2 199	1 615
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	12 710	17 674
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	20 458	19 720
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(7 854)	(12 678)
Participation des salariés aux résultats	4 030	3 982
Impôts sur les bénéfices	15 286	20 415
TOTAL DES PRODUITS	642 365	548 190
TOTAL DES CHARGES	490 008	430 163
BÉNÉFICE	152 357	118 027

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2011

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :
 Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût historique diminué des amortissements. Le fonds commercial, intégralement amorti, est constitué de valeurs reçues en apport antérieurement à l'exercice 1986. Les quotas d'émission de gaz à effet de serre sont comptabilisés selon les dispositions expliquées note 5.1.1.

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production, en appliquant l'approche par composants prévue par le règlement CRC 2002-10. Le coût de revient exclut tous frais financiers intercalaires. Les immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilité des immobilisations selon le mode linéaire. Les amortissements résultant des durées d'usage sont constatés par dotation aux provisions réglementées.

Les terrains de carrière sont amortis en fonction des tonnages extraits dans l'année, par comparaison avec les réserves totales estimées.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition, sous déduction éventuelle des dépréciations jugées nécessaires, compte tenu du pourcentage de détention, des perspectives de rentabilité et des cours de bourse s'ils sont significatifs ou des prix de marché. Les participations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les titres auto-détenus sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et figurent dans les autres immobilisations financières. Ceux destinés à l'attribution des salariés dans le cadre de la participation et de l'intéressement sont comptabilisés en valeurs mobilières de placement. Les résultats des cessions des titres auto-détenus contribuent au résultat de l'exercice. A la clôture de l'exercice les titres auto-détenus sont évalués sur la base du cours moyen du dernier mois de l'exercice. Les variations du cours de l'action en dessous du cours historique d'achat sont susceptibles d'entraîner une variation du résultat.

NOTE 4 - ÉLÉMENTS CONCERNANT L'ACTIVITÉ DE L'EXERCICE

Le chiffre d'affaires net par secteurs d'activités et par marchés géographiques est :

(en milliers d'euros)	France	Étranger	Total
Ciment	409 203	38 575	447 778
Papier	26 385	10 534	36 919
Total	435 588	49 109	484 697

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements des biens concourant à la production.

Pour les stocks de produits finis et les en-cours de production, le coût comprend une quote-part appropriée de charges fixes fondée sur des conditions d'utilisation normales des outils de production.

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Des dépréciations sont pratiquées tant sur les stocks que sur les créances pour prendre en compte les pertes probables pouvant apparaître à la clôture de l'exercice.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date d'opération. Les dettes et créances figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Les frais d'émission des emprunts ont été étalés sur la durée des emprunts.

La différence résultant de l'évaluation des dettes et créances en devises est portée au bilan en « Écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

NOTE 2 - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Au cours du premier semestre la société a poursuivi la consolidation de ses sources de financement avec la signature d'une ligne de crédit revolving pour un montant de 480 millions d'euros d'une durée de 5 ans pour refinancer une ligne de crédit d'un montant de 445 millions d'euros arrivant à échéance en juillet 2012. Cette ligne a permis de rallonger la maturité moyenne de la dette à 5,4 ans.

NOTE 3 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Aucun événement postérieur à la clôture n'a d'incidence significative sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2011.

NOTE 5 - ANALYSE DES COMPTES
5.1. Actif immobilisé

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Concessions, brevets, fonds commercial et autres immobilisations incorporelles	21 878	3 796	21	25 653
Terrains et aménagements	89 295	703	26	89 972
Constructions et aménagements	160 341	1 862		162 203
Installations techniques matériel et outillage industriels	511 714	15 058	746	526 026
Autres immobilisations corporelles	26 889	1 457	241	28 105
Immobilisations corporelles en cours	8 868	15 899	15 174	9 593
Avances et acomptes	486		476	10
Total	819 471	38 775	16 684	841 562

(en milliers d'euros)	Amortissements au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Amortissements à la fin de l'exercice
Concessions, brevets, fonds commercial et autres immobilisations incorporelles	11 354	1 058	22	12 390
Terrains et aménagements	14 845	955	1	15 799
Constructions et aménagements	110 328	3 602		113 930
Installations techniques matériel et outillage industriels	388 951	13 842	21	402 772
Autres immobilisations corporelles	22 035	1 468	241	23 262
Total	547 513	20 925	285	568 153

5.1.1. Immobilisations incorporelles

Les quotas alloués par l'Etat, dans le cadre du Plan National d'Affectation des Quotas (PNAQ II) n'ont donné lieu à aucune comptabilisation tant à l'actif qu'au passif. Ils s'élèvent en 2011 à 2 802 milliers de tonnes d'émission de gaz à effet de serre (14 011 milliers de tonnes sur la période 2008-2012).

Les échanges de quotas (EUA) contre des Certificats de Réduction d'Emission (CER) ont été constatés dans le résultat de l'exercice pour un montant de 2 491 milliers d'euros. En 2010, le produit des ventes et des échanges de quotas s'élevaient 9 607 milliers d'euros.

Le solde de quotas détenus à la clôture en excédent des émissions réelles fait l'objet d'une constatation à l'actif et au passif, sur la base de la valeur de marché à la clôture de chaque exercice. A fin 2011, les quotas détenus représentent 6 680 milliers d'euros correspondant à 749 milliers de tonnes. Il n'a été constaté aucun résultat sur ces quotas détenus.

Les frais de recherche et développement comptabilisés en charges sur l'exercice s'élèvent à 4 425 milliers d'euros.

5.1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles en cours sont principalement constituées d'installations industrielles en phase de montage. Les investissements industriels ont été amortis comme suit :

- Constructions et génie civil des installations industrielles :	15 à 30 ans
- Installations industrielles :	5 à 15 ans
- Matériel roulant :	5 à 8 ans
- Matériel divers :	5 ans
- Matériels informatiques :	3 ans

5.1.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières brutes ont augmenté de 44 703 milliers d'euros principalement par suite :

- de l'augmentation des participations et des titres immobilisés pour un montant de :	42 978
- de la variation des autres immobilisations financières :	1 725

44 703

Au titre du contrat de liquidité confié à NATIXIS, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité à la clôture de l'exercice :

- 65 664 titres pour une valeur nette de 2 782 milliers d'euros.
- 517 milliers d'euros de liquidités.

Dans le cadre de ce contrat, 300 722 actions ont été acquises au cours de l'exercice pour un montant de 16 560 milliers d'euros et 246 327 titres cédés pour un montant de 13 457 milliers d'euros.

Les immobilisations financières intègrent par ailleurs 813 167 actions auto-détenues pour une valeur nette comptable de 34 445 milliers d'euros.

Les prêts et autres immobilisations financières se ventilent en milliers d'euros :

- un an au plus -
- plus d'un an 73 762

73 762

5.2. Capitaux propres

5.2.1. Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 179 600 000 euros, divisé en 44 900 000 actions de 4 euros.

Dont détenues par :

- Personnel 4,65 %
dont actionnaires salariés (*) 2,14 %
- Famille, Parfininco et Soparfi 60,57 %
- Vicat 2,25 %

(*) Au sens de l'article L 225-102 du Code de commerce.

5.2.2 Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	2011	2010
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	1 097 159	1 035 017
Capitaux propres à la clôture de l'exercice	1 188 044	1 097 159
Variation	90 885	62 142
Analyse des variations		
Résultat de l'exercice	152 357	118 027
Distribution de dividendes ⁽¹⁾	(65 946)	(66 035)
Écart de réévaluation		80
Provisions réglementées	4 474	10 070
	90 885	62 142

(1) Sous déduction des dividendes sur actions propres.

5.2.3. Provisions réglementées

(en milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise	Montant à la fin de l'exercice
Provision pour hausse des prix	11 718	486	2 228	9 976
Amortissements dérogatoires	84 020	9 101	3 965	89 156
Provision spéciale de réévaluation	2 447	-	-	2 447
Provision pour investissements	7 378	1 545	465	8 458
Total	105 563	11 132	6 658	110 037

COMPTES SOCIAUX

Annexe aux comptes sociaux 2011

L'échéancier de reprise se ventile comme suit :

(en milliers d'euros)	Montant	Reprise à 1 an au plus	Reprise à plus d'1 an
Provision pour hausse des prix	9 976	1 519	8 457
Amortissements dérogatoires	89 156	5 609	83 547
Provision spéciale de réévaluation	2 447		2 447
Provision pour investissement	8 458	842	7 616
Total	110 037	7 970	102 067

5.3. Provisions

(en milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour reconstitution de carrières	5 778		506	856	4 416
Provisions pour litiges	4 812	42	4 500	199	155
Autres provisions pour charges	11 495	1 638	614		12 519
Total	22 085	1 680	5 620	1 055	17 090

Les provisions qui s'élèvent à 17 millions d'euros couvrent :

- les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrières à hauteur de 4,4 millions d'euros. Ces provisions sont constituées, pour chacune des carrières, en fonction des tonnages extraits rapportés au gisement potentiel, et par référence aux coûts estimés des travaux en fin d'exploitation.
- les autres provisions pour charge qui incluent une provision de 11 142 milliers d'euros pour impôt à restituer aux filiales dans le cadre du régime de l'intégration fiscale.

Les provisions pour litiges incluaient au 31 décembre 2010 un montant de 4,5 millions d'euros correspondant au montant résiduel de la sanction du Conseil de la concurrence relative à une entente présumée en Corse, après réduction du montant de cette sanction par la Cour d'appel de Paris. La provision a été reprise après paiement suite au rejet du pourvoi formé par la société devant la Cour de cassation.

5.4. Dettes financières

Au cours de l'exercice 2011, les dettes financières à moyen et long terme, les concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque ont augmenté de 14 361 milliers d'euros.

5.4.1. Échéancier

(en milliers d'euros)	Montant brut	1 an au plus	+ 1 an et 5 ans au plus	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	1 069 127		669 892	399 235
Emprunts et dettes financières divers	478	85	170	223
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	4 689	4 689		
<i>(1) dont billets de trésorerie</i>		208 000	208 000	

5.4.2. Autres informations

La Société dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 273 millions d'euros au 31 décembre 2011 (211 millions d'euros au 31 décembre 2010).

La Société dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 300 millions d'euros. Au 31 décembre 2011, le montant des billets émis s'élève à 208 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme tels en dettes à moyen terme.

Les contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (*covenants*) imposant notamment le respect de ratios financiers. L'existence de ces *covenants* ne constitue pas un risque sur la situation financière de la société.

5.4.4. Instruments financiers

Les instruments dérivés non dénoués au 31 décembre 2011 s'analysent comme suit :

Nature (en milliers d'unités monétaire)	Valeur nominale (devises)	Valeur nominale (euros)	Juste valeur (euros)
Achats à terme de CHF	23 000 CHF	18 921	121 ⁽¹⁾
Achats à terme de USD	2 526 USD	1 952	64
Ventes à terme de USD	149 000 USD	115 156	-1 493 ⁽²⁾
Swaps de taux TV/TF	150 000 EUR	150 000	123 ⁽³⁾
Caps de taux	360 000 EUR	360 000	-1 923
Cross Currency Swap	690 000 USD	533 272	7 240 ⁽⁴⁾

(1) Parallèlement la dette se dégrade de 0,1 million d'euros.

(2) Parallèlement le prêt s'améliore de 1,3 millions d'euros.

(3) Parallèlement la dette se dégrade de 0,3 million d'euros.

(4) Parallèlement la dette s'améliore de 11 millions d'euros.

5.5. Échéance des créances et dettes d'exploitation

L'ensemble des créances et des dettes d'exploitation est à un an au plus d'échéance.

5.6. Solde des dettes envers les fournisseurs

Fin 2011 le montant des factures dues aux fournisseurs, figurant dans le poste « dettes fournisseurs et comptes rattachés » s'élève à la clôture de l'exercice à 22 956 milliers d'euros.

Décomposition par date d'échéance

(en milliers d'euros)	2011	2010
Échues	2 097	943
Moins de 30 jours	15 615	14 495
De 31 à 60 jours	5 244	5 451
Total	22 956	20 889

5.7. Autres éléments d'information sur le bilan et le compte de résultat

Les autres éléments d'information sont donnés dans les tableaux ci-après :

Éléments relevant de plusieurs postes du bilan (en milliers d'euros)	Entreprises liées	Dettes ou créances représentées par des effets de commerce
Participations	1 738 954	
Créances clients et comptes rattachés	36 231	18 579
Autres créances	174 201	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 023	318
Autres dettes	67 720	

Éléments du compte de résultat

Charges financières	3 323
Produits financiers hors dividendes	5 803

Les transactions réalisées avec les entreprises associées et les parties liées ne sont pas visées par le Règlement 2010-02 de l'Autorité des normes comptables.

Charges à payer

(en milliers d'euros)	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 688
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 515
Dettes fiscales et sociales	13 695
Autres dettes	483
Total	32 381

Charges constatées d'avance

(en milliers d'euros)	Montant
Charges d'exploitation	873
Charges financières	381
Total	1 254

Valeurs mobilières de placement

Elles sont constituées d'actions Vicat, à hauteur de 130 595 titres pour une valeur nette de 5 532 milliers d'euros acquis dans le cadre de l'attribution aux salariés. Leur valeur boursière s'élève à 5 773 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

La distribution d'actions aux salariés du Groupe dans le cadre de la participation se traduit par une charge de 501 milliers d'euros.

Résultat financier

Le résultat financier a enregistré une dotation aux provisions pour dépréciation des titres auto détenus de 16 870 milliers d'euros (contre une reprise de 3 087 milliers d'euros en 2010).

NOTE 6 - RÉPARTITION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES ET DES CONTRIBUTIONS ADDITIONNELLES

Répartition (en milliers d'euros)	Résultat avant impôt	Impôt sur les sociétés	Contribution sociale	Contribution exceptionnelle	Résultat net après impôt
Résultat courant	179 527	(17 939)	(854)	(1 692)	159 042
Résultat exceptionnel (et participation des salariés)	(11 884)	4 618	195	386	(6 685)
Résultat comptable	167 643	(13 321)	(659)	(1 306)	152 357

NOTE 7 - INCIDENCES DES ÉVALUATIONS FISCALES DÉROGATOIRES

Rubriques (en milliers d'euros)	Dotations	Reprises	Montants
Résultat de l'exercice			152 357
Impôt sur les bénéfices			13 321
Contribution exceptionnelle			1 306
Contribution sociale			659
Résultat avant impôt			167 643
Variation amortissements dérogatoires	9 101	(3 965)	5 136
Variation provisions pour investissement	1 545	(465)	1 080
Variation provisions pour hausse de prix	486	(2 228)	(1 742)
Sous total	11 132	(6 658)	4 474
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)			172 117

La société Vicat a opté pour le régime d'intégration fiscale dont elle est tête de groupe. Cette option concerne 25 sociétés. Aux termes de la convention d'intégration fiscale, les filiales supportent une charge d'impôt équivalente à celle qu'elles auraient supportée en l'absence d'intégration. L'économie d'impôt résultant du régime d'intégration bénéficie à la société tête de groupe, nonobstant les

déficits à restituer aux filiales pour lesquels une provision est constituée. Pour l'exercice 2011, cette économie s'élève à 2 779 milliers d'euros.

Le montant des charges visées aux articles 223 quater et 39.4 du Code général des impôts s'est élevé à 158 milliers d'euros au titre de l'exercice 2011.

NOTE 8 - SITUATION FISCALE DIFFÉRÉE

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant
Impôt dû sur :	
Provisions pour hausse de prix	3 435
Amortissements dérogatoires	30 696
Total accroissements	34 131
Impôt payé d'avance sur charges non déductibles temporairement	2 301
<i>dont participation des salariés</i>	1 455
Total allègements	2 301
Situation fiscale différée nette	31 830

NOTE 9 - ENGAGEMENTS HORS BILAN
Engagements donnés

(en milliers d'euros)	Montant
Engagements de départs en retraite ⁽¹⁾	10 377
Cautions et garanties ⁽²⁾	232 231
Achats à terme de combustibles	1 894
Total	244 502

(1) Dont 3 737 milliers d'euros au titre du régime de retraite sur complémentaire souscrit au profit des dirigeants dans le cadre de l'article 39 du CGI.

(2) Vicat s'est porté garant au bénéfice des bailleurs pour le compte de ses filiales Jambyl Cement Production Company LLP et Vicat Sagar Cement Private Ltd pour des financements souscrits pour la construction de projets greenfield.

Vicat a consenti une option de vente aux actionnaires minoritaires de sa filiale Mynaral Tas Company LLP. Cette option, exerçable au plus tôt en décembre 2013, est évaluée à 10,8 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Engagements reçus

(en milliers d'euros)	Montant
Lignes de crédit confirmées ⁽¹⁾	731 000
Autres engagements reçus	2 100
Total	733 100

(1) Dont 208 000 milliers d'euros affectés à la couverture du programme d'émission des billets de trésorerie.

Les engagements liés aux départs en retraite sont calculés conformément aux clauses prévues par les conventions collectives. Ils font l'objet d'un calcul actuariel selon la méthode des unités de crédits projetées qui intègre des hypothèses de rotation du personnel, d'espérance de vie et de niveau de rémunération future. Les engagements sont évalués, charges sociales incluses, au prorata des années de service des salariés.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Taux d'actualisation :	4,75 %
Taux d'augmentation des salaires :	de 2,5 % à 4 %
Taux d'inflation :	2 %

NOTE 10 - RÉMUNÉRATIONS ET EFFECTIFS
Rémunération des dirigeants

(en milliers d'euros)	Montant
Rémunérations allouées :	
- aux administrateurs es qualités	275
- aux membres de la direction	2 196

Effectif	Moyen	Au 31 décembre 2011
Cadres	206	209
Agents de maîtrise, techniciens, employés	380	383
Ouvriers	270	270
Total société	856	862
<i>dont papier</i>	<i>149</i>	<i>153</i>

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en milliers d'unités monétaires : EUROS, USD, FCFA)

SOCIETE OU GROUPES DES SOCIETES EXERCICE 2011	CAPITAL	RÉSERVES et report à nouveau avant affectation des résultats	QUOTE PART de capital détenu en %	VALEUR COMPTABLE des titres détenus		PRÊTS & AVANCES consentis par la société et non encore remboursés	MONTANT des cautions et avals donnés par la Société	CHIFFRE d'affaires H.T. du dernier exercice écoulé	BÉNÉFICE ou Perte (-) du dernier exercice clos	DIVIDENDES encaissés par la société Vicat au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
FILIALES & PARTICIPATIONS										
DONT LA VALEUR BRUTE D'INVENTAIRE EXCEDE 1 % DU CAPITAL DE VICAT										
1) FILIALES (50 % au moins du capital détenu par la société)										
BETON TRAVAUX										
92095 PARIS LA DEFENSE	27 997	181 059	99,97	88 869	88 869	63 305		22 098	15 502	19 243
NATIONAL CEMENT COMPANY										
280 521 ⁽¹⁾ LOS ANGELES USA	280 521 ⁽¹⁾	114 417 ⁽¹⁾	97,85	229 581	229 581	58 048		230 022 ⁽¹⁾	(34 425) ⁽¹⁾	
PARFICIM										
92095 PARIS LA DEFENSE	67 728	1 435 001	99,99	1 343 624	1 343 624				84 556	97 360
SATMA										
38081 L'ISLE D'ABEAU CEDEX	3 841	4 046	100	7 613	7 613			20 719	997	
CAP VRACS										
13270 FOS SUR MER	16 540	9 806	100	43 004	43 004	12 348		10 884	(2 138)	
2) PARTICIPATION (10 à 50 % du capital détenu par la société)										
SOCIETE DES CIMENTES D'ABIDJAN⁽³⁾										
2 000 000 ⁽²⁾ COTE D'IVOIRE	2 000 000 ⁽²⁾	15 670 789 ⁽²⁾	17,14	1 596	1 596			51 675 692 ⁽²⁾	4 870 329 ⁽²⁾	696
SATM										
38081 L'ISLE D'ABEAU	1 600	34 527	22,00	15 765	15 765			119 484	6 502	1 980
AUTRES FILIALES & PARTICIPATIONS										
Filiales françaises (ensemble)				10 019	9 681	2 674				1 218
Filiales étrangères (ensemble)				2 787	2 787	36 977				
Total				1 742 858	1 742 520	173 352				120 497

(1) Chiffres présentés en USD.

(2) Chiffres présentés en FCFA.

(3) Chiffres 2010.

ANALYSE DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat courant s'élève à :	179 526 504
compte tenu :	
- des autres produits et charges exceptionnels	- 7 853 928
- de la participation des salariés	- 4 029 869
- de l'impôt sur les bénéfices	- 15 286 066
Le résultat de l'exercice 2011 s'élève à :	152 356 641

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Nous vous proposons de répartir le résultat comme suit :

RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2011	152 356 641
Report à nouveau antérieur	103 403 646
TOTAL A RÉPARTIR	255 760 287

Nous vous proposons la répartition ci-après :

- dividende 1,50 € par action d'un nominal de 4 euros	67 350 000
- dotation aux autres réserves	38 410 287

Report à nouveau	150 000 000
-------------------------	--------------------

DISTRIBUTION AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

Exercice	2008	2009	2010
Dividende distribué	1,50	1,50	1,50

Nota : Le montant des dividendes mentionnés tient compte de toutes les actions existantes.

Lors de la mise en paiement, les dividendes sur actions propres seront affectés au compte « report à nouveau ».

Les dividendes mis en distribution ouvrent droit à l'abattement de 40 % dans les conditions prévues à l'article 158-3 du Code général des impôts.

RÉSULTATS FINANCIERS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES
articles R.225-81, R.225-83 et R.225-102 du Code de commerce

(en euros)	2007	2008	2009	2010	2011
1) SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	187 084 800	179 600 000	179 600 000	179 600 000	179 600 000
Nombre d'actions émises	46 771 200	44 900 000	44 900 000	44 900 000	44 900 000
2) RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTIVES					
Chiffre d'affaires HT	510 432 697	511 841 942	448 708 588	444 001 111	484 696 600
Bénéfice avant impôt, participation, amortissements et provisions	204 175 655	201 208 409	186 205 363	175 735 104	211 190 319
Impôt sur les bénéfices	18 005 000	22 621 500	28 903 959	20 414 515	15 286 066
Participation des salariés due au titre de l'exercice	5 415 687	5 332 772	4 849 805	3 982 186	4 029 869
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	82 336 178	103 414 454	124 861 843	118 026 898	152 356 641
Montant des bénéfices distribués	70 156 800	67 350 000	67 350 000	67 350 000	67 350 000
3) RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION					
Bénéfice après impôt, participation mais avant amortissements et provisions (<i>à nombre d'actions comparables</i>)	4,03	3,86	3,40	3,37	4,27
Bénéfice après impôt, participation amortissements et provisions (<i>à nombre d'actions comparables</i>)	1,83	2,30	2,78	2,63	3,39
Dividende versé à chaque action	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50
4) PERSONNEL					
Nombre de salariés	842	850	848	859	862
Montant de la masse salariale ⁽¹⁾	37 860 259	38 720 960	40 694 345	41 518 392	43 128 593
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc..)	18 482 985	18 191 928	19 044 121	19 872 426	20 442 672

(1) Indemnités de départs des préretraites exclues.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2011

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Vicat SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables utilisées lors de la clôture annuelle, notamment en ce qui concerne l'évaluation des titres de participation inscrits à l'actif du bilan. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans l'annexe.
- Votre société constitue des provisions pour charges de reconstitution de carrières, et au titre des produits d'impôts à restituer aux filiales dans le cadre du régime de l'intégration fiscale, tel que décrit en note 5.3 de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par

la société, décrites dans l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de ces méthodes. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour établir ces provisions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article R.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital (ou des droits de vote) vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Exercice clos le 31 décembre 2011

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article R. 225-38 du Code de commerce.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Engagements pris en matière de retraite additionnelle : Les engagements pris en matière de compléments de retraite et notamment de retraite additionnelle auprès de CARDIF ont été confirmés par le Conseil d'Administration du 25 février 2011 suite au renouvellement des mandats du Président du Conseil d'Administration et du Directeur Général.

Nature et objet : Régime de retraite sur complémentaire dans le cadre de l'article 39 du CGI.

Modalités : Les engagements pris auprès de CARDIF concernent les mandataires sociaux ainsi que les cadres dont le salaire dépasse 4 fois le plafond de la tranche A.

Paris La Défense, le 8 mars 2012
KPMG Audit - Département de KPMG S.A.
 Bertrand Desbarrières - Associé

Chamalières, le 8 mars 2012
Wolff & Associés S.A.S.
 Grégory Wolff - Associé



Informations juridiques

Informations juridiques	125
Informations sociales et environnementales	126
Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne	131
Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration	136
Projet de résolutions de l'Assemblée Générale ordinaire du 4 mai 2012	137

INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Les informations ci-dessous sont publiées dans le cadre des prescriptions de l'article 116 de la loi sur les Nouvelles Réglementation Economique (NRE) et du décret N° 2022-221 du 20 février 2002.

1. INFORMATIONS SOCIALES

1.1. Analyse de l'effectif ponctuel au 31 décembre 2011 par catégorie & métier

	Total	Dont		
		Ciment	Béton & Granulats	Autres Produits & Services
Encadrement	1 191	677	214	300
Employés	2 686	1 354	980	352
Ouvriers	3 594	1 114	1 642	838
Total	7 471	3 145	2 836	1 490

La répartition des effectifs par activité reste globalement stable par rapport à l'exercice précédent. L'activité ciment représente 42,1 % (contre 42,4 % en 2010), l'activité Béton & Granulats 38,0 % (contre 38,1 % en 2010) et les autres produits et services 19,9 % contre 19,5 % en 2010 (pour environ de 15 % du chiffre d'affaires en 2011). L'effectif ouvrier représente 48,1 % de l'effectif total.

1.2. Analyse de l'effectif au 31 décembre 2011 par sexe / ancienneté / catégorie

Le tableau ci- après présente les principales données de la « démographie » du Groupe, ils sont sans changement notable par rapport à l'exercice précédent.

	Total	Dont			Age Moyen	Ancienneté Moyenne
		Encadrement	Employés	Ouvrier		
Hommes	6 663	1 046	2 110	3 595	41,7	9,3
Femmes	808	143	578	87	40,2	9,1
Total	7 471	1 189	2 688	3 682	41,5	9,3

Évolution de la séniorité dans le Groupe

	Age moyen		Ancienneté moyenne	
	2010	2011	2010	2011
Total Groupe	41,7	41,5	9,4	9,5
dont France	42,6	42,8	12,4	11,7

L'âge moyen et l'ancienneté moyenne des collaborateurs du Groupe restent stable en 2011 au global par rapport à 2010. En France, la hausse de l'âge moyen et la diminution de l'ancienneté moyenne s'explique par l'intégration de près de 90 personnes de la société Thiriet.

Répartition Hommes / Femmes

	2010	2011
Total du groupe		
Femmes	10,7 %	10,8 %
Hommes	89,3 %	89,2 %
dont France :		
<i>Femmes</i>	16,5 %	16,9 %
<i>Hommes</i>	83,5 %	83,1 %

Après une année de baisse faisant suite à quatre années de progression, la part des femmes dans l'effectif global du Groupe est en légère hausse en 2011. Il en va de même pour la France où la proportion dépasse celle de 2009 (de 15,6 % en 2006 à 16,9 % en 2011).

En 2011, les femmes représentaient 12 % de l'encadrement (dont 18,8 % en France), 21,5 % des employés (confirmant la tendance à la baisse: 24,9 % en 2009, 22,7 % en 2010) et 2,4 % du personnel ouvrier, en hausse de 0,9 % du fait notamment d'une population féminine ouvrière relativement importante au Kazakhstan.

Part de l'effectif féminin par catégorie

	2010	2011
Total du groupe		
Encadrement	11,7 %	12,0 %
Employés	22,7 %	21,5 %
Ouvriers	1,7 %	2,4 %
dont France :		
<i>Encadrement</i>	17,6 %	18,8 %
<i>Employés</i>	26,7 %	26,6 %
<i>Ouvriers</i>	1,4 %	1,8 %

La faible représentation des femmes dans l'effectif du Groupe s'explique toujours par la nature de l'activité et des postes de travail. Ainsi, la part de l'effectif féminin est quasi négligeable dans l'effectif ouvrier et ce tant en France qu'à l'étranger. La représentation féminine est hétérogène d'un pays à l'autre. Le Mali (23,1 % mais pour un effectif total de 13 personnes) et le Kazakhstan (21,8 %) arrivent en très bonne place, suivis par l'Italie (19,2 %), la France (16,7 %) et la Suisse (13,1 %). Un bouquet de pays (USA, Sénégal et Égypte) se tient entre 5 % et 6 %. Les autres pays (Mauritanie, Turquie et Inde) sont aux alentours de 2 %.

1.3. Analyse des effectifs au 31/12/2011 par type de contrat / catégorie

	Total	Ciment	Dont	
			Béton & Granulats	Autres Produits & Services
Salariés à plein temps :	7 287	3 112	2 761	1 412
Encadrement	1 168	668	210	290
Employés	2 576	1 336	940	300
Ouvriers	3 543	1 108	1 613	822
Salariés à temps partiel :	184	33	73	78
Encadrement	23	9	4	10
Employés	110	18	40	52
Ouvriers	51	6	29	16
Total	7 471	3 145	2 834	1 490

La part des salariés à temps partiel reste stable à 2,5 % de l'effectif. Comme en 2010, les activités APS (5,2 %) et B&G (2,6 %) utilisent beaucoup plus les temps partiels que l'activité Ciment. Seuls les pays suivants ont recours au temps partiel et dans des proportions disparates : Suisse (9,4 %), Italie (3,8 %), France (2,9 %), USA (0,4 %), Égypte (0,3 %).

1.4. Analyse de la variation de l'effectif

		Total	Commentaires
Effectif 31/12/2010		7 287	
Départ Naturel	-	578	(démission, décès, fin de contrat...)
Retraite	-	104	
Départs provoqués	-	195	(licenciement, pré retraite...)
Autres Mouvements	+	21	Suisse : Intégration des sociétés des sociétés Beton Basel AG et Frischtbeton Thun AG
Embauche	+	958	Dont Kazakhstan et Inde
Effectif 31/12/2011		7 471	

L'augmentation nette de l'effectif de fin d'année, + 102 personnes, résulte des opérations des nouvelles cimenteries de Jambyl Cement au Kazakhstan et de Bharathi Cement en Inde (deuxième ligne), ainsi que de la construction de la cimenterie et de la préparation des activités de Vicat Sagar. Les autres mouvements résultent principalement du remplacement des flux naturels et de l'adaptation des organisations à la conjoncture de chaque marché.

Évolution de l'effectif ponctuel par zone géographique

La croissance des effectifs en 2011 a été bien moins forte qu'en 2010. En effet, l'intégration de Bharathi (Inde) et les recrutements pour son usine, ainsi que les recrutements pour l'usine de Jambyl Cement (Kazakhstan), ont été réalisés en 2010.

Évolution de l'effectif fin d'année par zone géographique

	2010	2011	Ecart	Hors effet périmètre
France	2 588	2 587	- 0,1 %	NA
Suisse + Italie	1 099	1 138	+ 3,5 %	+ 1,9 %
Etats-Unis	1 048	1 003	- 4,3 %	NA
Turquie/Kazakhstan/Inde	1 601	1 609	+ 0,5 %	NA
Sénégal/Mauritanie/Mali/Égypte	1 033	1 134	+ 9,8 %	NA
Total	7 426	7 471	+ 1,4 %	+ 1,1 %

L'augmentation des effectifs en Europe est principalement due à la Suisse par le développement de ses activités dans le béton et transport associé.

La France reste stable, tout continuant sa démarche d'optimisation de ses organisations. Les USA ont continué la diminution de leurs effectifs en 2011 (- 4,3 %) après une baisse de 5,2 % en 2010.

Le Kazakhstan (+ 6,6 %) et l'Inde (+ 6,9 %) ont augmenté leur personnel pour répondre à leurs marchés alors que la Turquie diminue ses effectifs de 33 collaborateurs (- 3,6 %).

La zone Afrique de l'Ouest/Égypte a vu une croissance de ses effectifs (+ 10,1 %), poussés par une fidélisation de collaborateurs formés et compétents dans l'activité Granulats au Sénégal.

1.5. Résultat de Sécurité

	Activité Ciment		Total Groupe	
	2010	2011	2010	2011
% de l'effectif analysé	96 %	96 %	86 %	92 %
Nombre d'accidents avec arrêt	46	39	244	199
Nombre de jours de travail perdus	1 275	1 403	7 135	6 704
Taux de Fréquence	9,1	7,3	18,1	14,4
Taux de Gravité	0,25	0,26	0,53	0,49

En 2011, on observe que l'ensemble des indicateurs sont en forte amélioration, conséquence d'une politique volontariste de prévention et de sécurité du Groupe, et des actions réalisées sur le terrain par les équipes.

2. DONNÉES ENVIRONNEMENTALES
Plan de réhabilitation des carrières VICAT en 2011

	Ciment	Granulats	Total
Nombre total de carrières	54	83	137
dont carrières ayant un plan de réhabilitation	40	77	117
Proportion de carrières ayant un plan de réhabilitation	74 %	93 %	85 %

Les carrières ne disposant pas encore de plan de réhabilitation sont pour l'essentiel des carrières qui, compte tenu du plan de d'exploitation, ne devraient pas connaître d'action de réhabilitation à court terme et / ou qui sont situées dans des zones ayant peu de végétation préexistante. Au global, cet indicateur est toujours en progression.

Les superficies de carrières réaménagées en 2011 représentent près de 500 000 m² (493 121 m²) qui concernent cette année principalement les carrières de granulats en France.

Emissions CO₂ de l'activité ciment

Le tableau ci-après présente les principales données de la « démographie » du Groupe. Elles sont sans changement notable par rapport à l'exercice précédent.

	2009	2010	2011
CO ₂ émis (milliers Tonnes)	8 753	10 763	11 322
CO ₂ émis par tonne de clinker (kg / tonne de clinker)	815	817	828

En 2011, les émissions brutes totales de l'activité Ciment du Groupe ont représenté 11 322 milliers de tonnes de CO₂. Ces émissions sont en progression de + 5.2 %, avec une progression de la production clinker, 3.8 %. Les émissions par tonne progressent donc légèrement à 828 kg de CO₂ / tonne de clinker 1.3 % notamment du fait de l'augmentation de la part des charbons résultant notamment de la montée en puissance des usines en Inde et au Kazakhstan. Malgré tout, ce facteur d'émission reste parmi les plus bas du benchmark mondial accessible grâce à la modernité des équipements des usines du Groupe

Autres émissions

	% de la production clinker 2011 couverte par l'analyse	Emissions Totales Tonnes		Emissions g / t de clinker	
		2010	2011	2010	2011
Poussières	100 %	402	622	33	46
SOx	48 %	1753	2057	285	312
NOx	68 %	9612	11912	1092	1273

Les mesures ci-dessus concernent les émissions aux cheminées des fours. Ces données sont issues de mesures réalisées en continu à hauteur 65 % des fours pour les poussières, 65 % pour les NOx et 45 % pour les SOx. Les autres fours analysés ayant fait l'objet de mesures périodiques qui ont ensuite été extrapolées

Consommation de matières premières
Consommation d'eau

	Ciment	Béton & Granulat
Consommation totale d'eau (millions de m ³)	11,4	10,4
Volume d'eau recyclée	2,7	5,4
% du total	24	52
Part de l'approvisionnement en eau venant du réseau d'eau public	5,9 %	16,7 %

Autres matières premières
Activité Ciment

(en milliers de tonnes)

	2011
Calcaire / Marnes / Sable	21 193
Oxyde de fer	585
Ajouts de matières	3385
dont gypse	684
Matières de substitution	573

Activité Béton

(en milliers de tonnes)

	2011
Granulats	14 949
Ciment	2 239
Autres	132

Activité Granulats

(en milliers de tonnes)

	2011
Alluvionnaires	9 342
Roche massive	7 879
Matériaux recyclés	283

Consommation d'énergie
Electricité

	Ciment	Béton granulat
Consommation totale d'électricité (MWH)	1 731 412	74 641
<i>Dont achetée à un tiers</i>	1 493 170	69 170
<i>% du total</i>	86,2	92,7

Combustibles (activité Ciment)

	2010	2011
Énergie consommée (GJoule)	44 794 065	47 411 028
Énergie consommée par tonne de clinker produite (MJoule / T ck)	3 440	3 468
Répartition des combustibles		
Charbon	37,9 %	45,3 %
Petcoke	18,3 %	15,7 %
Combustibles substitution	14,5 %	15,6 %
CHV / Fuel / Gaz	29,3 %	23,4 %

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L. 225-37, alinéa 6, du Code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- de la composition et des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011,
- des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société,
- de la politique de rémunération des mandataires sociaux,
- de l'étendue des pouvoirs du Président et du Directeur général.

1. Préparation et organisation des travaux du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil d'Administration s'est réuni deux fois. L'agenda et l'ordre du jour des réunions du Conseil ont été les suivants :

Séance du 25 février 2011 :

- Présentation du rapport d'activité,
- Approbation des comptes sociaux au 31 décembre 2010,
- Approbation des comptes consolidés au 31 décembre 2010,
- Compte rendu des rapports des comités du Conseil d'Administration (Comités d'Audit et des Rémunérations),
- Approbation du rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et sur le contrôle interne,
- Présentation du budget 2011,
- Programme de rachat d'actions,
- Délégations de pouvoirs en application du programme de rachat d'actions,
- Renouvellement du mandat de trois Administrateurs,
- Affectation du résultat,
- Montant des jetons de présence,
- Autorisation d'émettre un emprunt obligataire,
- Autorisation d'émettre des garanties,
- Augmentation de capital réservée aux salariés,
- Modification des statuts,
- Conventions réglementées,
- Convocation de l'Assemblée Générale Mixte et fixation de l'ordre du jour,
- Questions diverses.

Tous les membres du Conseil ont assisté à cette réunion, ainsi que les Commissaires aux Comptes de la société et les quatre délégués du Comité Central d'Entreprise.

Les résolutions proposées au cours de cette séance ont toutes été adoptées à l'unanimité.

Séance du 31 juillet 2011 :

- Rapport d'activité,
- Analyse des comptes à fin juin 2011,
- Prévisions des résultats pour l'année 2011,
- Benchmark des sociétés cimentières en 2010,
- Nominations et organisation,
- Questions diverses.

Tous les membres du Conseil ont assisté à cette réunion, le Cabinet Wolff et Associés SAS, Commissaire aux Comptes, ainsi les quatre délégués du Comité Central d'Entreprise étaient présents. Le Cabinet KPMG, Commissaire aux Comptes, était absent excusé.

Les résolutions proposées au cours de cette séance ont toutes été adoptées à l'unanimité.

Chaque administrateur s'était vu adresser, avec sa convocation au Conseil, l'ensemble des documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ont été établis à l'issue de chaque réunion.

■ Composition du Conseil d'Administration :

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de cinq membres au moins et de douze membres au plus, nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires pour une durée de trois ou six ans.

Au 31 décembre 2011, le Conseil d'Administration était composé de 10 membres dont la liste figure en annexe du présent rapport. Elle indique en outre, la liste des mandats exercés par chacun des administrateurs dans d'autres sociétés du Groupe.

Le Conseil d'Administration est composé de personnes qui détiennent une connaissance du secteur d'activité, une connaissance spécifique des métiers, une expérience technique, et/ou des compétences en gestion et dans les domaines financiers.

Au 31 décembre 2011, le Conseil d'Administration comptait parmi ses membres six administrateurs indépendants : M. Raynald Dreyfus, P&E Management (société détenue par M. Paul Vanfrachem), M. Jacques Le Mercier, M. Pierre Breuil, M. Bruno Salmon et M. Xavier Chalandon. Sont considérés comme indépendants les administrateurs n'entretenant aucune relation directe ou indirecte ou n'ayant aucun lien d'intérêt particulier avec la Société, ses filiales, ses actionnaires ou ses dirigeants. En outre, la Société considère comme administrateur indépendant, une personne qui n'est pas liée à la Société ou au Groupe par un contrat de travail, par un contrat de prestation de services ou par une situation de subordination ou de dépendance vis-à-vis de la Société, du Groupe, de ses

dirigeants ou actionnaires importants ou par un lien familial avec l'actionnaire majoritaire.

En application de la loi du 27 janvier 2011 relative au principe de représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein du Conseil d'Administration, il est rappelé que Madame Sophie Sidos est membre du Conseil. Par ailleurs, le Conseil recherche l'équilibre souhaitable à sa composition afin de répondre aux obligations visées dans le respect des échéances prescrites par la loi.

■ Composition des comités :

Le Conseil d'Administration dispose d'un comité d'audit et d'un comité des rémunérations.

Les comités sont composés de trois membres, tous administrateurs indépendants, nommés par le Conseil d'Administration sur proposition du Président et choisis en fonction de leurs compétences. Les membres des comités sont nommés pour la durée de leur mandat d'administrateur. Ils sont rééligibles.

Les membres des comités peuvent être révoqués à tout moment par le Conseil d'Administration, lequel n'a pas à justifier sa décision. Un membre d'un comité peut renoncer à ses fonctions sans avoir à motiver sa décision.

Chaque comité est présidé par un président nommé par décision du comité prise à la majorité de ses membres. Le Président du comité veille au bon fonctionnement de celui-ci, notamment en ce qui concerne les convocations, la tenue des réunions, l'information du Conseil d'Administration.

Chaque comité désigne un secrétaire choisi parmi les trois membres ou extérieur au comité et au Conseil d'Administration.

La composition des comités est la suivante :

■ Comité d'audit :

- Monsieur Raynald Dreyfus, Président du comité,
- Monsieur Jacques Le Mercier,
- Monsieur Pierre Breuil.

■ Comité des rémunérations :

- Monsieur Paul Vanfrachem, Président du comité,
- Monsieur Raynald Dreyfus,
- Monsieur Xavier Chalandon.

■ Modalités de fonctionnement :

Réunions :

Comité d'audit : deux fois par an et plus fréquemment, à la demande du Conseil d'Administration.

Comité des rémunérations : une fois par an et plus fréquemment, à la demande du Conseil d'Administration.

Les propositions des comités sont adoptées à la majorité des membres présents, chaque membre disposant d'une voix. Les membres ne peuvent se faire représenter aux séances des comités.

Les délibérations des comités sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial. Chaque comité rend compte au Conseil d'Administration de ses travaux.

Le Conseil d'administration peut allouer aux membres des comités une rémunération ou des jetons de présence.

■ Missions du comité d'audit :

Les attributions du comité d'audit consistent notamment à :

- examiner les comptes annuels et semestriels, tant consolidés que sociaux (et porte notamment son attention sur la permanence et la pertinence des méthodes comptables utilisées),
- assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière,
- prendre connaissance des procédures internes de collecte et de contrôle des informations financières qui garantissent les informations consolidées,
- assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques,
- examiner les candidatures des Commissaires aux Comptes dont la nomination est proposée à l'Assemblée générale des actionnaires,
- examiner, chaque année les honoraires des Commissaires aux Comptes ainsi que leur indépendance.

Le comité d'audit s'est réuni deux fois en 2011 avec un taux de participation de 100 % et a procédé à l'examen des points suivants :

Séance du 17 février 2011 :

- Calendrier et information financière,
- Présentation des comptes annuels 2010 et des chiffres clés de l'activité,
- Refinancement et structure financière du Groupe,
- Contrôle interne et audit,
- Gestion des risques,
- Commissaires aux Comptes.

Séance du 26 juillet 2011 :

- Présentation des résultats à fin juin 2011,
- Gestion du risque de liquidité - financement - taux,
- Gestion du risque de change,
- Gestion du crédit clients,
- Obligations des entreprises en matière environnementale et sociale,
- Travaux de l'audit interne.

■ Missions du comité des rémunérations :

Le comité des rémunérations est chargé :

- d'examiner les rémunérations des dirigeants et des salariés (partie fixe, partie variable, gratification,...) et notamment leur montant et leur répartition,
- d'étudier les plans d'options de souscription ou d'achat d'actions et notamment en ce qui concerne les bénéficiaires, le nombre d'options qui pourraient leur être consenties, ainsi que la durée des options et les conditions du prix

de souscription ainsi que de toute autre forme d'accès au capital de la société en faveur des dirigeants et des salariés,

- d'étudier certains avantages notamment en matière de régime de retraite, de régime de prévoyance, assurance invalidité, assurance décès, rente éducation, assurance de responsabilité civile des mandataires sociaux et cadres dirigeants, etc.

Le comité des rémunérations s'est réuni une fois en 2011 avec un taux de participation de 100 % et a procédé à l'examen des points suivants :

- Etude du système des rémunérations de Vicat SA,
- Politique des rémunérations 2011 et accords avec les partenaires sociaux,
- Rémunérations des cadres dirigeants du Groupe.

2. Procédure de contrôle interne et de gestion des risques

Le contrôle interne dans le Groupe s'articule notamment autour :

- du contrôle financier rattaché à la Direction Financière et en charge de veiller à l'application des normes, procédures, règles et bonnes pratiques,
- du contrôle de gestion rattaché aux directions générales des différentes activités,
- de l'audit interne rattaché au Directeur Général du Groupe.

L'audit interne intègre de jeunes collaborateurs destinés à prendre ensuite des responsabilités de contrôleurs de gestion ou de contrôleurs financiers, notamment dans les filiales étrangères du Groupe. Depuis 2008, trois collaborateurs ont pu évoluer dans leur carrière dans ces conditions.

Ainsi, le contrôle interne dans le Groupe a vu ses effectifs augmenter régulièrement au cours des dernières années, par l'évolution professionnelle des effectifs de l'audit interne, mais aussi par un renforcement direct du contrôle de gestion par des collaborateurs de haut niveau.

En outre, un certain nombre de contrôleurs de gestion en poste recevront en complément une formation spécifique sur le contrôle interne.

■ Définition et objectifs du contrôle interne

Selon le cadre de référence de l'AMF, auquel la Société a choisi de se référer, le contrôle interne est un dispositif qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la Direction Générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes du Groupe, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

Ce dispositif consiste en un ensemble de moyens, de comportements de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques du Groupe, qui contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations, et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Il doit lui permettre également de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs, qu'ils soient opérationnels, financiers ou de conformité. Néanmoins, comme tout système de contrôle, il ne peut fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

■ Périmètre d'application

Le périmètre retenu en matière de contrôle interne est la société mère et l'ensemble des filiales qu'elle contrôle exclusivement ou conjointement.

■ Description des composantes du contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est fondé sur une organisation interne, adaptée à chaque activité du Groupe, et caractérisée par une forte responsabilisation du management opérationnel par la Direction.

Le Groupe met en œuvre au niveau de ses filiales, des procédures et modes opératoires, relatifs notamment à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et prenant en compte les risques inhérents à chacun des métiers et marchés sur lesquels le Groupe est présent, dans le respect des directives et règles communes définies par le Groupe.

En terme d'outils de traitement de l'information, le Groupe pilote et contrôle le déroulement de ses activités industrielles (notamment approvisionnements, production, maintenance), commerciales (ventes, expéditions et crédit clients), et les retranscrit en informations comptables à l'aide de progiciels intégrés reconnus comme des standards du marché ou d'applications spécifiques développées par la Direction des Systèmes d'Information du Groupe.

Dans ce contexte, le Groupe a engagé depuis 2009 une modernisation progressive de ses systèmes d'information visant à harmoniser les outils utilisés, renforcer la sécurité et la rapidité du traitement des données et des transactions sur un socle technique uniformisé, développer des pôles d'expertise partagés, et faciliter l'intégration des nouvelles entités. Cette refonte porte d'une part sur les infrastructures techniques, et d'autre part sur les processus transactionnels et les applications supportant ces processus. Elle a conduit le Groupe à initier début 2012 la mise en place du progiciel de gestion intégré SAP sur la société Vicat SA en France. Ce projet sera étendu dans les prochaines années aux autres activités françaises puis internationales du Groupe.

La Société dispose d'un système de pilotage par la Direction Générale et les directions fonctionnelles concernées, permettant une prise de décision éclairée et rapide. Ce système comprend :

- des rapports quotidiens de production des usines,
- des revues d'activité hebdomadaires par les Directions opérationnelles (pays ou filiale),
- des revues mensuelles opérationnelles et financières (performances usines, tableaux de bord industriels et commerciaux) analysées par le contrôle financier Groupe en référence au budget et à l'exercice précédent,
- des arrêtés mensuels des résultats consolidés décomposés par pays et par branches d'activité, rapprochés du budget,

- des situations mensuelles consolidées de trésorerie et d'endettement, décomposées par pays et par branches d'activité,
- des visites régulières de la Direction Générale dans l'ensemble des filiales au cours desquelles lui sont présentées les résultats et le déroulement des opérations commerciales et industrielles, lui permettant d'évaluer la mise en œuvre des directives, faciliter les échanges et la prise de décision.

Dans l'objectif d'améliorer la cohérence et l'homogénéité des reportings financiers, d'en simplifier la production, en automatiser la consolidation et en faciliter l'exploitation, un projet de mise en place d'un système global de reporting uniformisé mensuel, initié en 2008, a été mis en service sur le premier semestre 2010 sur la majeure partie du Groupe. L'année 2012 sera essentiellement consacrée à la couverture des pays en démarrage (Kazakhstan et Inde). Le projet est par ailleurs soumis depuis mi 2010 à une démarche d'amélioration continue et d'enrichissement des indicateurs de performance de gestion.

■ Analyse et gestion des risques

La gestion des risques est intégrée dans les responsabilités des différents niveaux de management opérationnel. Les différents reportings d'activités décrits plus hauts intègrent, le cas échéant, des éléments sur les risques.

Les risques majeurs sont ensuite analysés et le cas échéant, gérés avec la Direction Générale. Une synthèse des principaux risques auxquels le Groupe est exposé est présentée chaque année au chapitre 4. du Document de Référence publié par la Société et visent notamment :

- les risques industriels dont ceux liés aux équipements industriels et à des défauts de qualité des produits et ceux liés à l'environnement,
- les risques de marché et notamment : les risques de change, les risques de conversion, les risques de liquidité et les risques de taux d'intérêts.

Une démarche de recensement et d'analyse des risques a été réalisée par l'Audit Interne. Après une phase de recensement par entretien avec les principaux dirigeants opérationnels et fonctionnels du Groupe, elle a permis, au terme d'une phase d'analyse menée avec la Direction Générale, la réalisation d'une cartographie synthétique des risques du Groupe. Cette matrice des risques est régulièrement examinée et le cas échéant, actualisée.

La direction de l'Audit Interne est rattachée à la Direction Générale du Groupe et peut intervenir sur l'ensemble des activités et filiales du Groupe. Elle mène ses travaux, conformément à un plan d'audit annuel visant à couvrir les principaux risques identifiés au sein de l'entreprise, notamment ceux relatifs à l'information comptable et financière.

Les travaux d'audit font l'objet de rapports présentés au management, à la Direction Générale et au Comité d'Audit. Ils sont composés de rapports synthétiques plus particulièrement destinés aux Dirigeants et de rapports

détaillés permettant entre autres de sensibiliser les opérationnels concernés aux éventuels dysfonctionnements constatés et recommandations proposées.

La mise en œuvre des plans d'actions fait l'objet d'un suivi formalisé par l'Audit Interne sur un tableau de bord spécifique.

3. Gouvernement d'entreprise

En application de la loi du 3 juillet 2008, transposant la directive communautaire 2006/46/CE du 14 juin 2006, la Société a pris la décision de se référer au code de gouvernement d'entreprise AFEP MEDEF sur « Le gouvernement d'entreprise des sociétés cotées » du 23 octobre 2003 disponible sur le site www.medef.fr.

4. Rémunération des mandataires sociaux

■ Politique de la rémunération des mandataires sociaux

Considérant que les recommandations AFEP MEDEF du 6 octobre 2008 relatives à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées répondent à des principes de bonne gouvernance dans le cadre desquelles la Société s'est toujours inscrite, elle a pris la décision d'adhérer à ces recommandations.

La position de la Société vis-à-vis de ces recommandations est la suivante :

- des dispositions ont été prises pour que les dirigeants mandataires sociaux ne soient pas liés à la Société par un contrat de travail,
- aucune indemnité de rupture n'est prévue pour les dirigeants mandataires sociaux,
- les régimes de retraite supplémentaires en vigueur dans la Société et dont bénéficient les mandataires sociaux et certains dirigeants non mandataires font l'objet d'un encadrement strict. Le montant de la retraite additionnelle ne peut notamment pas conduire les bénéficiaires à percevoir, toutes pensions de retraite confondues, un montant excédant 60 % du salaire de référence,
- la Société n'a pas mis en place de politique d'options d'achat ou de souscription d'actions et d'attribution d'actions de performance,
- conformément aux recommandations en matière de transparence sur tous les éléments de la rémunération, la Société adoptera la présentation standardisée définie par l'AFEP et le MEDEF et rendra publique cette information, notamment dans son Document de Référence.

■ Politique de détermination de la rémunération des dirigeants non mandataires sociaux

Le Président du Conseil d'Administration a, conformément aux recommandations du MEDEF sur le gouvernement d'entreprise, veillé au respect des principes suivants :

A) Exhaustivité

La détermination des rémunérations des dirigeants non mandataires sociaux a été retenue et appréciée globalement pour chacun d'entre eux.

Elle intègre :

- une rémunération fixe
- des jetons de présence
- un régime de retraite sur complémentaire
- des avantages en nature.

Il est rappelé qu'aucun dirigeant ne bénéficie d'une rémunération variable, ni d'options d'actions, ni d'attribution gratuite d'actions, ni d'indemnités de départ.

B) Marché de référence / métier

Les rémunérations des dirigeants non mandataires sociaux ont été comparées par rapport aux rémunérations publiées par les sociétés et groupes français du même secteur, ainsi que par rapport à des sociétés industrielles pouvant faire l'objet d'une comparaison par leur niveau de chiffre d'affaires ou de résultats. Il en ressort que les rémunérations actuelles sont inférieures aux rémunérations moyennes constatées.

C) Cohérence

La cohérence des rémunérations entre les différents dirigeants non mandataires sociaux a pu être vérifiée eu égard aux critères suivants :

- expérience professionnelle et formation
- ancienneté
- niveau de responsabilité.

D) Simplicité et stabilité des règles

L'absence de rémunération variable et d'attribution d'options d'actions ou d'attribution gratuite d'actions permet une simplicité et une stabilité des règles d'établissement des rémunérations.

E) Mesure

Les rémunérations des dirigeants non mandataires sociaux, compte tenu de leurs montants et de leur nature essentiellement fixe, sont compatibles avec l'intérêt général de l'entreprise et sont conformes aux pratiques du marché dans le secteur d'activité.

■ Politique d'attribution d'options d'actions et d'attribution gratuite d'actions

La Société n'a pas mis en place de politique d'options d'actions ou d'attribution gratuite d'actions.

5. Participation des actionnaires à l'Assemblée Générale

La participation des actionnaires à l'Assemblée Générale ne fait pas l'objet de modalités particulières et est régie par la loi et l'article 25 des statuts de la Société ci-après reproduit :

ARTICLE 25 - ASSISTANCE ET REPRÉSENTATION AUX ASSEMBLÉES

Tout actionnaire peut participer, personnellement ou par mandataire, aux Assemblées sur justification de la propriété de ses titres, s'il est justifié, dans les conditions légales et réglementaires, de l'enregistrement de ses titres à son nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour son compte, en application du septième alinéa de l'article L.228-1 du Code de commerce, au troisième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire inscrit.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité est constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

La participation aux Assemblées Générales Ordinaires est subordonnée à la justification d'au-moins une action.

6. Pouvoirs du Président et du Directeur Général

Le Conseil d'administration du 7 mars 2008, conformément à l'article 21 des statuts de la Société, a décidé d'opter pour le mode de séparation des fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général.

M. Jacques Merceron-Vicat a été renouvelé dans ses fonctions de Président du Conseil d'Administration pour la durée restant à courir de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2016, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

M. Guy Sidos a été renouvelé dans ses fonctions de Directeur Général pour la durée du mandat du Président du Conseil, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2016, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Aucune limitation n'a été apportée aux pouvoirs du Président et à ceux du Directeur Général.

Fait à Paris

Le 29 février 2012

Le Président du Conseil d'Administration

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES,
Établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce,
sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Vicat SA**

Exercice clos le 31 décembre 2011

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Vicat S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre Société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière,
- et d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

**Informations concernant les procédures de
contrôle interne et de gestion des risques relatives
à l'élaboration et au traitement de l'information
comptable et financière**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président.

Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris La Défense, le 8 mars 2012
KPMG Audit - Département de KPMG S.A.
Bertrand Desbarrières - Associé

Chamalières, le 8 mars 2012
Wolff & Associés S.A.S.
Grégory Wolff - Associé

PROJET DE RÉOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 4 MAI 2012

PREMIÈRE RÉOLUTION

(Approbation des comptes annuels et opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2011)

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2011, approuve les comptes annuels de l'exercice considéré, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle arrête le résultat bénéficiaire de cet exercice à 152 356 641 euros.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve au Conseil d'Administration pour l'exécution de son mandat pendant ledit exercice.

DEUXIÈME RÉOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011)

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration sur la gestion du Groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2011, approuve les comptes consolidés de l'exercice considéré, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle arrête le résultat consolidé du Groupe de cet exercice à 193 128 000 euros, dont un résultat net part du Groupe de 163 607 000 euros.

TROISIÈME RÉOLUTION

(Affectation des résultats et fixation du dividende)

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir constaté l'existence de bénéfices distribuables, approuve l'affectation et la répartition de ces bénéfices proposées par le Conseil d'Administration :

- bénéfice de l'exercice 2011	152 356 641 €
- report à nouveau antérieur	103 403 646 €
- total	255 760 287 €

Affectation :

- dividende (sur la base de 100 % du capital social, soit 44 900 000 actions de 4 € de valeur nominale)	67 350 000 €
- dotation aux autres réserves	38 410 287 €
- report à nouveau	150 000 000 €

et fixe, en conséquence, le dividende à distribuer au titre de l'exercice 2011, à une somme brute (hors prélèvements sociaux) de 1,50 euro par action.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 11 mai 2012, au siège social et au guichet des banques, dans le cadre des dispositions relatives à la dématérialisation des valeurs mobilières.

L'Assemblée Générale Ordinaire constate que les dividendes distribués par action pour les trois exercices précédents, ont été les suivants, à nombre d'actions comparables :

Exercice	Dividende distribué
2008	1,50 €
2009	1,50 €
2010	1,50 €

Il est rappelé que le montant des dividendes mentionnés tient compte de toutes les actions existantes. Lors de la mise en paiement, les dividendes sur actions propres seront affectés au compte « report à nouveau ».

Les dividendes ouvrent droit à l'abattement aux taux et conditions prévus à l'article 158-3 du Code général des impôts.

QUATRIÈME RÉOLUTION

(Approbation des conventions réglementées)

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial établi par les commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article L 225-38 du Code de commerce, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conventions dont il est fait état dans ce rapport.

CINQUIÈME RÉOLUTION

(Autorisation à conférer au Conseil d'Administration à l'effet d'acheter, de conserver ou de transférer des actions de la Société et approbation du programme de rachat d'actions)

L'Assemblée Générale Ordinaire, connaissance prise du rapport spécial du Conseil d'Administration et de la description du programme de rachat d'actions qui figure dans le rapport annuel, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à acheter, conserver ou transférer les actions de la Société, sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, et notamment dans le respect des conditions et obligations prévues par les articles L225-209 à L225-212 du Code de commerce, du règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 pris en application de la directive européenne n° 2003/6/CE du 28 janvier 2003, et des pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers.

La Société pourra acquérir, céder, transférer ou échanger, par tous moyens, tout ou partie des actions ainsi acquises dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en respectant les limites ci-dessous :

- le prix unitaire d'achat ne devra pas être supérieur à 100 euros par action (hors frais d'acquisition) ;
- le total des actions détenues ne dépassera pas 10 % du capital social de la société, ce seuil de 10 % devant être apprécié à la date effective où les rachats seront effectués. Cette limite sera égale à 5 % du capital social concernant l'objectif visé au (c) ci-dessous. Au 1^{er} janvier 2012, la limite de 10 % correspond, compte tenu des actions déjà possédées par la Société, à un nombre maximum de 3 480 574 actions de 4 euros de nominal représentant un montant maximum de 348 057 400 euros.

La Société pourra, le cas échéant, bénéficier des dispenses prévues à l'article 241-3 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. Ces opérations devront être effectuées en conformité avec les règles déterminées par les articles 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers concernant les conditions et périodes d'intervention sur le marché.

En application de la présente résolution, dans les limites autorisées par la réglementation en vigueur, les actions pourront être acquises, cédées, échangées ou transférées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, sur tous marchés et de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, ces moyens incluant le recours à des contrats financiers dérivés et à des bons, en vue de (sans ordre de priorité) :

- (a) attribuer des actions aux salariés et aux mandataires sociaux et notamment dans le cadre de la participation et de l'intéressement.
- (b) assurer l'animation du marché du titre au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI) reconnue par l'Autorité des marchés financiers.
- (c) de conserver les actions de la Société et de les remettre ultérieurement à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers.
- (d) annuler des actions dans la limite légale maximale, sous réserve dans ce dernier cas, du vote par l'Assemblée Générale Extraordinaire d'une résolution spécifique.

L'Assemblée Générale décide que le Conseil d'Administration pourra utiliser la présente résolution à tout moment pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale, y compris en période d'offre publique d'achat ou d'échange, dans les limites et sous réserve des périodes d'abstention prévues par la loi et le Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

La présente autorisation annule et remplace celle accordée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 mai 2011.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation, à l'effet de :

- mettre en œuvre la présente autorisation et poursuivre l'exécution du programme de rachat d'actions, affecter ou réaffecter, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, les actions acquises aux différents objectifs poursuivis ;
- procéder aux ajustements du prix unitaire et du nombre maximum de titres à acquérir en proportion de la variation du nombre d'actions ou de leur valeur nominale résultant d'éventuelles opérations portant sur les capitaux propres de la société ;
- passer tous ordres de bourse sur tous marchés ou procéder à des opérations hors marché ;
- conclure tout accord en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme ;
- effectuer toutes déclarations et autres formalités et de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

Le Conseil d'Administration devra informer l'Assemblée Générale des opérations réalisées en application de la présente autorisation.

SIXIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat d'un administrateur)

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Raynald Dreyfus pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2015 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

(Pouvoirs)

L'Assemblée Générale Ordinaire, confère tous pouvoirs à tout porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente séance, en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

NOTES

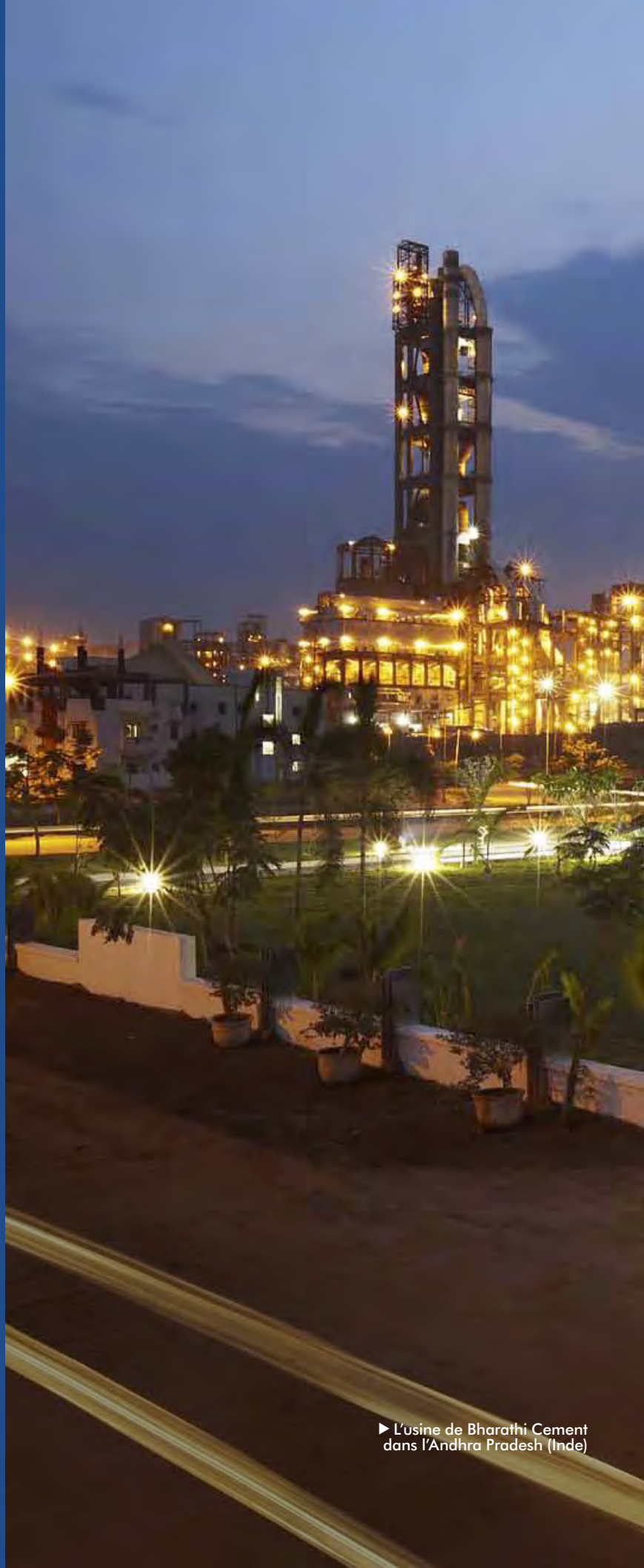
NOTES



Des exemplaires du Rapport Annuel sont disponibles sans frais auprès de Vicat, Tour Manhattan - 6, place de l'Iris, 92095 Paris-La Défense Cedex, ainsi que sur le site internet de Vicat (www.vicat.fr).



Société anonyme au capital de 179600000 euros
Siège social:
Tour Manhattan - 6, place de l'Iris
92095 Paris-La Défense Cedex
RCS Nanterre 057 505 539



► L'usine de Bharathi Cement dans l'Andhra Pradesh (Inde)